

THE GETTY CENTER LIBRARY



*Why ask for the moon
When we have the stars?*

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES
ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

ANNÉE 1909

TOME CINQUANTIÈME

2^e SEMESTRE



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

1909

Le Bibliothécaire a l'honneur de faire connaître à ses collègues qu'il tient à leur disposition, moyennant le prix de trois francs, quelques exemplaires restant de *l'Essai sur l'Histoire de la Ville et du Comité de Nantes*, par Gérard Mellier, Maire de Nantes, d'après le Manuscrit publié pour la première fois par M. Léon Maître, archiviste de la Loire-Inférieure.

Il pourrait aussi disposer des Bulletins ci-après :

1^{er} et 2^e trimestres, année 1859.

Années 1862, 1863, 1864.

1^{er} trimestre 1865.

Années 1872, 1873, 1874, 1875.

1^{er} et 2^e trimestres 1876.

Années 1877, 1878, 1884, 1885.

2^e trimestre 1887.

Années 1888 à 1904.

Table générale des 40 premières années.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES
ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

ANNÉE 1909

TOME CINQUANTIÈME

2^e SEMESTRE



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

1909

BUREAU

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

MM. ALCIDE DORTÉL, O. I. 	Président.
ALCIDE LEROUX	} Vice-présidents.
le baron GAÉTAN de WISMES	
Docteur GEORGES HALGAN	} Secrétaires généraux.
JOSEPH NAU	
JOSEPH ANGOT	} Secrétaires du Comité.
JOSEPH HOUDÉT	
HENRI RIONDEL	Trésorier.
RAYMOND POUVREAU	Trésorier-adjoint.
PAUL SOULLARD	} Bibliothécaires-archivistes.
VICTOR LAGRÉE, O. 	

COMITÉ CENTRAL

MEMBRES A VIE

Anciens Présidents (1)

MM. le marquis de BREMOND D'ARS MIGRÉ,  (1884-1886 et 1899-1901).
LÉON MAITRE, O. I.  (1902-1904); le baron de WISMES (1905-1907).

MEMBRES ÉLUS

MM. le comte de BERTHOU	}	Sortants en 1910.
BLANCHARD, O. I. 		
TRÉMANT	}	Sortants en 1911.
CHAILLOU, O. I. 		
SENOT de la LONDE		
CLAUDE de MONTI de REZÉ		
CAILLÉ	}	Sortants en 1912.
LUDOVIC CORMERAIS		
le chanoine DURVILLE, O. A. 		

(1) Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAU (1845-1862), † 4 juillet 1865; — le vicomte SIOGH'AN de KERSABIEC (1863-1868), † 28 novembre 1897; — le chanoine CAHOUR, O. A.  (1869-1871), † 7 septembre 1901; — l'intendant GALLES, O.  (1872-1874), † 11 août 1891; — MARIONNEAU,  O. I.  (1875-1877), † 13 septembre 1896; — le baron de WISMES (1878-1880), † 5 janvier 1887, — le vicomte de la LAURENCIE,  (1881-1883); — LE MEIGNEN, O. A.  (1887-1889 et 1896-1898), † 22 septembre 1905; — le marquis de DION,  (1890-1892), † 26 avril 1901; — de la NICOLLIÈRE-TEJEIRO, O. A.  (1893-1895), † 17 juin 1900.

EXTRAITS

Des procès-verbaux des Séances



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

Manoir de la Touche



SÉANCE DU MARDI 6 JUILLET 1909

Présidence de M. DORTEL, président

Etaient présents : MM. BASTARD, abbé BRAULT, DE BRÉVEDENT, CAILLÉ, DORTEL, FURRET, abbé GRÉLIER, D^r HALGAN, LEROUX, D^r MOUSSAULT, capitaine DU PLESSIX, POIRIER, RENARD, SOULLARD, TRÉMANT, baron DE WISMES, baron Gaëtan DE WISMES.

Excusé : M. ANGOT.

Après lecture et adoption du procès-verbal de la précédente séance, il est procédé à l'élection comme membre titulaire de M. Gustave BLOUET, présenté par MM. DORTEL et Marcel SOULLARD.

M. le PRÉSIDENT dépose sur le bureau un fascicule de M. Salomon Reinach. L'auteur veut bien faire hommage à la Société de son travail sur *Gilles de Rais*. Il tend à prouver que ce brigand légendaire que l'histoire surcharge de crimes était innocent de toutes ces infamies. Il faudrait donc réhabiliter sa mémoire.

Le D^r MOUSSAULT présente un plan partiel de notre Ville sur lequel figurent, dans le quartier du Sanitat, des tracés de rues qui ne furent jamais exécutées.

M. DORTEL donne le compte-rendu de l'excursion archéologique que la Société accomplit le 14 juin dans la Mayenne.

A *Château-Gontier* nous visitons l'antique chapelle du Prieuré de N.-D. de Genneteil, aujourd'hui annexée au Lycée, l'église Saint-Jean et sa crypte romane, puis l'église Saint-Rémi qui, presque entière, date du XIII^e siècle. C'est par *Laval* que les sociétaires poursuivent leur excursion. Le château des Comtes présente des parties de la Renaissance et des parties romanes. Le donjon, du XII^e siècle, a, chose fort rare, gardé sa magnifique charpente. La chapelle, d'un aspect sévère, a quelque chose de primitif et d'étrange. La maison du Grand Veneur et quelques demeures du XV^e et du XVI^e siècle comptent parmi les curiosités de la ville et sont encore ornées de leurs motifs en faïence émaillée.

Après un court arrêt à *Mayenne*, nous arrivons à *Jublains*, véritable but de notre voyage.

La citadelle forme un trapèze orné de dix tours. Les murs de 4 à 5 mètres de hauteur présentent bien l'appareil antique avec chaînes de briques de 80 en 80 centimètres. Le corps principal est un vaste atrium au centre duquel est un impluvium. Entre l'enceinte de terre et la muraille extérieure on voit un monument qui pouvait être un hypocauste.

Outre la citadelle, *Jublains* est encore remarquable par son théâtre et son Temple de la Fortune.

De quand datent ces monuments et ces fortifications ? Pourquoi ont-elles été détruites par ces gallo-romains si attachés à leurs dieux et à leurs traditions à une époque où le Christianisme n'avait pas encore fait son apparition dans les Gaules ? Ce sont autant de questions pour lesquelles on n'a pu faire jusqu'ici que des hypothèses.

C'est par la visite de l'*Abbaye de Solesmes* que les sociétaires terminent leur intéressante excursion. Le célèbre Prieuré, aujourd'hui abandonné en exécution de la loi de 1901, présente des bâtiments claustraux conçus dans le style le plus pur du XIII^e siècle. L'église renferme les célèbres *Saints de Solesmes* qui sont au nombre des plus belles œuvres de la Renaissance.

M. Alcide LEROUX et le baron Gaëtan DE WISMES se font tour à tour l'interprète des excursionnistes pour remercier le Président qui organisa si bien cet agréable et instructif voyage.

La parole est ensuite donnée à M. Alcide LEROUX qui donne lecture de son travail sur les *Sources de l'Isaac à l'époque néolithique*. Le bassin de cette rivière et particulièrement la région de ses sources : Saffré, Puceul, Marignac furent certainement habitées aux époques les plus reculées, ainsi qu'en témoignent de nombreux objets trouvés. Toute cette région devait être jadis recouverte par les eaux, or on sait que les cités lacustres comptent parmi les premières en date ; l'homme en établissant sa maison sur pilotis se défendait contre les attaques des animaux sauvages et trouvait dans les lacs une abondante nourriture.

M. l'abbé GRELIER rapporte que l'église de *Sallertaine*, localité vendéenne, va prochainement tomber sous la pioche des démolisseurs. Ce sanctuaire présente un réel intérêt architectural et se trouve encore dans un état de conservation suffisant. Il date du XII^e siècle et est du style roman-poitevin. Il renferme trois curieux retables de pierre. L'église est certainement la première du Bas-Poitou où on essaya l'arc brisé. Sa destruction décidée par la Municipalité est un véritable acte de vandalisme qu'il faudrait, s'il est possible, empêcher.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire,

D^r HALGAN.

SÉANCE DU MARDI 19 OCTOBRE 1909

Présidence de M. DORTÉL, président

Etaient présents : MM. BASTARD, BLANCHARD, CAILLÉ, CHARON, DARON, DELATTRE, DORTÉL, chanoine DURVILLE, FERRONNIÈRE, FURRET, D^r HALGAN, JAMONT, commandant

LAGRÉE, MAÎTRE, D^r MOUSSAULT, OUVRARD, D^r PLANTARD, POIRIER, RENARD, RINGEVAL, RIVET, SOULLARD, VINCENT, TRÉMANT, baron DE WISMES, baron Gaëtan DE WISMES.

Excusé : M. H. RIONDEL.

Le procès-verbal de la séance précédente ayant été lu et adopté, il est procédé à la présentation comme membres titulaires de M. le baron D'HASTREL DE RIVEDOUX présenté par MM. DORTEL et baron G. de WISMES et de M. DARON, avocat, présenté par MM. DORTEL et POIRIER. L'assemblée les reçoit par vote unanime, puis la parole est donnée à M. René BLANCHARD pour sa communication concernant *la trouvaille de moules monétaires romains faite récemment à Rezé*.

On sait que le sous-sol de Rezé ménage à l'archéologue de constantes surprises, c'est une mine inépuisable dont les parties révélées ont été malheureusement dispersées dans des collections particulières. Il y a quelques jours, en creusant un puits, des ouvriers mirent à découvert un nombre important de moules monétaires. Ces moules étaient à l'effigie de différents empereurs romains. Etaient-ils la propriété de faux-monnayeurs, ainsi que le suppose M. Soullard, ou servaient-ils à frapper monnaie pour payer les troupes agglomérées dans le pays, ainsi que le pense M. Maître ? Il est difficile de solutionner cette question, mais il serait intéressant, à ce point de vue, de rapprocher cette trouvaille de celle qui fut faite il y a quelques années dans les puits funéraires du Bernard.

M. LÉON DELATTRE poursuit la lecture de son intéressant travail sur *les anciens puits de la Ville de Nantes*. L'auteur indique l'emplacement exact de chacun d'eux, note l'aménagement dont ils furent peu à peu l'objet pour faciliter le puisage en cas d'incendie, puis leur disparition progressive jusqu'à l'organisation actuelle du service des eaux.

M. SOULLARD ayant été dernièrement appelé à classer la collection de monnaies appartenant à la comtesse du Faouëdic peut certifier, grâce à la lecture facile d'une pièce, que Charles de Blois, duc de Bretagne, frappait monnaie non à Auray ou à Tréguier ainsi qu'on l'a tou-

jours admis jusqu'ici, mais à Nantes. Cette rectification à la numismatique de Charles de Blois intéresse tout particulièrement notre Société, puisqu'elle attribue à notre Cité l'honneur d'avoir possédé les ateliers monétaires de ce prince.

M. le chanoine DURVILLE eut l'occasion, il y a quelques semaines, de voir l'abbé Boissony et obtint de lui de multiples renseignements sur sa fameuse découverte de l'homme de la Chapelle aux Saints. C'est à trois mètres de l'entrée d'une caverne peu importante, dans une fosse longue de 1 m. 50 que fut trouvé ce squelette. Il est très à remarquer que, semblable aux hommes de Neanderthal et de Spy, le squelette de la Chapelle aux Saints reposait en diagonale, le bras droit ramené sur le côté de la tête, les fémurs fléchis sur le bassin. Et ce mode d'inhumation revêt une importance spéciale puisqu'il implique, sans aucun doute, de la part de ceux qui l'accomplissaient à la façon d'un rite, la croyance en l'immortalité de l'âme. Ce pelotonnement du corps sur lui-même n'est-il pas l'attitude fœtale « *in utero* », et n'indique-t-il pas, de manière symbolique, que la mort est une naissance à une vie meilleure, un éternel recommencement ? Ces représentants des plus antiques races humaines n'étaient donc pas des êtres intermédiaires entre le singe et l'homme, ainsi qu'on a essayé de le prouver. Ils possédaient, au contraire, une capacité crânienne de 1.550 cc., supérieure à la moyenne des crânes humains. Sur la fosse, l'abbé Boissony trouva des os d'animaux : rhinocéros, bisons, évidemment sacrifiés à l'occasion des funérailles.

M. le PRÉSIDENT remercie M. le chanoine Durville.

M. BLANCHARD spécifie que les objets à lui remis et provenant du puits de Rezé (21 moules et les débris d'une statuette de déesse ont été déposés par lui à la Société.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire Général,

D^r HALGAN.

SÉANCE DU MARDI 9 NOVEMBRE 1909

Présidence de M. DORTEL, président

Etaient présents : MM. D'HASTREL DE RIVEDOUX, BASTARD, BLANCHARD, abbé BRAULT, DE BRÉVEDENT, CROUAN, DELATTRE, DORTEL, FURRET, JAMIN, commandant LAGRÉE, Alcide LEROUX, MAÎTRE, MOUSSAULT, D^r PLANTARD, DU PLESSIX, RINGEVAL, RIONDEL, SOULLARD, TRÉMANT, Félix VINCENT, baron DE WISMES, baron Gaëtan DE WISMES.

La séance est ouverte à 4 heures.

M. le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. d'Hastrel et dépose sur le bureau un certain nombre d'ouvrages dont les auteurs ont bien voulu faire don à la Société.

L'Ecole de Médecine de Nantes depuis ses origines jusqu'à nos jours. Discours prononcé à la séance du Centenaire de l'Ecole, le 3 juillet 1909, par le D^r ROUXEAU, professeur de physiologie à l'Ecole de plein exercice de Médecine et de Pharmacie à Nantes.

Découverte, fouille et étude du souterrain-refuge du Moulin-Neuf à la Roche-sur-Yon (Vendée), par M. Marcel BAUDOUIN, docteur en médecine, secrétaire général de la Société préhistorique de France.

Découverte d'une gravure de sabot de cheval de l'époque néolithique sur le rocher du Grand-Chiron à l'Ile-d'Yeu, par le même.

Société préhistorique de France. Répertoire général des haches polies de France, par le même.

La Nécropole Gallo-Romaine à puits funéraires de Trousepoil-le-Bernard. Etude topographique d'ensemble, par le même.

Figures Nantaises, par M. Paul EUDEL.

Une Bretonne de lettre. La Comtesse Gégou du Luz, par J. BAUDRY.

Saint-Mars-la-Jaille et ses anciens Seigneurs, du même.

Saint-Anne de Nantes, histoire paroissiale, par M. Athanase OLIVIER.

Les Forts vitrifiés de la Creuse. Etude sur la structure des murs et l'origine des vitrifications, par M. AUTORTE, archiviste départemental de la Creuse.

On aborde ensuite l'ordre du jour :

M. Antoine VINCENT fils, présenté par MM. Félix VINCENT et le Dr HALGAN est nommé à l'unanimité membre de la Société.

M. le chanoine DURVILLE donne des renseignements fort intéressants sur un Mémoire présenté par un avocat pour la défense de Gilles de Rais, contre son frère René, à propos de Champtocé.

M. le baron Gaëtan DE WISMES fait part d'une découverte faite dans un toit à porc, à Orvault, de la première pierre de l'ancien château du Plessis à M. de la Brosse, sur laquelle est gravée la date de la construction.

M. Alcide LEROUX donne ensuite communication d'une étude très scientifique sur l'époque néolithique aux sources de l'Isaac.

Enfin M. DELATTRE veut bien donner lecture de recherches historiques sur d'anciens projets de fontaines publiques et raconte tous les projets et démarches qui furent tentés, sans résultats d'ailleurs pour l'édification de la Rouaudière (1566-1587), dans le quartier de la rue des Hauts-Pavés. Cette étude démontre qu'à cette époque, comme de nos jours, les crédits manquaient souvent.

La séance est levée à 6 h. 1/4.

Le Secrétaire Général,

P. NAU.

SÉANCE DU MARDI 7 DÉCEMBRE 1909

Présidence de M. DORTÉL, président

Etaient présents : MM. le commandant D'ARBONNEAU, BASTARD, abbé BRAULT, DE BRÉVEDENT, CAILLÉ, CHAILLOU, CHARRON, DORTÉL, chanoine DURVILLE, FURRET,

abbé GRELIER, D^r HALGAN, HOUDET, baron D'HASTREL DE RIVEDOUX, JAMONT, LEROUX, abbé LESIMPLE, MAÎTRE, D^r MOUSSAULT, capitaine DU PLESSIX, RIVET, RIONDEL, ROCHERY, ROUSTEAU, SOULLARD, vicomte DE SÉCILLON, Antoine VINCENT, Antoine VINCENT fils, TROCHON DE LORIÈRE, baron DE WISMES, baron Gaëtan DE WISMES.

Le compte-rendu de la séance précédente est lu et adopté, puis il est procédé à l'élection comme membres titulaires de : M. LÉON BENOIT, présenté par M. DORTTEL et le commandant D'ARFONNEAU, et de M. MOREL César, présenté par MM. DORTTEL et RIVET. Tous deux obtiennent l'unanimité des suffrages.

Sont nommés, pour une nouvelle période, membres du Comité : M. CAILLÉ par 26 voix, le chanoine DURVILLE par 26 voix et M. CORMERAIS par 23 voix. M. l'abbé BRAULT, le vicomte DE SÉCILLON, M. GRELIER et le D^r HALGAN obtiennent chacun une voix.

M. le PRÉSIDENT communique à la Société une lettre de M. Beillevaire qui rapporte qu'aux Moutiers, il a été trouvé au cours de fouilles faites dans son jardin, de nombreux squelettes entourés d'ardoises. Ces squelettes ne sont probablement pas antérieurs au Moyen-Age.

M. SOULLARD présente une croix brisée, fort ancienne, trouvée à Nantes près l'église Sainte-Croix.

Le baron D'HASTREL DE RIVEDOUX donne lecture d'une chanson vieillote et naïve sur sainte Catherine, puis le chanoine DURVILLE a la parole pour sa communication sur l'odyssée d'une somme de 48.700 livres, consignée à Paris en 1452 par le duc de Bretagne. Sous l'escorte de quarante-cinq gardes elle parvint intacte aux rives de la Seine, mais les émissaires du duc ne trouvèrent personne qui consentit à assumer la responsabilité de ce trésor. Les chanoines du chapitre de la Cathédrale finirent par en accepter la charge. C'est dans le coffre-fort de Notre-Dame, sous la protection de cinq serrures, que fut enfermée cette somme importante. La solidité du coffre-fort fut à l'épreuve des voleurs, mais il est à supposer que le roi de France ne sut résister à la tentation de s'emparer de ces 48.700 livres.

Le baron DE WISMES donne connaissance à la Société de nombreuses et intéressantes nouvelles archéologiques :

A Condé-sur-Marne, on a découvert la sépulture d'un chef gaulois qui fut inhumé sur son char. Les mors des chevaux et quelques bijoux ont été précieusement recueillis.

Le limon de l'escalier de la Tour du roi Dagobert, qui s'élevait jadis à Paris, près Notre-Dame, vient d'être déposé au Musée de Cluny.

Dans les Vosges, on a trouvé sur plusieurs sommets des amoncellements de ruines : fortifications et places fortes élevées par les Gaulois.

Au-dessus d'Alise-Sainte-Reine, sur la partie la plus élevée du mont Auxois s'élevait l'ancienne Alesia des Mandubiens, autour de laquelle les Gaulois soutinrent leur dernière lutte pour l'indépendance ; des fouilles intéressantes y sont exécutées depuis de nombreuses années. Elles ont révélé il y a peu de temps des objets votifs d'un réel intérêt.

En Grèce, une statue récemment exhumée, véritable maquette de la Vénus de Milo, indique le geste de la déesse et l'attribut qu'elle tenait.

Les fameux temples de Philæ, envahis par les eaux depuis l'établissement des barrages sur le Nil s'écroulent lentement. La destruction de ces sanctuaires sera une perte irréparable.

M. SOULLARD précise les caractères exacts des moules monétaires trouvés à Rezé, et relève les erreurs qui ont été avancées au sujet de cette trouvaille. Les empreintes proviennent de moulages de deniers usés et illisibles. Les moules appartenaient certainement à de faux monnayeurs. L'administration impériale n'employait pas ce mode lent et primitif pour monnayer. Il n'y avait d'ailleurs pas d'ateliers officiels dans notre contrée. Lyon, Arles, Nîmes étaient en Gaule les seules cités possédant des ateliers monétaires.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire Général,

D^r HALGAN.

MÉMOIRES

L'ÉPOQUE NÉOLITHIQUE

aux Sources de l'Isac

par A. LEROUX

Le Gouffre de la Chutenaie

Nous lisons dans le *Dictionnaire d'Ogée*, à l'article *Saffré* : « A peu de distance du Château, dans un terrain marécageux qui forme une prairie, est un gouffre dont on ne trouve point le fond. On prétend que c'est la principale source de la rivière d'Isac. C'est d'abord un terrain dont les eaux coulent dans un petit lit, l'espace d'un quart de lieue ; il se perd ensuite sous terre sans qu'on puisse dire quelle est sa vraie direction et va enfin se jeter dans la rivière d'Isac. Ce gouffre est plein de poissons ; l'eau en est froide en été et chaude en hiver ».

Près d'un siècle après Ogée, Dulaurens de la Barre, dans son *Histoire de Châteaubriant*, disait : « La rivière d'Isac prend sa source en un gouffre sans fond, célèbre dans les traditions du pays. »

Vers la même époque, Eugène Talbot et Armand Guéraud écrivaient dans leur *Petite Géographie de la Loire-Inférieure*, sous le titre *Curiosités Naturelles* : « La rivière d'Isac, non loin de Saffré, communique avec un gouffre poissonneux dont on n'a pu trouver le fond, nommé Gouffre de la Chutenaie ou *Effondrau* ».

Enfin la *Géographie de la Loire-Inférieure* de M. Léon Maître, éditée en 1902, à l'article *Saffré*, sous le paragraphe *Curiosités*, contient ce passage : « Gouffre de la Chutenaie aux sources de l'Isac ».

Comme on le voit, le gouffre de Saffré ou *Gouffre de la Chutenaie*, car c'est bien du même gouffre qu'il s'agit, en l'espace d'un siècle ou un siècle et demi, a

perdu un peu de son importance ou de son prestige. Je n'ose pas dire qu'il a fait comme le navire de Lafontaine, qu'il est devenu

.....brulot,
Et puis nacelle, et puis ballot,
Enfin bâtons flottants sur l'onde ;

toutefois il s'est notablement amoindri ou transformé. Du temps d'Ogée, le Gouffre de la Chutenaie était non seulement un gouffre dont on ne trouvait point le fond, mais encore, les eaux qui en sortaient formaient un ruisseau qui se perdait sous terre sans que l'on pût dire quelle était sa vraie direction (1).

En 1850, le Gouffre était seulement un réservoir naturel dont on ne pouvait trouver le fond ; pourtant il était poissonneux et se nommait *Effondrau* (2).

Enfin en 1902 il était indiqué seulement comme situé aux sources de l'*Isac* (3).

Il résulte de ces contradictions que le Gouffre de la Chutenaie a donné lieu à des exagérations, qu'il a été « surfait », comme on dit dans le langage familier.

On serait porté à croire qu'Ogée et ceux qui en ont parlé après lui, avaient fait comme les géographes anciens quand ils décrivaient la Bretagne ou la Gaule ; ils n'avaient pas vu par eux-mêmes, ils avaient écrit d'après des renseignements puisés aux sources populaires et fournis par des gens simples, qui se laissaient aller aux fantaisies de leur imagination.

Quoiqu'il en soit le Gouffre de la Chutenaie a son intérêt, et, s'il n'a pas toute l'importance qu'on lui a prêtée au cours des âges, il mérite cependant d'être étudié et c'est pour cette raison que nous essayons

(1) Ogée. *Dictionnaire de Bretagne*. II vol. page 692.

(2) Dulaurens de la Barre. *Histoire de Châteaubriant*, page 160. Talbot et Guéraud. *Petite Géographie de la Loire-Inférieure*, page 69.

(3) Léon Maître. *Géographie de la Loire-Inférieure*, page 171.

d'en dire un mot aujourd'hui. Sans pouvoir le décrire tel qu'il était au temps d'Ogée, nous pouvons du moins dire ce qu'il est aujourd'hui ou plutôt ce qu'il était il y a un demi siècle; car le Gouffre de la Chutenaie, le Gouffre, comme nous disions alors, est pour nous une vieille connaissance. A l'âge où l'on n'a point encore compris le

Felix qui potuit rerum cognoscere causas,

nous avons bien des fois joué sur ses bords et baigné nos pieds, ou plus exactement « pataugé » dans le cours d'eau qui s'en échappe. Ajoutons que nous nous tenions toutefois à une certaine distance du bord, car, à ce moment encore, on disait que le Gouffre n'avait point de fond et qu'il communiquait avec une source importante située non loin de l'Isac, à un demi kilomètre environ en amont, et appelée la Fontaine Saint-Pierre.

Mais il est temps de préciser davantage et d'entrer dans quelques détails.

Le Gouffre de la Chutenaie est ainsi nommé parce qu'il est situé sur les terres dépendant de la ferme de ce nom, à quelques centaines de mètres au Sud des bâtiments de cette ferme. Il y a cinquante ans, il se trouvait à cent mètres environ au nord de la Rivière, dans une boucle naturelle formée par ce cours d'eau, dont le lit était d'ailleurs, à cette époque, très irrégulièrement tracé et n'était souvent qu'une suite de petits étangs reliés entre eux par des vallées très peu profondes. Le Gouffre consistait en un réservoir creusé presque à pic, non pas dans un terrain marécageux, mais dans une prairie assez fertile. L'eau arrivait à peu près jusqu'au bord, même en été, et elle était si limpide qu'on apercevait le fond tout autour, jusqu'à une distance de cinq à six mètres. La forme du fond était celle d'un entonnoir et on perdait vite

de vue les parois inclinées, faites d'une argile grisâtre mêlée de coquilles d'eau douce et de débris calcaires. Le diamètre, que je n'ai jamais mesuré exactement, était d'environ 40 mètres. En hiver l'eau arrivait jusqu'au niveau du sol et se déversait vers l'Ouest par un canal assez régulier, de 3 à 4 mètres de largeur, lequel rejoignait le cours de l'Isac à 200 mètres environ en aval. Dans les années de sécheresse, le niveau baissait sensiblement et l'eau ne s'écoulait plus par le canal; mais à ce moment, en général, la rivière d'Isac elle-même était à sec depuis plusieurs semaines; car, en cet endroit, assez rapproché de la source principale de l'Isac, ce cours d'eau est ordinairement à sec pendant une partie de l'été, c'est-à-dire pendant deux à trois mois.

L'eau du Gouffre était très froide même pendant l'été. Pendant l'hiver, sa température était relativement élevée et, autant qu'il nous en souvient, jamais il ne s'y formait de glace même pendant les hivers rigoureux.

Dans le pays on disait toujours le Gouffre, jamais l'*Effondrau*, contrairement à ce qu'allègue Talbot dans sa géographie. Cependant ce nom, par sa signification, semble bien en harmonie avec la nature même du Gouffre, ainsi que nous le verrons un peu plus loin. Quant à être poissonneux, il justifiait assez mal sa réputation, s'il avait cette réputation. Je sais que j'y ai vu du frai de petits poissons, en plus ou moins grande quantité; mais jamais on n'y a fait de pêche merveilleuse, que je sache. Une fois seulement j'y ai vu pêcher à la senne. La plus grosse pièce, et j'oserais presque dire la seule, fut un brochet qui pesait plusieurs livres, mais il affectait des formes bizarres. La tête était celle d'un énorme brochet, tandis que le corps, maigre et raccourci, était celui d'un poisson de taille tout à fait médiocre. Le spécimen avait un peu l'air d'une caricature; en le voyant on était porté

à croire qu'il était très vieux et qu'il s'était mal développé, le milieu ne lui convenant pas. L'eau très froide ne convient pas sans doute aux poissons d'eau douce. Je crois pourtant que les anguilles souffrent moins d'une température basse et de fait, j'ai entendu dire qu'on en avait pêché d'assez grosses dans le Gouffre de la Chutenaie.

Quant à la profondeur je ne l'ai jamais connue exactement. On disait toujours qu'on n'avait jamais trouvé le fond, mais avait-on fait ce qui était nécessaire pour cela ? La première condition pour faire une expérience de ce genre, un sondage si l'on veut, c'est d'avoir un bateau. Or, sur le Gouffre il n'y avait pas de bateau, ou du moins il n'y en eut pas pendant longtemps. Toutefois, vers 1860, la Chutenaie ayant été achetée par un propriétaire de Nort (1), celui-ci fit apporter un bateau ou une toue dans le but de pêcher. A ce moment, si je me rappelle bien, j'entendis dire que l'on avait trouvé le fond du Gouffre ; c'était à une grande profondeur, mais il me semble que cette profondeur ne dépassait pas 40 mètres.

Ce fut vers cette époque que le propriétaire voulant améliorer et irriguer la prairie du Gouffre eut l'idée de rectifier le cours de la Rivière en lui creusant un nouveau lit. La boucle dont j'ai parlé se trouva ainsi supprimée et l'Isac vint se jeter dans le Gouffre même qu'elle traversa, utilisant en aval le canal qui servait de déversoir à la pièce d'eau. Il arriva alors ce qui devait arriver. Le nouveau lit étant creusé dans une couche de gravier ou de gros sable, l'eau, pendant les crues, attaqua le fond et les bords, détacha des quantités considérables de gravier et les déversa dans le Gouffre. Des dépôts se formèrent et l'on ne tarda pas à apercevoir à quelques mètres de profondeur, une sorte de jetée se prolongeant jusqu'au milieu de

(1) M. Félix Chrétien, père de Madame Boudet, aujourd'hui propriétaire de la Chutenaie.

l'excavation et montrant bien que le Gouffre avait un fond. A partir de ce moment le fameux réservoir perdit un peu de son renom. L'eau devint moins limpide et moins froide. La source principale était sans doute bouchée ; cependant l'eau ne pouvait être retenue captive, évidemment. Une source s'ouvrit au bord, du côté du Sud, source puissante d'où l'eau jaillissait un peu comme d'un puits artésien puis allait se jeter dans le réservoir principal.

Tel était le Gouffre de la Chutenaie il y a cinquante ans ; tel il est encore à peu près aujourd'hui. J'en demande pardon à Ogée, mais je ne comprends pas bien ce qu'il a voulu dire quand il a écrit que les eaux du Gouffre « coulent dans un petit lit l'espace d'un quart de lieue, et qu'elles se perdent sous terre sans qu'on puisse en indiquer la direction. » Ainsi que j'ai essayé de l'expliquer, l'eau coule à ciel ouvert, dans un lit régulier, large de 3 à 4 mètres et long de 200 mètres environ. Mais je dois dire que ce lit est un canal qui paraît creusé de main d'homme et, qu'au temps d'Ogée, il était sans doute moins bien dessiné et assez difficile à suivre, dans un terrain qui était vraisemblablement un marais.

Le Gouffre de la Chutenaie n'est pas situé à la source de l'Isac, puisque cette source se trouve à environ 10 kilomètres de là, dans la Forêt de l'Arche, en Abbaretz (1), mais on peut dire qu'il est une des sources de l'Isac, en ce sens qu'il lui fournit une partie de ses eaux, surtout à la saison d'été.

Maintenant voici un détail ou un fait que ceux qui ont écrit sur le Gouffre de la Chutenaie ne signalent pas, et qui a pourtant son intérêt ; c'est qu'il existe trois gouffres et non pas un. En effet, à 50 mètres

(1) D'autres regardent ce cours d'eau prenant sa source en Abbaretz comme un affluent de l'Isac et considèrent comme l'Isac même un ruisseau qui prend sa source dans la forêt de Saffré, à 4 kilomètres du bourg.

environ du Gouffre proprement dit, on remarque une excavation profonde creusée à pic, entourée de broussailles et ayant environ 3 mètres de diamètre. Cela est tellement étroit qu'on dirait un puits creusé de main d'homme. Cependant c'est une excavation naturelle, de la même nature que le Gouffre principal et due à une cause analogue. On croirait pourtant, à l'aspect des bords, que ce gouffre est moins ancien que le premier. Il est situé dans une partie du sol un peu plus élevée. L'eau reste d'ordinaire à un ou deux mètres du niveau du sol. Mais, dans les moments de crue de la Rivière, il présente un phénomène bien particulier. Il s'emplit alors complètement, il déborde et l'eau s'en échappe largement et se déverse à flots dans le Gouffre principal situé à 50 mètres en aval, environ. Nous l'appelions le Petit-Gouffre et nous ne nous en approchions qu'avec une grande frayeur, car on le disait plus profond que le grand et la forme de l'ouverture ne laissait aucune chance de pouvoir en sortir si l'on venait à y tomber.

Le troisième gouffre est plus curieux encore, si l'on peut dire. Car, celui-ci, son histoire est connue. Son origine date de 55 ans environ. Il est situé au Nord-Est des deux autres, à 100 mètres environ du grand Gouffre. Or, à cet endroit, il y a 55 ans, il n'existait aucune excavation. Brusquement le sol s'effondra sur une largeur de 3 à 4 mètres et le troisième gouffre apparut sans que personne eût pu rien prévoir. Aujourd'hui, sa largeur est plus considérable; elle atteint environ 6 mètres, parce que des éboulements insensibles viennent chaque année l'élargir. Des broussailles d'abord, des arbres ensuite ont poussé alentour et, maintenant, il existe trois gouffres au lieu d'un. La manière dont celui-ci s'est formée explique sans doute l'origine des autres. L'origine est due à un effondrement et c'est peut-être là ce qui justifie le nom d'*Effondrau* que porta le Gouffre dans des temps plus reculés et dont la géographie de Talbot fait mention.

En résumé, non pas un gouffre, mais trois gouffres dont l'un d'origine récente, mais dont aucun n'est très poissonneux et sans fond, dont aucun non plus ne se perd sous la terre sans qu'on puisse en suivre la direction, dont aucun encore n'est situé à la source de l'Isac même, mais dont un peut être considéré comme la source d'un de ses meilleurs affluents. En définitive, tous ces gouffres ne sont que des sources ressemblant aux sources des fontaines, mais beaucoup plus importantes que des sources ordinaires; sources quand même et qui doivent leur existence à une nappe profonde ou plutôt à un courant souterrain d'une grande puissance, qui a son lit dans ces parages et se prolonge jusqu'à la mer (1).

Le sol de la commune de Saffré est assez particulier d'ailleurs, dans cette portion du bassin de l'Isac. Une couche de cailloux roulés, d'une faible épaisseur, sert d'abord d'assiette à la couche arable; au-dessous se trouve un gisement de calcaire exploité pendant de longs siècles, puis une couche géologique très intéressante, appartenant à l'époque tertiaire éocène et renfermant des cérithes et des nummulaires dont quelques spécimens forment des genres nouveaux et encore inconnus il y a 35 ans.

Mais toutes ces questions, de même que celle de l'origine du Gouffre ou des Gouffres sont du domaine de la géologie et, de notre part, il serait téméraire de nous y aventurer. Peut-être déjà sommes-nous imprudent de nous risquer à aborder le sujet au point de vue historique et à former des hypothèses sur ce que fut autrefois le Gouffre ou le territoire du Gouffre comme lieu habité, comme centre de civilisation, si l'on veut bien prendre ce mot dans le sens large dans lequel les archéologues l'entendent d'ordinaire. Mais que l'on

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, nous avons entendu dire qu'un effondrement du sol s'était produit sur une assez petite surface, aux environs du gouffre.

se rassure : nous n'avancerons rien qui ne soit appuyé sur des faits.

Le Gouffre, ainsi que nous venons de le voir, était et est encore une source, un réservoir inépuisable d'eau, d'eau potable et d'eau pouvant servir à tous les usages. A ce titre, comme les fleuves, il dut attirer l'attention des hommes dans tous les temps. En effet, si commençant par les vestiges d'habitation ou d'industrie les plus modernes — tout en négligeant les monuments absolument contemporains, comme les bâtiments de ferme qui sont sans intérêt, — nous jetons les yeux autour du Gouffre, nous y rencontrons du premier coup les vestiges ou plutôt les ruines de deux fours à chaux.

L'exploitation de la chaux fut l'objet d'une industrie considérable à Saffré (1), avons-nous dit et cela pendant plusieurs siècles. A quelle époque commença cette exploitation ? Nous ne savons ; ce qu'il y a de certain c'est qu'elle continua jusque vers le milieu du XIX^e siècle, et que, dès le XVI^e siècle, elle était en pleine activité. Ceci résulte d'un accord passé en 1574, entre Messire René d'Avaugour, seigneur de Saffré, et les Chauffourniers de ladite paroisse. D'après des renseignements pris et des constatations faites par nous-même, une vingtaine de fourneaux existaient avant la Révolution. Aucun de ces fourneaux ne fonctionnait en 1850, mais plusieurs existaient encore et étaient à peu près intacts. Ainsi que nous l'avons expliqué dans un mémoire lu au Congrès Archéologique de France tenu à Nantes, en 1886, leur forme était celle d'un grand fût posé verticalement, ayant au plus 2 à 3 mètres de largeur et 4 à 5 mètres de hauteur. Le dernier qui a fonctionné est celui de la Pécotaie.

Quelle place tenaient parmi les fours à chaux de

(1) A. LEROUX. *Congrès Archéologique de France*, tenu à Nantes, en 1886.

Saffré les deux fourneaux des environs du Gouffre ? Nous ne saurions le dire. Mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils en étaient très rapprochés ; l'un d'eux, le mieux conservé, se trouvait à environ 300 mètres au Nord-Est du Gouffre. Nous l'avons vu bien des fois dans notre enfance et nous avons bien des fois, avec ceux de notre âge, essayé notre bravoure et notre agilité de 8 ans, en descendant dans son enceinte semée de débris de briques et de pierres calcinées. C'est un peu lui qui nous a servi de type pour décrire la forme des autres, forme qui était vraisemblablement toujours la même, le but à atteindre étant identique.

Quant à l'autre fourneau qui portait, je crois, le nom de Fourneau de l'*Epinay*, il était situé du côté opposé du Gouffre, à trois cents mètres au plus. Celui-là n'était plus même une ruine ; ce n'était qu'un tertre affectant la forme et les dimensions d'un grand tumulus ; mais les débris de chaux, de briques et de pierres disséminés à l'entour, ne laissaient pas de doute sur la nature du monument.

La chaux que l'on cuisait dans ces deux fours était extraite sur place, ainsi que l'attestent deux ou trois grandes excavations, situées entre le Gouffre et la ferme de la Chutenaie et formant de véritables étangs qui communiquent entre eux.

Les fours à chaux de la Chutenaie et de l'*Epinay* sont donc des témoins irrécusables de l'occupation des terrains environnant le Gouffre dans les derniers siècles. Quant à leur occupation pendant les siècles précédents, elle est prouvée par beaucoup d'autres monuments historiques, (je prends ce mot dans son sens le plus large), et l'on verra que quelques-uns permettent de faire remonter l'occupation avant les temps historiques eux-mêmes. Car sans qu'il ait jamais été fait de fouilles proprement dites autour du Gouffre, les simples travaux de labour ont donné lieu à des découvertes, à des trouvailles d'un intérêt que l'on ne saurait contester.

Vers 1870, dans le terrain labouré qui se trouve à l'extrémité Sud-Ouest de la prairie du Gouffre, le fermier de cette époque, (1) esprit ouvert et même cultivé, a trouvé deux pièces de monnaie l'une en argent, l'autre en or, déjà assez anciennes.

La première, une pièce des Flandres, avait à peu près les dimensions d'une pièce d'un franc ; tous les reliefs en étaient très nets tant sur les surfaces que sur le contour.

L'autre, une monnaie d'or d'un type assez rare, croyons-nous, était une pièce des Pays-Bas, frappée par un évêque d'Utrecht qui eut évidemment le droit de battre monnaie. Voici l'inscription : *SANCTUS MARTINUS*, saint Martin assis, à ses pieds un écu. Au revers : *+ MON AVREA TRAIECTEN*, écu dans un trilobe. L'évêque dont il s'agit est sans doute David de Bourgogne qui occupa le siège d'Utrecht, et qui vécut de 1455 à 1496.

A quelle époque et comment ces monnaies furent-elles perdues aux environs du Gouffre ? Il est sans doute difficile de répondre à ces deux questions. Peut-être furent-elles perdues par des troupes de passage se rendant d'Espagne en Flandre à travers la France aux temps de Charles-Quint. Peut-être furent-elles perdues par ceux qui exploitaient la chaux et en faisaient le commerce. Les monnaies d'Espagne et des autres pays furent longtemps en usage en Bretagne, à tel point qu'en Basse-Bretagne on compte encore en reals.

En tous cas, ces questions sont de peu d'importance au point de vue qui nous occupe. Nous avons voulu prouver que le Gouffre, ou plutôt le territoire qui l'environne était un lieu fréquenté à une grande distance et la découverte de ces deux pièces de monnaie suffirait à elle seule pour établir ou tout au moins faire présumer que cette partie de la commune de Saffré était très connue et formait un centre habitable et habité.

(1) M. J. BIRET.

Mais d'autres vestiges du passé nous permettent de remonter sensiblement plus loin dans l'histoire de la région du Gouffre.

Il ne faut pas oublier, en effet, que la fameuse épée normande qui se trouve actuellement dans notre musée et qui porte l'inscription *INGERLD*, a été trouvée dans la rivière d'Isac, non loin du château de Saffré. Or, le Château est à moins de 800 mètres; les terres s'étendent assez loin vers le Sud du côté du Gouffre, et ceci permet de supposer que les Normands ont passé là, et que s'ils y sont venus, c'est qu'ils ont trouvé matière à leurs rapines et à leur pillage.

Ce n'est pas tout. Vers 1865, on nous communiqua un objet dont je ne saurais trop préciser la nature ou la destination, mais qui provenait aussi de la prairie du Gouffre ou de la partie de l'Isac qui la traverse. C'était une hache en fer d'une forme très rudimentaire, profondément oxydée et ayant beaucoup de ressemblance avec certaines haches gauloises qui se trouvent dans notre musée d'archéologie. La longueur était d'environ 25 centimètres, l'épaisseur moyenne de 3 à 4 centimètres, la largeur était sensiblement la même depuis la douille jusqu'à la partie coupante; la forme était légèrement recourbée. Cette hache était-elle une arme ou un outil? Appartenait-elle à l'époque gauloise? Nous ne saurions répondre d'une façon décisive à ces questions; peut-être ne remonte-t-elle pas au-delà du moyen-âge et ne prouve-t-elle point par elle-même la haute antiquité des agglomérations humaines qui avaient choisi les environs de la Chutenaie comme lieu d'habitation. Mais nous savons que le bourg de Saffré, ainsi que le château, sont très rapprochés de cet endroit et que le Bourg et le Château ont été le centre d'un établissement gallo-romain assez considérable (1). Les vestiges de la civilisation des premiers siècles de notre ère sont trop nombreux dans

(1) A. LEROUX. Vases gallo-romains¹ découverts à Saffré. *Bulletin de la Société Archéologique*, 1875 et 1877.

ces parages pour que ce fait historique puisse être mis en doute. Qui sait même si la première exploitation de la chaux, les fours à chaux eux-mêmes ne sont pas dus aux gallo-romains ?

Il est d'ailleurs évident qu'un lieu offrant à la race humaine tant de ressources indispensables à son existence a dû attirer les hommes et les inviter à se fixer dans son voisinage et, cela, à toutes les époques, notamment aux temps dits préhistoriques. Sans nous arrêter à examiner pour le moment s'il existe des restes d'ateliers de pierre taillée, comme M. Pître de Lisle croit l'avoir remarqué, dans un terrain voisin du château de Saffré et très près du bord de la rivière (1), constatons qu'il a été trouvé, aux environs du Gouffre, au moins trois objets appartenant aux âges de pierre, par conséquent aux époques préhistoriques (2).

Le premier de ces objets est une hache en pierre polie de très petite dimension, d'une forme gracieuse, d'un travail très fini, bien que la pointe soit émoussée. La pierre, probablement de la fibrolithe, est d'un jaune brun tacheté et verdâtre ; elle est très dure, le grain en est fin. Elle porte sur les deux côtés deux surfaces planes allant d'une extrémité à l'autre ; la longueur est de 50 mm ; la largeur de 33 mm , l'épaisseur de 10 mm . Il est difficile d'admettre qu'un objet d'aussi petite dimension ait été une arme. On doit sans doute le considérer comme un objet votif jouant le rôle d'amulette ou d'emblème.

Le second objet est encore une hache, probablement aussi en fibrolithe, mais beaucoup plus rugueuse et plus

(1) P. DE L'ISLE DU DRENEUC. *Dictionnaire archéologique de la Loire-Inférieure*.

(2) Le mot *préhistorique* n'est pas très juste, en tout cas il ne doit pas être pris dans un sens absolu. Il est évident que la période préhistorique a commencé à des époques très différentes suivant les lieux et les peuples. La Scandinavie était encore à l'époque préhistorique quand la Gaule en était sortie depuis longtemps, et celle-ci n'avait encore aucun monument écrit quand déjà la Grèce et, auparavant, l'Égypte et la Palestine étaient en pleine histoire.

commune, la pierre ayant beaucoup d'analogie avec le granit de certaines contrées de notre département, notamment de la commune du Pallet ou mieux encore avec le granit des Montagnes Noires. Les dimensions sont les suivantes : longueur 96 $\frac{m}{m}$, largeur 55 $\frac{m}{m}$, épaisseur 40 $\frac{m}{m}$.

Le troisième objet est un outil ou une arme en forme de lame ou de grattoir, en silex taillé, de couleur brune, presque translucide. Il est très mince et légèrement courbé ; la longueur est de 110 $\frac{m}{m}$, la largeur de 14 $\frac{m}{m}$. La face concave est d'un seul éclat ; l'autre porte trois facettes se prolongeant dans toute la longueur. L'objet est brisé par une cassure nette et sans doute récente à l'une de ses extrémités, tandis que, de l'autre, il porte des traces de retouches évidemment anciennes ou pour mieux dire contemporaines de la fabrication. Les côtés sont très coupants, réguliers et à peine ébréchés (1).

Ces trois objets ont été trouvés vers l'année 1880 par le même fermier qui avait découvert les autres objets dont j'ai fait mention ; ce qui porte à croire que beaucoup d'autres objets du même genre ont pu être découverts aux environs du Gouffre, objets qui ont sans doute été dispersés, rejetés ou délaissés comme sans valeur ou inutiles. C'est parce que le fermier dont il s'agit était plus éclairé et qu'il avait entendu parler de l'intérêt des découvertes archéologiques qu'il eut l'idée de conserver ses trouvailles et de les faire connaître. Nul doute que

(1) D'où provient cet objet ? Bien que le silex se rencontre à Saffré, nous croyons pourtant que ce spécimen a été importé. La matière a beaucoup de rapport avec le silex du Grand-Pressigny ; et tout nous fait croire que le grattoir de la Chutenaie vient de ces immenses ateliers qui ont fourni des armes et des outils à la Gaule entière pendant des milliers d'années peut-être.

De quelle époque est-il ? Bien que, par sa forme, il rappelle l'époque magdalénienne, nous le croyons plutôt de l'âge néolithique parce qu'il s'est trouvé associé aux haches en pierre polie et que l'usage de la pierre taillée a persisté pendant l'âge de la pierre polie et même au-delà. Ceci n'est plus contesté aujourd'hui. Voir *Manuel de M. Joseph Déchelette*, p. 169 et 493.

s'il avait été fait des recherches suivies et attentives, on eût recueilli une moisson beaucoup plus complète et plus fructueuse. C'est simplement en labourant la terre, entre le Gouffre et le four de l'Epinay, que le fermier trouva la plupart des objets que j'ai connus par son entremise. Ils étaient très près de la surface et leur découverte ne fut due à aucune fouille faite intentionnellement.

D'ailleurs le champ est toujours là et ceux que la question intéresse peuvent le visiter et probablement y faire des fouilles, après avoir demandé au propriétaire une permission qui leur serait accordée avec satisfaction. Nous même, nous aurions aimé faire de plus amples investigations dans cet endroit si les circonstances ne nous avaient éloigné d'un pays qui fut longtemps le nôtre.

Quoi qu'il en soit, le Gouffre et les terrains qui l'environnent furent habités à l'époque néolithique, sinon à l'époque paléolithique, et cela semble tout naturel quand on considère la nature du sol qui devait produire tant de choses indispensables à la vie des premiers hommes comme certaines plantes aquatiques (cresson) et surtout le poisson ; ce sol arrosé, baigné par une source d'une puissance et d'une pureté très rares. Vraiment l'imagination se plaît à se représenter la joie immense de la première de ces tribus errantes qui rencontra une eau aussi fraîche, jaillissant d'un réservoir inépuisable, dans un temps où l'idée de creuser des puits n'avait pas germé dans une cervelle humaine. En ces temps reculés l'eau c'était la vie, — un peu comme c'est encore d'ailleurs, — les animaux, les oiseaux, les arbres produisant quelques fruits comestibles, tout se trouvait là en plus ou moins grande abondance. Voilà pourquoi le terrain avoisinant le Gouffre nous apparaît comme un lieu habité à l'époque préhistorique.

Ce n'est pas tout : les sources, les fontaines furent toujours l'objet d'un culte, superstitieux ou non. Leur

origine mystérieuse, autant que leur utilité, frappa vivement les intelligences simples et bornées des êtres incultes qui occupèrent, les premiers, des pays neufs comme l'Europe, et la Gaule en particulier. La magie, qui tint une si grande place dans la religion des peuples dits primitifs et qui précéda, dit-on, le culte des druides, exerça souvent son empire autour des fontaines et des sources ; et ne dirait-on pas qu'il en reste des vestiges jusque dans notre siècle à la fois sceptique et savant, quand on voit la baguette de coudrier tenir encore une si grande place dans la recherche des sources ? Il faut voir, du reste, les puisatiers de village développer leurs théories et rendre leurs oracles quand ils commencent à voir l'eau suinter le long des parois de la cavité qu'ils creusent. J'en ai entendu un qui répétait qu'il avait « ouï la source pleurer ». S'il en est, s'il en fut toujours ainsi, on peut se demander de quelle réputation, de quel prestige dut être entouré le Gouffre de la Chutenaie aux beaux temps de la magie, c'est-à-dire à l'époque des âges de pierre. Sans doute l'affluence fut grande sur ses bords et l'on peut supposer qu'il fut considérable le nombre de ceux qui s'y fixèrent, aussi bien que le nombre de ceux qui ne firent qu'y passer ; et voilà comment il est facile d'expliquer la présence d'objets de l'époque de la pierre en cet endroit et comment il est naturel de penser que ceux qui ont été retirés du sol sont bien peu nombreux auprès de ceux qui s'y trouvent encore cachés.

Autres lieux habités à l'époque néolithique

Toutefois ce serait une grave erreur de croire que le terrain environnant le Gouffre de la Chutenaie est le seul, dans la commune de Safré, qui ait fourni des objets appartenant à l'époque de la pierre, principalement de la pierre polie. Sans avoir fait de longues recherches ni même pris, depuis longtemps, des informa-

tions à ce sujet, je sais qu'il a été trouvé un certain nombre de types dont je possède même quelques-uns, que je suis heureux de communiquer à notre Société. Ces objets sont au nombre de sept et, bien que je ne me flatte pas de savoir parfaitement les dépeindre, je vais essayer d'en donner une brève description. Ces objets sont, comme ceux du Gouffre, des haches en pierre, à l'exception d'un seul qui me paraît digne de fixer l'attention. C'est un disque noir-verdâtre à peu près régulier, à bords arrondis et à surface très lisse. Le diamètre est de 47 ^{mm} et l'épaisseur de 16 ^{mm}. L'aspect en est très joli et aucune brisure, aucun défaut n'en altère la régularité. Il a été trouvé au village du *Jarrier* (1).

Quant aux haches, j'en dirai aussi un mot en commençant par l'une d'elles qui a été trouvée sur le bord de l'Isac même. Cette hache est en pierre grise à teinte bleutée, assez commune ; cette pierre, analogue à celle des pierres à faux, existe peut-être dans le pays, mais j'en doute ; elle a beaucoup de rapport avec la fibrolithe. Cette hache est irrégulière ; elle porte des traces évidentes de mutilations et d'usure récentes, on dirait qu'on s'en est servi pour aiguiser des outils ; mais elle porte aussi des traces de retouches et d'éclats anciens, comme si elle eût été d'abord une hache en pierre taillée. La longueur est de 204 ^{mm}, la largeur de 64 ^{mm} et l'épaisseur

(1) M. le D^r Louis Bureau à qui je l'ai présenté, le classe dans les *phthanites*, de *φθάνω*, résonner, marcher en avant. Cette pierre se rencontre dans le Midi de la France, mais n'existe pas dans notre région. Les disques se rencontrent communément tant à l'époque paléolithique qu'à l'époque néolithique. Le disque était, à l'origine, une sorte de coup-de-poing. Plus tard il fut emmanché et devint une massue ; mais dans beaucoup de cas l'exiguité de la forme et le fini du travail, de même que la rareté du minéral employé, indiquent qu'il devint un objet de parure ou un objet symbolique comme la hache elle-même. Beaucoup de disques sont percés d'une ouverture et sont appelés anneaux-disques. Ce genre existe encore dans l'Aude sous le nom de *tchakra*, ainsi que l'attestent MM. Buttin et Casthaillac. *Manuel Déchelette*, p. 520.

Cet objet m'a été remis par M. Robin, tisserand.

de 40 $\frac{m}{m}$. Elle a été trouvée au village de *Caharel* (1).

La seconde a été trouvée au village de la *Hubertière*. La Hubertière est située dans la commune de Puceul, mais tout près de la limite de la commune de Saffré, ce qui ne fait aucune différence au point de vue où nous nous plaçons. Cette hache est en grès commun, de couleur grise ou blanche, analogue au grès de la carrière de Carvari en Saffré. La pointe est très arrondie, mais l'objet est régulier et sans brèche. La longueur est de 110 $\frac{m}{m}$, la largeur de 46 $\frac{m}{m}$ et l'épaisseur de 24 $\frac{m}{m}$.

La troisième hache provient du village de la *Marque-raie*, en Saffré. Elle est en silex gris, très dur, peut-être inconnu dans le pays. Très jolie, d'un poli achevé, elle porte sur l'une des faces deux traces de retouches antérieures au polissage et, sur chaque côté, deux bandes planes se coupant pour former un angle obtus et une arête qui se développe dans toute la longueur. La pointe porte des traces de brisure et d'usure anciennes; le coupant est très aiguisé, mais ébréché par un éclat récent. La longueur est de 170 $\frac{m}{m}$, la largeur de 65 $\frac{m}{m}$ et l'épaisseur de 35 $\frac{m}{m}$.

La quatrième hache a été trouvée aux environs du village de la *Gréhondaie*. Elle est formée d'une pierre analogue à celle de la hache de Caharel, mais elle est moins bleue et moins fine. En revanche, l'objet est régulier et d'une belle forme. Malheureusement un éclat allongé défigure la pointe. La longueur est de 200 $\frac{m}{m}$, la largeur de 65 $\frac{m}{m}$, l'épaisseur de 38 $\frac{m}{m}$.

La cinquième hache en pierre est une hache-marteau provenant du village de *Marignac*. Une des extrémités est coupante, l'autre est contondante. Elle paraît être en grès commun, analogue à celui de la carrière de

(1) Cette hache m'a été remise par M. J. Bricaud, notaire; la suivante par M. Harrouet, fermier à la Tirelais; la troisième par M. Robin, tisserand; la quatrième par un habitant de la Gréhondaie dont j'ai oublié le nom; la cinquième par M. P.-M. Jounel, garde de la forêt de Saffré. La hache en bronze m'a été remise par M. Tessier, garde-champêtre.

Carvari, près du village des Buffais, en Saffré. Elle est très régulière. La douille a environ 28 $\frac{m}{m}$ de diamètre. Elle est très lourde. La longueur est de 155 $\frac{m}{m}$, la largeur de 80 $\frac{m}{m}$, l'épaisseur de 60 $\frac{m}{m}$.

Nous hésitons à citer une sixième hache en pierre noire analogue à la lave de volcan ou à certains granits des Montagnes-Noires, en Basse-Bretagne, parce que nous ne sommes pas sûr de sa provenance n'ayant pas pris soin de l'étiqueter en temps opportun. La longueur est de 88 $\frac{m}{m}$, la largeur de 47 $\frac{m}{m}$, l'épaisseur de 26 $\frac{m}{m}$.

Mais, bien que nous n'ayons pour ainsi dire, jusqu'ici, parlé que de la pierre polie et de l'époque néolithique, nous ne pouvons passer sous silence une jolie hache en bronze, trouvée aux environs du *Pas-Sicard*, il y a une vingtaine d'années et présentant beaucoup d'intérêt. Cette hache à coin et à boucle est très peu oxydée. Malheureusement elle a été ébréchée et même mutilée aux deux extrémités, sans doute avec l'intention de connaître la nature du métal employé. La longueur est de 153 $\frac{m}{m}$, la largeur, bouclée comprise, de 40 $\frac{m}{m}$, l'épaisseur de 32 $\frac{m}{m}$. Nous y reviendrons peut-être plus tard.

Donc, en résumé, au moins neuf objets appartenant probablement à l'époque néolithique, trouvés dans la commune de Saffré, tant aux environs du Gouffre qu'à une certaine distance de ce lieu. Et cela nous le constatons sans avoir fait aucune recherche spéciale parce que nous avons remis à un autre temps ce qui nous était possible alors, nous en faisons l'aveu et nous en exprimons le regret. Neuf ! c'est peu, dira-t-on, mais il est évident que d'autres objets ont été trouvés qui ne nous sont pas parvenus. Il est probable que beaucoup de ces objets ont été détruits ou perdus (1) ou sont restés

(1) Je me rappelle avoir joué longtemps dans mon enfance avec un morceau de pierre ressemblant beaucoup à la moitié aiguisée d'une hache en pierre, en silex gris. L'objet avait été trouvé aux environs du château de Saffré.

entre les mains de personnes qui ne pensent même pas à les faire connaître.

En tout cas, ces neuf objets prouvent que le pays était habité ou tout au moins fréquenté par des êtres humains à l'époque néolithique. Mais quelle était l'étendue de ce territoire fréquenté ou, plus probablement, habité à l'époque de la pierre polie ? Dans quelles conditions l'était-il ? C'est ce que nous allons essayer d'étudier dans les pages qui vont suivre.

Laissant de côté le territoire du Gouffre, ou plutôt de la Chutenaie, dont nous avons assez longuement parlé nous dirons un mot de chacun des villages près desquels ont été trouvés les objets en pierre polie.

Parmi les villages que nous avons cités, nous trouvons en première ligne le village de Caharel, et si nous en étions à faire de la philologie, il serait intéressant de rechercher l'étymologie de ce mot bizarre, assurément très ancien et qui a une signification. Mais cela nous entraînerait loin et demanderait des connaissances que nous sommes loin de posséder.

Le village de Caharel est situé à environ 5 kilomètres au Nord-Est du bourg de Saffré, et tout près de la rivière d'Isac proprement dite, si près que les dernières maisons se trouvent immédiatement au bord. L'Isac prend sa source à 3 kilomètres plus haut dans la commune d'Abbaretz, en un point qui atteint environ 50 mètres d'altitude ; mais, à Caharel même, l'altitude est inférieure à 30 mètres, du moins au bas du village. Avant d'arriver au Gouffre, l'Isac passe au bourg de Saffré, voisin du Château et dont l'altitude n'excède pas vingt mètres.

Le village de la Hubertière, ainsi que nous l'avons dit, est situé dans la commune de Puceul, mais tout près de la limite de la commune de Saffré, à environ quatre kilomètres du bourg de ce nom, et à peu près au Nord. Au Sud de la Hubertière s'étendent de vastes prairies et des terrains marécageux traversés par un affluent de

l'Isac, nommé le ruisseau du Pas-Sicard. Ce ruisseau prend sa source au Grand-Perret, dans la commune de Puceul. Il arrose les villages du Sauzay et du Pas-Sicard, en Puceul, d'Augrain, des Ormes, de la Morhonaie, en Saffré et se jette dans l'Isac à la Sauzaie, à deux kilomètres environ au-dessous du Gouffre. L'altitude, au Pas-Sicard, à Augrain et à la Sauzaie, ne dépasse guère 20 mètres. Au village de la Barre, c'est-à-dire à deux kilomètres en aval, elle ne dépasse pas 16 mètres.

Le village du Jarrier, où a été trouvé le disque en phthanite, est situé à deux kilomètres au Nord-Ouest du bourg de Saffré, tout près du ruisseau du Pas-Sicard et de l'Etang de Petit-Bal, que ce ruisseau traverse.

Le village de la Gréhondaie est situé au bord et tout près de la source d'un petit ruisseau qui va se jeter dans l'Isac, près du village de la Barre. Ce ruisseau traverse des terrains très plats et presque marécageux dont l'altitude au-dessus du niveau de la mer varie entre 16 et 25 mètres

Le village de Marignac est situé à environ 5 kilomètres au Sud-Est du bourg de Saffré, au bord d'un ruisseau dit du Pont-de-l'Aune ou de l'Apsigaie qui arrose les villages de Marignac, de la Noue-de-Marignac, de l'Apsigaie et vient se jeter dans l'Isac à 300 mètres en amont du Gouffre. Inutile de faire remarquer que le nom de *Marignac*, d'une origine toute latine, indique la nature marécageuse des terrains où il est situé. Le nom de la Noue-de-Marignac n'est pas moins significatif. Tout le bassin du ruisseau du Pont-de-l'Aune est d'ailleurs de la même nature.

Avant d'aller plus loin une remarque s'impose : c'est que la Chutenaie ou le Gouffre, ainsi que les villages aux environs desquels ont été trouvés les objets de l'époque néolithique dont nous avons parlé, sont tous sans exception situés dans des lieux d'une altitude très faible, d'une altitude variant de 20 à 25 mètres. Le village de Marignac seul fait peut-être exception,

mais il faut observer que le ruisseau qui l'arrose se trouve arrêté dans son cours par un pli de terrain qui le force à se répandre sur ses bords et à former des réservoirs plus ou moins étendus. Or ce que nous voulons constater et ce qu'il faut retenir, c'est que tous les endroits où les objets ont été rencontrés sont des terrains marécageux et inondés pendant une partie de l'année. Il suffit de jeter les yeux sur une carte quelconque pour se rendre compte que les terrains situés à l'Ouest et tout près de Marignac sont des prairies extrêmement humides. Au pont de l'Aune existe une sorte d'étang ou plutôt de marécage encore rempli de troncs d'arbres et de débris de végétaux. Les terrains environnant le Gouffre nous sont assez connus maintenant pour que nous n'ayons pas à revenir sur leur nature de terrains humides. Les environs de la Gréhondaie sont des plaines tellement plates qu'on peut à peine les labourer et que de nombreux petits ruisseaux y prennent leur source, Non loin de là, dans la commune de Puceul, partie du Sud, se trouvent des terrains à peu près incultes où l'eau séjourne presque toute l'année et qui portent justement le nom de l'*Effondrau* ou les *Fondraux*, que Talbot donne peut-être par confusion au Gouffre de la Chutenaie.

Quant au ruisseau du Pas-Sicard, c'est bien celui qui a peut-être le moins de pente et qui forme le plus de flaques d'eau dormante, surtout aux environs de la Hubertièrre et de la Maison-Neuve. Le nom de Pas-Sicard indique un endroit où l'on passe à gué ; aussi existe-t-il un gué près de la Hubertièrre. Un peu en amont de ce point se trouve l'Etang du Pas-Sicard qui mérite à peine le nom d'étang, mais qui n'en est pas moins une pièce d'eau, sans profondeur il est vrai, quoique d'une certaine étendue. Or c'est sur les bords du ruisseau du Pas-Sicard qu'ont été découverts ou rencontrés les plus nombreux objets de l'époque néolithique qui sont entre nos mains.

En résumé, tous les spécimens qui nous sont parvenus ont été trouvés dans des terrains bas et marécageux et nous ajoutons que non seulement il ne nous est parvenu aucun objet provenant des points élevés, mais que nous n'avons pas entendu dire qu'il en ait été trouvé dans des lieux situés à une certaine altitude. Et pourtant les hauteurs ne manquent pas aux environs de Marignac et du Gouffre. La Butte de la *Guerlaie*, par exemple, qui est l'un des points les plus élevés du département et dont l'altitude dépasse 70 mètres se trouve entre le village de la Chutenaie et celui de Marignac. Nous ne disons pas qu'aucun objet de ce genre n'a été trouvé sur les hauteurs, nous disons que nous n'avons pas connaissance qu'il en ait été trouvé dans ces conditions, tandis que nous constatons que les terrains humides et bas en ont fourni un certain nombre et, cela, sans qu'il ait été fait de recherches spéciales.

Mais si les terrains de Marignac, de la Chutenaie et du Pas-Sicard sont des terrains marécageux et souvent inondés aujourd'hui, que devait-il en être à l'époque néolithique, à une époque où aucun travail humain ne venait faciliter l'écoulement de l'eau, où les forêts et les plantes aquatiques, arrêtant les débris de toute sorte entraînés par le courant, devaient former de véritables barrages. Il est évident que là où nous avons un terrain humide on devait avoir un terrain inondé, que là où se voit un marécage ou un étang, il devait y avoir un véritable lac. Toute cette région des sources de l'Isac devait former une suite de lagunes au milieu desquelles les terres élevées, les lignes de partage des eaux devaient apparaître comme des îles ou des presqu'îles allongées où les plantes et les arbres que nous connaissons devaient abonder, mais où les animaux sauvages, les carnassiers sans doute, vivaient en grand nombre et en toute liberté.

Quant aux hommes, si nous tirons la conclusion des

constatations que nous venons de faire, nous sommes amenés à dire qu'ils habitaient la partie marécageuse, la partie inondée de ce territoire et non la partie élevée, la partie couverte de végétation.

Ceci d'ailleurs est conforme à la vraisemblance et conforme aux données de l'archéologie préhistorique actuelle. Les premières habitations lacustres qui ont attiré l'attention des archéologues étaient situées au bord des lacs, au bord des lacs de la Suisse particulièrement. Mais il est évident que les raisons qui poussaient les habitants de la Suisse à construire leurs habitations au bord des lacs, ou plutôt dans les lacs mêmes, existaient aussi pour les habitants de la Gaule et des autres contrées.

Tout d'abord c'était le besoin de se nourrir qui attirait les hommes appelés primitifs sur le bord de l'eau. Les amas de coquillages accumulés sur les rivages de la Norvège, de l'Armorique et du Portugal et formant de véritables monticules, indiquent que les principaux aliments de la race humaine, à l'origine, furent les poissons ou les mollusques. Les poissons et les êtres vivants que produit l'eau douce aussi bien que l'eau salée étaient d'une capture difficile, sans doute, pour des hommes privés des moyens les plus rudimentaires, moins difficile pourtant que les animaux d'un ordre plus élevé comme les quadrupèdes et les oiseaux. Beaucoup de plantes aussi, telles que le cresson, les châtaignes d'eau pouvaient également être employées à l'alimentation.

Mais c'était surtout le besoin de se procurer un abri et un moyen de défense contre leurs ennemis qui obligeait nos vieux ancêtres à rechercher le bord de l'eau. Se protéger contre les ennemis de la race humaine et contre les ennemis du règne animal proprement dit, contre les fauves, tel était le premier souci de ces hommes vivant au milieu d'animaux sauvages et sans cesse menacés par des tribus plus

avides ou plus puissantes que celles dont ils faisaient partie.

C'est ainsi que naquit l'idée de se faire une habitation protégée par l'eau, située dans l'eau, et n'est-ce pas cette idée qui fut depuis mise en application dans les châteaux-forts ou dans les places de guerre? C'est ainsi que l'on se mit à construire des habitations sur pilotis au bord des lacs quand les lacs étaient profonds et larges, au milieu des lagunes, des marais ou des étangs quand les réservoirs d'eau étaient d'une faible profondeur et d'une faible étendue. Dès lors on vit apparaître les cités lacustres, la vie sur l'eau succédant à la vie dans les cavernes et répondant à un état de civilisation plus avancée.

Les cités lacustres ne furent point spéciales à la Suisse (1), pas plus que les *terramares* à l'Italie? Pourquoi l'auraient-elles été. La première tribu, la première peuplade qui eut l'idée de se construire une habitation dans l'eau trouva que le moyen était bon pour se mettre à l'abri du danger. Les autres populations le trouvèrent aussi et s'empressèrent de l'employer. Ce serait une grave erreur de croire que les cités lacustres sont dues forcément à une race, les dolmens à une autre, les sculptures de l'époque magdaléenne à une troisième. Les déplacements existaient, les relations étaient fréquentes beaucoup plus que nous ne pensons et quand on s'apercevait qu'une peuplade avait fait ou adopté un outil, une invention heureuse, on s'empressait de l'imiter.

Nous sommes donc porté à croire que tout ce territoire de la commune de Saffré, où l'Isac et ses premiers affluents prennent leur source, fut habité par des

(1) Les habitations lacustres sont encore en usage parmi les populations sauvages de certaines contrées. Bien plus, dans le bassin du Zambèze, on vient de découvrir des peuplades qui se sont construit de véritables cités flottantes, et qui vivent absolument sur l'eau, se laissant entraîner au gré des vents qui soufflent sur leurs lacs. (Voir *Petit Journal* du mardi, 29 mars 1910.

populations lacustres ; que cette population fut importante et que de nombreuses cités s'établirent notamment dans la région baignée par le ruisseau du Pas-Sicard. Aujourd'hui encore, quand on jette les yeux sur une carte et qu'on suit le cours de ce ruisseau, on est frappé du grand nombre de villages qui s'élèvent sur son parcours.

En remontant vers le Nord et en commençant par le village du *Sauzay*, en Puceul, nous trouvons le *Pas-Sicard*, la *Maison-Neuve*, *Petit-Bal*, le *Jarrier*, la *Haubellerie*, *Augrain*, *Filée*, les *Ormes*, la *Morteraie*, la *Marqueraie*, la *Morhonaie*, la *Sauzaie* (1). Entre Augrain et la Marqueraie les noms sont si rapprochés qu'on ne peut presque plus les lire sur la carte et quelques-uns de ces villages, comme Augrain et les Ormes, sont des villages très importants. D'ailleurs, deux fours à chaux existaient aux Ormes, la voie romaine de *Blain à Saumur* passe entre Augrain et le Jarrier et, dans cet endroit même, les débris de briques à rebord sont très nombreux.

Or, s'il est un fait qui a pu être érigé en principe et en règle c'est que les générations, les races se sont succédé sur place, ont occupé les mêmes lieux que celles dont elles descendaient ou que celles qu'elles avaient exterminées ou soumises par la force. En présence de ces constatations comme de celles de la découverte des objets préhistoriques dont nous avons parlé, nous croyons pouvoir affirmer que d'importantes populations habitaient le territoire des sources de l'Isac à l'époque de la pierre polie.

Au surplus, il est tout naturel de penser que lorsque, l'agglomération augmentant par suite des naissances

(1) On écrit aujourd'hui, nous ne savons pourquoi, *Marquerais*, *Sauzais*, par un *s*. Nous conservons l'ancienne orthographe la considérant comme plus exacte, non seulement parce qu'elle a précédé l'autre, mais surtout parce qu'elle est plus conforme à la prononciation locale, laquelle distingue les noms terminés en *aie* des noms terminés en *ais* et en *ay*.

ou des immigrations, les lagunes devenaient insuffisantes, on creusait à côté ou à quelque distance des étangs artificiels au milieu desquels on construisait de nouvelles habitations. Cela a été constaté dans beaucoup d'endroits et, à Saffré même, il existe, en pleine terre, dans des lieux bas mais non immergés, des fosses ou excavations, quelquefois très étendues, et dont rien actuellement ne justifie la création et l'existence. Tels sont le Mortier-d'Augrain au village d'Augrain, pièce d'eau qui a plus de 100 mètres de long ; le Champ-Loin ou Champ-Long, (1) près du Bourg, plus étendu que le Mortier d'Augrain ; le Mortier du Bois des Aunays, entre la Chutenaie et la Morhonaie, un autre entre le Bourg et la Chutenaie, un troisième à une certaine distance du Bourg, entre la Brossauderie et la route de Nort à Nozay. On pourrait en citer bien d'autres. Je sais bien que l'on serait tenté d'expliquer l'existence de ces sortes d'étangs artificiels par ce fait que l'on a extrait de la chaux à Saffré pendant des centaines d'années et que l'on en a extrait dans beaucoup d'endroits ; mais il est facile de répondre que ces étangs que nous citons sont dans des terrains où il ne semble pas exister de chaux et qu'en tous cas les terrains fouillés pour l'extraction présentent un aspect absolument particulier. Ce sont toujours des accumulations de fosses et de buttes enchevêtrées, mêlées, en un mot des carrières abandonnées ou encore des montagnes vues par le petit bout de la lorgnette. Ici au contraire, nous avons des excavations isolées, étendues, peu profondes en général et ne s'expliquant pas par des raisons tirées de l'état de choses ayant existé au moyen-âge ou depuis cette époque.

Il est probable que les habitations bâties dans ces

(1) Au milieu du Champ-Loin, il existe un flot communiquant avec la terre ferme au moyen d'une passerelle en pierre schisteuse. Cette petite île donne absolument l'idée d'une habitation lacustre abandonnée.

réservoirs ou étangs artificiels furent un acheminement vers les habitations bâties plus tard sur les lieux élevés, et indiquant une civilisation plus avancée ; elles tinrent le milieu entre les habitations gauloises et les habitations lacustres proprement dites. En tout cas elles furent construites comme les habitations lacustres elles-mêmes où les *palafittes*, c'est-à-dire composées d'un plancher horizontal reposant sur des pilotis, et de cabanes élevées sur le plancher et couvertes sans doute de roseaux ou d'autres plantes aquatiques.

Quelle était la manière de procéder de ces populations primitives, pour construire leurs habitations tant dans les lagunes, ou étangs naturels que dans les étangs artificiels ? Ces moyens devaient être très simples et très rudimentaires. Les constructeurs n'avaient pas d'instruments tranchants pour ainsi dire, et pourtant il fallait employer le bois. Le feu venait sans doute en aide aux faibles outils que possédaient les ouvriers de l'âge de pierre et, comme il fallait employer de grosses pièces de bois pour former les fondations, on prenait évidemment des arbres entiers, à peine débarrassés de leurs branches, et de leurs racines. De ces planchers, qui devaient la plupart du temps être très informes, il doit rester des débris importants (1). Et n'est-ce, pas là ce qui explique la présence de troncs d'arbres aujourd'hui encore enfouis dans les tourbières et les vases de presque tous les terrains marécageux ? Ces débris considérables de végétation on les attribue d'ordinaire à des inondations, à des engloutissements de terrain, qui souvent n'ont existé que dans l'imagination des peuples ou des historiens. Un de nos plus savants collègues (2) nous donnait un jour son opinion

(1) Il est d'ailleurs évident, que, lorsque comme à Saffré, le fond était résistant, l'emploi des pilotis étant difficile et inutile, on se contentait de poser des pièces de bois en travers et superposées ou entrecroisées.

(2) M. Paul Soullard.

sur ce fait et voyait des débris de cités lacustres dans les nombreux troncs d'arbres trouvés dans nos plaines tourbeuses, telles que le marais de Petit-Mars et la Grande-Brière. Nous croyons cette opinion très fondée et nous sommes très porté à la généraliser et à l'appliquer aux particularités et aux découvertes qui accompagnent, on peut dire toujours, les travaux de sondage ou d'excavation pratiqués dans les terrains marécageux.

Et pour en revenir aux terrains traversés par l'Isac et les affluents de l'Isac à leur origine, nous pensons qu'il n'est guère de points actuellement encore inondés en hiver où l'on n'ait trouvé des débris d'arbres ou des troncs d'arbres quand on a fouillé à quelque profondeur. Nous savons qu'on en a trouvé au Pont-de-l'Aune et aux environs du Gouffre.

Ceci d'ailleurs n'est point particulier au pays de Saffré.

M. Maître, dans sa savante étude sur les « Châtelliers Industriels », cite de nombreuses localités où il a rencontré des pièces de bois plus ou moins équarries, enfouies dans des excavations naturelles ou artificielles, notamment à *Conquereuil*, à *Héric*, à *Rougé*, à *Vay*. Il parle même « d'ateliers lacustres ». Quelle que soit la valeur des arguments que l'auteur peut tirer de ces constatations et de ces faits en faveur de sa théorie si ingénieuse sur les Châtelliers, il ne reste pas moins vraisemblable que les habitations lacustres ont précédé les ateliers et que les ouvriers de l'époque gauloise ou gallo-romaine n'ont fait qu'utiliser les établissements et les travaux des Néolithiques (1).

De son côté, M. de Lisle (2) cite, d'après Verger, un fait du même genre et non moins probant. Dans la commune de *Saint-Vincent-des-Landes*, au lieu dit Haute-Folie, dans la Lande d'*Henvoux*, on voit une

(1) LÉON MAÎTRE. *Les Villes Disparues*, p. 309, 310 et 311.

(2) P. DELISLE, *Dictionnaire Archéologique*, p. 179.

excavation d'où l'on a retiré plusieurs fois des pièces de bois équarries. Les habitants croient que ce sont des vestiges d'un château aujourd'hui disparu.

Ajoutons qu'en Basse-Bretagne, notamment dans une partie du Morbihan, on trouve à chaque instant des arbres ainsi enfouis. Et comme le bois, par suite de son séjour prolongé pendant des siècles dans la vase et la tourbe, a pris une couleur noire, sans se décomposer, on l'emploie communément pour la menuiserie ou plutôt pour l'ébénisterie locale. Tous les meubles de campagne sont actuellement ornés de dessins plus ou moins artistiques formés avec des lames de buis et de bois noir, entremêlées et encastrées dans les parties les plus apparentes du meuble, fait ordinairement en châtaignier ou en cerisier.

Les bois enfouis dans les lieux bas et marécageux sont donc probablement et le plus souvent des débris d'habitations lacustres. Ce n'est là, sans doute, qu'une hypothèse, mais cette hypothèse explique aussi bien que toute autre les faits incontestés et incontestables signalés partout. D'ailleurs, les deux propositions s'appuient l'une l'autre. Les habitations lacustres expliquent la présence des bois immergés et les bois immergés expliquent les habitations lacustres. Si les habitations lacustres ont existé, et elles ont existé, il est impossible qu'elles n'aient pas laissé de traces de leur existence.

Mœurs des Néolithiques

Les détails que nous venons de donner sur les outils et les habitations des populations qui occupaient, à l'époque néolithique, le territoire de la commune de Saffré, jettent sans doute quelque lumière sur ces peuples et sur leurs habitudes ; mais que de points restent obscurs encore ! que de questions notre imagination se pose à elle-même ! A quelle race appartenaient ces populations ? Quelles étaient leurs mœurs ? leurs vête-

ments ? leur alimentation ? Quel était leur culte ? leur mode de sépulture ? Quelles étaient leurs divinités ? Questions, hélas ! dont beaucoup resteront insolubles, mais auxquelles de par notre nature même, nous, leurs descendants, ne saurions rester indifférents.

Et d'abord quelles étaient ces populations ? A quelle race appartenaient-elles ? Les anthropologistes, en s'appuyant sur les découvertes de débris et principalement de crânes humains trouvés dans les cavernes et les sépultures depuis une cinquantaine d'années, ont cru pouvoir grouper les races primitives de la Gaule en deux principales, justement d'après la forme du crâne. Ils distinguent la race *dolichocéphale* et la race *brachycéphale*. La première se distinguerait par la forme de la tête sensiblement plus longue que large. Cette race serait considérée comme autochtone, c'est-à-dire comme étant la première qui ait habité l'Ouest de l'Europe, même avant l'époque néolithique.

La seconde, appelée brachycéphale parce qu'elle est caractérisée par la largeur de la tête à peu près égale à la longueur, aurait fait son apparition à l'époque néolithique seulement ; encore se montrerait-elle mêlée à la race dolichocéphale dans la plupart des sépultures. Cette race, d'ailleurs, n'aurait jamais dépassé une ligne partant de l'embouchure de la Seine pour finir aux sources de la Garonne. C'est du moins la thèse que soutient M. Hervé dans son ouvrage sur les Brachycéphales néolithiques. Si cette opinion est fondée, les populations de l'Ouest et du Sud-Ouest de la France, par conséquent les populations des sources de l'Isac à l'époque néolithique, auraient appartenu à la race dolichocéphale, qui vécut dans ces parages dès les temps dits paléolithiques.

Ici se pose une question qui ne peut manquer de nous intéresser vivement. Sommes-nous les descendants de cette race qui peuplait l'Ouest de la Gaule à l'époque néolithique ? Sommes-nous les descendants d'une race qui s'est substituée à celle-ci ?

Nous sommes les descendants d'une race qui a remplacé la race préhistorique proprement dite; nous sommes les descendants des Celtes, disent les livres d'histoire qu'on donne aux enfants dans les collèges et les Celtes ont chassé les anciens habitants de la Gaule, puis se sont installés à leur place. Mais on ne dit point sur quels textes précis on appuie cette opinion; on ne dit point quand les faits se sont passés. Le nom de Celtes ne paraît qu'au V^e siècle avant Jésus-Christ. Les premiers historiens qui y font allusion, par exemple Hérodote, ne s'appuient que sur certaines traditions émanant des Celtes eux-mêmes et tout à fait dénuées de précision, sinon de fondement.

Les philologues viennent à la rescousse. Ils font de belles théories sur les liens qui rattachent ensemble les langues indo-européennes et, comme les anthropologistes, ils concluent à des invasions formidables, des invasions à main armée dans lesquelles les nouveaux arrivants auraient chassé ou exterminé les races autochtones ou les anciens habitants. Sans oser préciser, les uns et les autres paraissent placer ces invasions dans le deuxième millénaire avant Jésus-Christ, ou 500 ans plus tôt ou 500 ans plus tard (!)

Nous ne voulons pas donner un démenti formel à ces doctes théoriciens; toutefois n'est-il pas permis de se demander pourquoi et comment les anciens habitants se sont laissé exterminer ou chasser. Ils étaient moins civilisés, disent les uns. Mais c'est le contraire qui semble résulter des constatations faites par l'archéologie préhistorique depuis un demi-siècle. La civilisation, aussi bien à l'époque magdalénienne qu'à l'époque de la pierre polie, était plus avancée en Gaule que dans l'Europe centrale. La population était moins dense, ajoutent les autres. Mais qui donc a couvert le sol de ces monuments mégalithiques aussi étonnants par leur nombre que par leurs proportions? Qui donc a fabriqué et utilisé ces armes et ces outils que l'on rencontre par

milliers dans le centre et dans l'Ouest de la Gaule et surtout sur le littoral armoricain ? Et ces peuples, et ces races se seraient laissé anéantir ou subjugué à ce point qu'il ne reste rien de leurs institutions et de leur langue ! Les Celtes auraient tout détruit et tout absorbé !

Jusqu'à preuve du contraire, il nous semble plus naturel et plus rationnel de dire que si nous sommes les descendants des Celtes, nous sommes par là même les descendants des races néolithiques qui peuplaient la Gaule au deuxième millénaire avant Jésus-Christ et peut-être auparavant ; parce que les Celtes étaient vraisemblablement les descendants de ces races improprement appelées autochtones. Sans doute il y a eu progrès, marche en avant vers la civilisation ; sans doute il y a eu pénétration de l'Est vers l'Ouest parce que l'Orient a toujours été le foyer d'où est parti le mouvement, en même temps que la lumière ; mais cette marche a été lente et probablement pacifique. Le développement s'est fait de proche en proche, surtout par le Sud, grâce à la navigation ; mais, comme le dit M. Déchelette, « c'est à l'activité industrielle d'une obscure population d'artisans, nullement à la violente irruption d'envahisseurs guerriers que la Gaule fut redevable de ses nouveaux accroissements de civilisation. » Les brachycéphales eux-mêmes formaient-ils une race différente des dolichocéphales ? C'est la question que s'est posée le Dr Bloc'h et cette question, il semble bien près de vouloir la résoudre par une transformation de type due à l'influence du milieu, sans qu'il soit besoin de recourir à l'hypothèse d'une invasion.

Tous ces problèmes, du reste, sont du domaine de l'archéologie plus encore que du domaine de l'anthropologie et de la philologie, ainsi que l'ont montré les dernières découvertes, et le jour n'est pas éloigné où l'histoire viendra puiser à larges mains dans les trésors que l'âge du bronze et l'âge de la pierre nous ont laissés.

Cette race qui occupa le territoire de Saffré et qui

n'est autre probablement que la race Celtique ou celle qui lui donna naissance, occupa-t-elle longtemps ce territoire ? Ne fût-elle pas précédée immédiatement par la race de l'époque paléolithique ? Ne fut-elle pas cette race elle-même ? En d'autres termes, le territoire dont nous parlons fut-il habité aux temps néolithiques soit par la race qui vivait aux temps paléolithiques, soit par une autre race ?

Si nous nous en rapportions à nos seules connaissances et à nos propres constatations, nous serions tenté de répondre négativement. En effet, dans ce pays où nous avons passé de longues années, nous n'avons jamais vu ni recueilli d'objets appartenant sûrement à l'époque paléolithique, quoique nous ayons bien des fois porté notre attention de ce côté. Si nous faisons abstraction du grattoir trouvé à la Chutenaie et qui, suivant nous, n'est pas antérieur à l'époque néolithique, nous n'avons jamais remarqué d'objets ayant franchement l'apparence d'outils ou armes en pierre éclatée ou taillée. Nous avons souvent remarqué des fragments de silex plus ou moins gros, plus ou moins tranchants, mais le silex se trouve si communément dans certains terrains voisins des « perrières » ou carrières à chaux, que nous avons passé légèrement sur ces accumulations de débris qui nous ont paru ne porter aucune trace certaine de travail humain. Ces débris se trouvent en assez grand nombre dans des champs situés au Sud des taillis du Mont-Noël, à moitié chemin environ entre la Chutenaie, le Bourg et les Ormes. Ils sont disséminés et rien ne les distingue des cailloux de toute sorte mêlés au sol végétal. Telle a du moins été notre impression. Mais nous avouons n'avoir pas fait un examen sérieux et il est possible que des yeux plus exercés et plus experts que les nôtres eussent reconnu des silex travaillés, là où nous n'avons vu que des morceaux de pierre naturels ou brisés accidentellement. D'ailleurs, M. Pitre de Lisle, dont la compétence est bien connue, nous a dit avoir remarqué des

débris de silex taillés non loin du château de Saffré et cela suffit pour nous faire admettre comme soutenable l'occupation du territoire des sources de l'Isac par les hommes de l'âge paléolithique (1).

En tout cas, comme nous ne voulons parler que de ce que nous avons vu et constaté par nous-même, nous ne traiterons que de l'époque néolithique. Le sujet n'est déjà que trop vaste.

Combien de temps vécurent ces races de l'époque néolithique de la commune de Saffré? Cela revient à dire : Combien de temps dura l'âge néolithique en Gaule? Car, bien que les objets qui sont entre nos mains ne soient pas très nombreux, ils fournissent des enseignements de premier ordre.

La hache de Caharel et celle de la Marqueraie sont polies, il est vrai, mais elles portent des traces d'éclat et de retouche assez profondes. On pourrait même dire qu'elles ont été à l'origine des haches taillées. Par conséquent, elles appartiennent probablement à la période de début de la pierre polie, autrement dit à l'époque de transition entre la pierre éclatée et la pierre polie, car il est bien prouvé aujourd'hui qu'il n'y a pas eu d'hiatus entre les deux âges.

Ce que nous disons de ces deux dernières haches, nous pouvons le dire à *fortiori* du racloir en silex de la Chute-naie, qui vient sans doute du Grand Pressigny, par suite de relations ou d'échanges commerciaux.

La hache-marteau ou hache de Marignac, au contraire, appartient à la dernière période de l'âge de la pierre polie. Par conséquent, elle indique que le territoire de Marignac était habité à la fin de l'âge néolithique.

Quant à la hache de bronze trouvée aux environs de

(1) Toutefois, même en présence d'éclats de silex produits par une main humaine, nous hésiterions encore à les attribuer aux Paléolithiques, car ces silex peuvent avoir été brisés intentionnellement à l'époque moderne, soit pour faire des « pierres à feu », soit pour faire des meules à bras, destinées à moudre le blé noir.

l'Etang du Pas-Sicard, elle appartient au commencement de l'âge de bronze, elle est contemporaine de l'arrivée des Celtes suivant les uns, de l'introduction du bronze par suite d'une civilisation plus avancée dans notre région, suivant les autres. Nous nous rangeons, comme nous l'avons déjà dit, à l'avis de ces derniers et nous croyons que notre hache en bronze vient du Sud-Est à la suite des communications commerciales par terre ou par mer, établies entre l'Ouest de la Gaule et les populations orientales à l'époque mycénienne.

Tout cela constitue une chronologie un peu vague, nous l'avouons ; mais enfin cela permet de penser que le territoire des sources de l'Isac a été occupé par les races néolithiques au moins pendant le deuxième millénaire avant Jésus-Christ.

S'il nous est difficile de fixer d'une manière bien précise l'époque à laquelle vivaient les néolithiques des sources de l'Isac et le temps pendant lequel ils existèrent, il est un peu plus aisé de connaître leurs mœurs, leur mode d'alimentation, leurs logements, etc...

Nous savons déjà, d'une façon assez exacte, comment leurs habitations étaient généralement construites. Quant à leur nourriture, nous sommes fondés à croire que non seulement ils la cherchaient dans les produits de la chasse et de la pêche, mais il est hors de doute qu'ils se nourrissaient de la chair des animaux domestiques. Les débris de cuisine que l'on a trouvés autour des centres d'habitation prouvent que les Néolithiques avaient domestiqué un grand nombre des animaux que nous connaissons et qu'ils s'en servaient pour leur alimentation et aussi pour leur travail, surtout à la fin de la période dont nous nous occupons.

Les végétaux comestibles, les fruits que la terre et les arbres produisent naturellement étaient une des principales ressources des hommes de l'âge néolithique

Dans une vallée située au pied de la colline de Minez-Pempenn, en Langonnet, on a trouvé, sous une couche

de tourbe de plus d'un mètre d'épaisseur, des coques de noisettes brisées; des troncs d'arbres d'essences variées, mais ne croissant pas dans les terrains humides, se voyaient à quelques pas et tout indiquait le passage de l'homme à cet endroit.

Mais les Néolithiques ne se contentaient pas de faire servir à leur usage les productions naturelles du sol. Il est incontestable qu'ils cultivaient les céréales et en particulier le blé. C'est par centaines que l'on a trouvé les pierres à écraser le blé dans le sol des foyers néolithiques (1). M. du Chatellier en a rencontré un grand nombre dans les sépultures dolméniques du Finistère qu'il a fouillées, ce qui prouve à la fois jusqu'à l'évidence et que les Néolithiques connaissaient le blé et qu'ils croyaient à la survie du défunt. (2)

Ces hommes ne connaissaient pas seulement le blé, ils connaissaient d'autres végétaux, en particulier le lin. Ils savaient le filer et en faire des tissus. Ils connaissaient même la passementerie. Les découvertes faites dans les habitations lacustres ne laissent aucun doute sur ce point.

A ces faits déjà si éloquents, il faut ajouter les dessins que l'on a trouvés sur les dolmens et qui semblent représenter des jougs et des charrues (3).

(1) La période néolithique paraît avoir été assez courte. Quant à la période paléolithique elle fut vraisemblablement d'une durée sensiblement plus longue. Mais il faut l'avouer, la géologie et la paléontologie ne nous offrent pas de bases sérieuses pour établir une chronologie véritable. En tout cas, rien n'autorise à assigner à cette période une durée énorme, comme l'ont voulu faire quelques savants; au contraire. L'anthropologie, comme dit quelque part M. J. Déchelette, est une science jeune et, par suite, téméraire à laquelle les faits donneront et ont déjà donné de nombreux démentis. « La dernière invasion glaciaire, dit de Lapparent, celle dont nos ancêtres paléolithiques ont connu et subi les vicissitudes peut très bien n'avoir été enfermée que dans un nombre peu considérable de milliers d'années. » M. Sophus Muller parle dans le même sens.

Voir A. de Lapparent. *Les silex taillés et l'antiquité de l'homme*, p. 118, et Muller : *L'Europe préhistorique*, Chapitre qui traite de la Chronologie.

(2) DU CHATELLIER. *Epoque préhistorique et gauloise*.

(3) *Revue Préhistorique*. 4^e année. Page 215.

Les Néolithiques savaient aussi se construire des barques, ainsi que le prouvent les barques monoxyles que l'on a découvertes un peu partout, et dont notre Musée de Nantes renferme quelques spécimens remarquables. A ce sujet, on s'étonne même en présence de ces restes si curieux et l'on se demande comment, avec de si faibles moyens, nos ancêtres pouvaient creuser des barques dans des troncs d'arbres énormes et d'une essence aussi dure que le chêne. Et pourtant les faits sont là et ils nous disent à quel degré de civilisation relative avaient su arriver ces hommes, poussés par la nécessité sans doute, mais évidemment bien doués sous le rapport intellectuel.

Les usages des Néolithiques, de même que ceux des Paléolithiques ne nous seront jamais connus dans leurs détails. Et, à ce sujet, nous ne pouvons nous empêcher de déplorer ce sentiment qui a empêché les hommes de l'âge de la pierre de représenter l'homme lui-même dans les différentes situations de sa vie primitive. Quel dommage que les sculpteurs de la période magdalénienne qui ont si bien su figurer des animaux avec leur véritable physionomie, dans l'attitude du mouvement ou du repos, n'aient pas fixé par des images indestructibles les différentes scènes de la vie humaine dans ces temps reculés ! Si, obéissant à certaine crainte, sans doute religieuse, ou plutôt superstitieuse, ils ne s'étaient montrés si sobres de représentations humaines, nous connaîtrions maintenant l'industrie, les mœurs, le culte de nos ancêtres aussi bien que nous connaissons les mœurs des habitants de l'ancienne Egypte. Mais ce sont là des regrets superflus et, bien que les découvertes se multiplient sans cesse, il est probable que nous ignorerons toujours la plupart des usages des populations de l'âge de la pierre éclatée comme de ceux de la pierre polie.

Toutefois, il est un usage qui fut en vogue chez les populations de l'époque protohistorique, bien plus, qui persiste chez les sauvages de notre époque et jusque

dans certaines classes de nos sociétés civilisées et qui fleurit parmi les tribus de l'époque néolithique. Nous voulons parler du tatouage. L'habitude de se peindre le corps existait à tel point qu'elle a laissé des traces jusque dans les sépultures. On a trouvé, dans maint endroit, des dépôts d'ocre rouge et, à côté, des ossements portant des traces évidentes d'applications d'ocre rouge, soit sur les ossements eux-mêmes, soit sur le corps, avant et peut-être après la mort.

Ce n'est pas là sans doute la preuve du tatouage proprement dit, mais c'est bien une manifestation du sentiment qui a produit le tatouage (1).

D'ailleurs on a trouvé, notamment en Roumanie, des figurines d'argile ornées de dessins géométriques très serrés, qui semblent bien être des représentations de personnages tatoués, et tout cela suffit pour nous convaincre que le tatouage était en honneur chez les peuples néolithiques. Quoi d'étonnant puisque nous retrouvons ce même usage enraciné chez les Kymris et les Gaulois(2) !

Le tatouage n'était peut-être d'ailleurs et n'est encore qu'une conséquence du besoin de se parer qui existe chez l'homme et surtout chez la femme. Les objets de parure furent souvent des objets votifs ou se confondirent avec eux. Or, il peut bien se faire que le tatouage soit lui-même un mélange de coquetterie et de superstition. Les figurines auxquelles nous avons fait allusion n'étaient sans doute que des fétiches ou des idoles.

Les populations néolithiques, celles des sources de l'Isac en particulier, entretenaient-elles des relations commerciales avec d'autres populations plus civilisées ? Cela n'est pas douteux. Le disque en phthanite dont nous avons parlé, le grattoir du Grand-Pressigny, la hache polie des environs du Gouffre, la hache en bronze de l'Etang du Pas-Sicard en sont une preuve irréfu-

(1) *Bulletin de la Société Anthropologique de Bruxelles*. — LEGRAIN. Exploitation d'ocres de la fin de la période néolithique.

(2) D'après CAPART. *Débuts de l'Art en Egypte*.

table. Le disque en phthanite, principalement, mérite de fixer l'attention. La phthanite est absolument inconnue dans toute la région. Il paraît qu'on la rencontre dans les Pyrénées, mais elle y est rare et peut-être ne présente pas d'analogie complète avec le disque du Jarrier. En tout cas, ce disque provînt-il des Pyrénées, cela suffirait pour démontrer l'existence de déplacements et de transports d'une région à l'autre dans un but de commerce. Cela établirait de plus que les communications existaient surtout par le Sud, ce qui vient à l'appui de notre opinion, ou plutôt de celle des chefs de l'archéologie actuelle.

Quant à la hache en bronze, il se peut qu'elle soit de fabrication armoricaine. Cependant, les circonstances dans lesquelles elle a été trouvée, les objets auxquels elle était associée, tout fait croire qu'elle est antérieure à l'industrie du bronze dans notre contrée. Elle vient probablement du Sud de l'Italie, par exemple, car il est démontré que le Nord était encore à l'âge de pierre quand l'industrie du bronze florissait déjà dans le Midi. Quel chemin cette hache a-t-elle pris et combien a-t-elle mis de temps pour arriver dans notre pays? Si seulement elle parlait! Comme son histoire, son odyssée serait intéressante. Mais, à défaut de son récit, nous avons des présomptions basées sur l'analogie et sur tant de faits qu'il faut se soumettre à l'évidence. L'influence orientale est un fait d'une importance telle qu'on la retrouve partout : dans les armes, dans les outils, dans les sépultures, dans le culte. Tout nous est venu d'Egypte par la mer Egée et par les rivages de la Méditerranée, et l'Egypte avait sans doute elle-même reçu sa civilisation des pays arrosés par le Tigre et l'Euphrate. (1)

(1) Les adversaires de cette opinion, ceux qui l'ont appelée ironiquement le « mirage oriental », s'appuient sur ce que les coutumes en usage chez les Néolithiques ont existé en Amérique et se retrouvent encore dans l'Inde. Cela n'est pas une objection. N'est-il pas à peu près établi aujourd'hui que l'Amérique, bien avant sa découverte par Christophe Colomb, avait reçu un com-

Quand à la hache-marteau, elle ne vient pas de l'Égypte ni de l'Italie, mais elle a été copiée sur un outil ou une arme qui en venait. L'ouvrier qui l'a fabriquée a eu sous la main ou a vu une hache en métal, il a trouvé cet outil plus commode que la hache en pierre polie pleine, il l'a trouvée plus facile à emmancher, il a réussi à imiter l'instrument en bronze avec de la pierre. C'est à chaque instant qu'on trouve dans la pierre polie des instruments, des outils ou des armes qui étonnent par leur finesse, à tel point que certains archéologues ont prétendu qu'ils avaient servi de modèle aux fabricants d'outils en bronze. C'est juste le contraire qu'il faut dire. C'est l'instrument en bronze qui a servi de modèle au fabricant d'outils en pierre. On fait comme on peut : quand on n'a pas de bronze pour faire une hache dont la forme paraît commode, on prend un morceau de pierre et on essaie d'en tirer parti. On s'étonne après cela que la hache-marteau ait persisté pendant l'âge de bronze. C'est comme si l'on disait qu'il est étonnant que certaines gens s'éclairaient avec de la chandelle de résine lorsque le gaz est inventé.

Reste la question la plus intéressante et la plus grave de celles que nous avons à aborder : celle du culte de nos populations néolithiques et celle des sépultures, qui s'y rattache. Malheureusement, en ce qui concerne les populations des sources de l'Isac, nous sommes à peu près dépourvus de tout renseignement et nous sommes obligés de raisonner par analogie et de nous demander sous quelle forme se manifestait le sentiment religieux chez les hommes des époques dites primitives.

mencement de civilisation des Mongols, et même des Phéniciens et des Carthaginois ? Quant à l'Inde, il est démontré par des inscriptions gravées sur des pierres d'une haute antiquité que des relations existaient entre ce pays et les pays voisins de l'Égypte. L'une d'elles fait allusion à un traité d'alliance entre le roi Asoka et un gouverneur de la Cyrénaïque (Mazas), contrée qui touche à cette partie du Nord de l'Afrique, où les dolmens sont très nombreux. — Voir FERGUSSON, *Monuments Mégalithiques*, Traduction de M. l'Abbé Hamard. p. 524.

C'est surtout sous la forme de soins particuliers, de précautions respectueuses pour la conservation, la protection des morts, ou, plus exactement, des restes des morts que se manifeste le sentiment religieux des races humaines, aussi loin qu'on peut les suivre dans les ténébreuses profondeurs du passé préhistorique (1). Soins et précautions qu'on retrouve partout et qui, comme le langage, distinguent absolument, radicalement l'homme de l'animal. Où trouver l'explication de ces mesures prises par l'homme à l'égard de la dépouille de son semblable si ce n'est dans la croyance à une prolongation de la vie ? Depuis les nécropoles de l'Égypte peuplées de millions de momies jusqu'aux chambres dolméniques de l'Armorique, aux tombeaux des Géants de la Scandinavie et aux sépultures des Indiens de l'Amérique du Nord, tout proclame l'invincible foi des hommes dans une vie future. Et cette foi paraît être le plus souvent un sentiment aigu qui absorbe les pensées de l'homme pendant sa vie présente ; tels les Pharaons dont chacun accumulait les matériaux d'une montagne pour protéger son cadavre ou plutôt un autre lui-même qu'il croyait caché dans ce cadavre.

Les sépultures les plus anciennes, comme par exemple celles qui nous ont été révélées dans ces dernières années, nous apprennent que les primitifs ensevelissaient leurs morts dans l'attitude d'une personne endormie et à demi-couchée, la tête étant appuyée sur le bras relevé. Une sorte de tombe ou de cercueil formé de pierres accumulées constituait un abri destiné à protéger le mort ou ce qui restait de lui. L'homme des cavernes fut à peu près toujours enseveli ainsi, dans des positions variables, mais ordinairement simulant ou rappelant le sommeil. Les choses continuent de même pendant l'époque paléolithique, mais on ne tarde pas à découvrir autour de ces sépultures pri-

(1) Muller. *L'Europe Préhistorique. Passim.*

mitives, des armes, des outils, des débris d'ossements d'animaux, des restes de festin et une foule d'objets qui semblent avoir appartenu au mort ou avoir été employés à son alimentation, à sa défense ou à sa parure.

A l'époque néolithique les mêmes usages se perpétuent en s'accroissant, en se perfectionnant. Le tumulus, sorte de tertre destiné à protéger plus efficacement le mort et à indiquer à ses sujets, à ses proches ou à ses amis le lieu de sa sépulture, fait son apparition. Puis vient le dolmen simple auquel succède le grand dolmen avec ses sépultures collectives et son mobilier funéraire, quelquefois si riche et toujours si instructif pour ceux qui veulent à tout prix reconstituer le passé, faire revivre les époques lointaines de l'humanité.

L'inhumation est le mode de sépulture ordinairement en usage ; cependant l'incinération est aussi pratiquée et, dans ce cas, les cendres sont le plus souvent conservées dans des vases dont les formes varient à l'infini. Les corps dans le cas d'inhumation sont souvent étendus, mais quelquefois on les rencontre assis ou plus fréquemment encore accroupis, les genoux sous le menton, fortement repliés sur eux-mêmes et attachés, ainsi que l'indiquent des restes de ligatures trouvés sur place.

Bien des hypothèses ont été formées pour expliquer cette dernière position. Les uns y ont vu une imitation de la position de l'enfant dans le sein de sa mère et peut être, en effet, les hommes des dolmens voyaient-ils dans la mort et dans l'inhumation une restitution faite à la terre, la mère commune de tous les êtres. Les autres ont cru que cette habitude d'enchaîner le défunt était une conséquence de la crainte que le mort inspirait aux vivants, qui voulaient par là l'empêcher d'exercer contre eux quelque vengeance.

Au culte des morts se rattache le culte d'une divinité féminine dont on retrouve le type sur les parois

de certaines grottes, sur des pierres dolméniques, sur des menhirs, notamment dans la Marne, dans l'Oise, dans l'Eure et dans le Midi de la France. Dernièrement encore on vient de retrouver le même type d'idole dans des monuments funéraires du Nord de l'Afrique.

Ces différentes représentations, qui toutes ont le même caractère schématique rappellent le visage humain, mais d'une façon grossière et imparfaite, affectant une difformité que l'on croirait voulue quand on songe aux dessins si purs sortis des mains magdaléniennes. Cette idole manque en Bretagne, mais on en retrouve les traits en Angleterre et en Danemark. Bien plus, elle a des analogies frappantes avec certains visages figurés sur des vases découverts récemment à Hissarlik, en Troade. Et, comme la civilisation de la Troade est fort antérieure à la civilisation néolithique de notre région, comme, d'un autre côté, l'idole dont nous parlons ne fait son apparition que lors des sépultures dolméniques qui marquent la fin de l'âge néolithique, nous sommes obligé de conclure que la divinité funéraire de la Gaule venait d'Orient, comme la plupart des institutions et des perfectionnements de cette période de la préhistoire. La divinité des dolmens semble avoir précédé les déesses-mères dans les régions méditerranéennes. De même que ces dernières, elle semble évoquer l'idée de maternité, comme si la naissance et la mort étaient deux termes corrélatifs. La Déesse Isis des Egyptiens n'avait-elle pas elle-même son temple au milieu des tombeaux ?

Par une anomalie qui peut paraître singulière, l'idole funéraire dont on retrouve pour ainsi dire partout l'image, sous des formes variées mais présentant toujours le même caractère schématique, l'idole féminine mycénienne ou premycénienne ne se rencontre pas en Bretagne, avons-nous dit. Et pourtant, quelle contrée fournit plus de pierres sculptées que notre région ? Les dolmens du Finistère et du Morbihan

nous offrent la plus grande variété de dessins que nous connaissions.

La hache emmanchée figure souvent au nombre de ces dessins. Or, on sait que la hache emmanchée tint une grande place dans le culte des Néolithiques et qu'elle est un des ornements habituels de l'idole féminine.

En tout cas, on a trouvé, dans notre département même, divers objets, entre autres un bœuf en bronze qui figure dans notre Musée ; ces objets au dire de Paren-teau (1), notre regretté collègue, se rattachent au culte du bœuf Apis, tant il est vrai que l'influence orientale ou égyptienne s'était étendue jusqu'à nous. Si donc la divinité funéraire ne se montre pas sous ses traits ordinaires en Armorique il ne s'ensuit pas qu'elle y ait été inconnue. La Bretagne est loin d'avoir été complètement explorée et bien des découvertes sont réservées aux chercheurs de l'avenir. Nous-même nous avons cru quelquefois, au cours de nos excursions dans le Morbihan, remarquer des pierres oubliées ayant quelque rapport avec des figures humaines. Mais notre conviction est si loin d'être faite que nous ne mentionnons ce souvenir que pour mémoire, nous promettant toutefois de continuer nos recherches dès que nous en aurons l'occasion (2).

Après cette digression un peu longue sur les sépultures néolithiques et le culte des morts dans la Gaule et en Armorique, nous arrivons à nous demander quel était ce culte et sous quelle forme il se manifestait dans la région des sources de l'Isac. Pour nous guider ici nous n'avons absolument que les connaissances, générales sur les sépultures à l'âge de la pierre polie.

(1) Voir *Bulletin de la Société Archéologique*, année 1880 *in fine*.

(2) Malheureusement, depuis que ces lignes ont été écrites, une de ces pierres qui avaient attiré particulièrement notre attention a été enlevée et employée aux fondations d'une construction nouvelle.

Nous l'avouons, nous ne connaissons dans la commune de Saffré ni un dolmen, ni un tumulus, ni même un menhir. Nous avons bien remarqué quelques blocs de quartz et quelques blocs de nature calcaire et siliceuse entre la Chutenaie et le Bourg, sur des terrains ayant fait partie autrefois des terres du Château. Mais ces blocs qui ont été déplacés, croyons-nous, vers le milieu du siècle dernier, n'ont aucun caractère suffisant pour fixer l'attention.

Nous avons vu aussi démolir dans notre enfance une sorte de butte de terre, à l'Ouest du Château, tout près de l'endroit où furent trouvés les vases gallo-romains dont notre Bulletin fait mention. Mais il nous est impossible d'attacher une grande importance à ce fait parce que nos souvenirs sont trop peu précis. Nous sommes même porté à croire que cette butte n'était pas très ancienne.

Le Bois du Château porte le nom de *Bois de la Motte*, ou plus exactement de *la Mottine*, mais cette dénomination indique une motte féodale et non un tumulus. Nous croyons cependant devoir citer ce détail.

Nous citons aussi le village appelé village les *Tertres*, situé au Midi, sur les confins de la commune de Nort.

Mentionnons encore une éminence située sur le bord du canal de Nantes à Brest, dans une lande de 200 hectares qui vient d'être livrée à la culture et qui portait le nom de Lande des Jarriais. Cette éminence n'apparaît plus que comme un large exhaussement du sol, mais il est possible qu'elle ait eu une forme beaucoup plus accentuée, car les anciens aveux du Château l'appelaient le *Tertre-Hellène*, mot dont les habitants avaient fait le Terhellen.

Quant aux menhirs ou aux dolmens, nous le répétons, nous n'en connaissons aucun vestige certain. Les communes voisines en sont même à peu près dépourvues. A Nozay, on trouve le menhir de *Coibrac* qui n'avait probablement pas été signalé avant nous et que M. P. de Lisle

mentionne dans son *Dictionnaire Archéologique de la Loire-Inférieure*.

Dans la commune de Vay, nous avons vu sur le bord de la route de Vay à Puceul, près du village de Bourruen, des blocs de médiocre dimension qui nous ont paru être des menhirs ou les restes d'un cromlec'h. Dans la même commune, M. de Lisle a constaté l'existence d'un menhir en poudingue ferrugineux, sur le chemin qui conduit à la Drouauderie.

En cherchant bien on pourrait encore trouver des blocs de pierre susceptibles d'attirer l'attention. A ce titre, nous indiquons les gros blocs de quartz qui couronnent la colline du Feu-Geslin ou *Pen-Geslin* en Abbaretz. Mais, à Saffré, nous ne voyons vraiment rien dans ce sens à proposer à l'examen des archéologues.

Comment cela se fait-il ? Comment dans une contrée qui fut certainement habitée, très habitée à l'époque des tumulus et des dolmens, nous croyons l'avoir prouvé, ne trouve-t-on aucun dolmen, aucun tumulus ? Car nous sommes en Armorique, en pleine patrie des tumulus et des dolmens. Le département de la Loire-Inférieure lui-même compte un grand nombre de ces monuments.

Pour les tumulus, l'explication se présente d'elle-même à l'esprit. La culture a pu les détruire et, de fait, elle en a probablement détruit, surtout dans ces dernières années. Nous croyons pourtant que s'il y en avait eu de remarquables, ils n'eussent pas manqué d'attirer l'attention.

Mais les dolmens ? Notre opinion c'est que les dolmens n'ont jamais existé ou que s'ils ont existé, leur existence n'a pas été de longue durée. Les habitants des sources de l'Isac n'ont pas construit de dolmens parce que l'élément indispensable, la pierre, leur manquait pour cela.

La pierre partagée en blocs ou pouvant se partager en blocs volumineux fait défaut à Saffré. La carrière

de Carvari, près du village des Buffais, est la seule que je connaisse. Or, c'est une carrière de grès fragile et presque friable ; elle ne peut fournir que des moëllons de 30 centimètres de longueur au plus. Ce qui le prouve, c'est que le Château de Saffré, dont j'ai vu démolir une partie, était bâti avec cette pierre mélangée à je ne sais quelles pierres schisteuses de couleur violacée d'une autre provenance et encore plus petites. Je crois me rappeler aussi que l'ancienne église, qui a été démolie vers 1854, était construite avec les mêmes matériaux.

Outre la pierre de Carvari, il n'existe à Saffré que le poudingue ferrugineux qui se trouve en grandes couches stratifiées dans le lit et sur les bords de l'Isac et de quelques-uns de ses affluents, comme le ruisseau du Pas-Sicard. Cette sorte de pierre, d'une extraction fort difficile, ne donne que des blocs informes et très faciles à briser. Jusqu'au moment où la création des routes a permis d'employer à la construction les pierres schisteuses des carrières de Nozay, le poudingue a été utilisé, faute de mieux, en blocs très irréguliers, pour former les soubassements des maisons de fermes et de villages et, cela, pendant des milliers d'années ; mais il n'a été employé qu'aux soubassements. La rareté même de cette pierre détestable la rendait précieuse et les murs, à partir d'un ou deux pieds au-dessus du sol, étaient construits en argile mélangée de paille. Beaucoup d'anciennes maisons ainsi construites se voient encore dans les villages.

Ces détails un peu prolixes suffisent pour expliquer pourquoi les Néolithiques de Saffré n'ont pas construit de dolmens. Ils n'en ont pas construit parce qu'ils ne pouvaient pas en construire. La pierre qu'ils avaient sous la main était trop impropre à ce genre de travail. Avec des blocs de poudingue on pouvait peut-être élever un menhir, et c'est ce qui explique que l'on trouve un menhir en cette matière dans la commune

de Vay, mais comment construire un dolmen ? Comment trouver dans un pareil minéral la table qui devait couvrir le monument. Son poids seul l'eût brisé, à cause de sa position horizontale.

Les habitants des sources de l'Isac ont donc dû se priver de construire des dolmens. Que s'ils ont réussi à en élever quelques-uns, ces monuments ont dû être détruits depuis longtemps, soit qu'ils se soient brisés d'eux-mêmes, soit que les races des siècles postérieurs les aient brisés pour les employer à leurs propres constructions. Cette idée vient même naturellement à l'esprit quand on considère ces pierres aux angles arrondis qui se voient encore à la base des anciennes maisons de la commune. On devine qu'elles ont été déplacées, roulées et ébréchées tant de fois avant d'arriver où elles sont ! A combien de constructions ont-elles servi ? et ne sont-elles pas des restes de monuments mégalithiques brisés soit par le temps, soit par les hommes ?

Après ces observations sur les tumulus et les dolmens dans la région du Haut-Isac, nous sommes obligé de clore notre modeste étude. En relisant ce que nous avons écrit nous nous apercevons que notre travail est fort incomplet : nous avons à peu près laissé de côté la période paléolithique et déjà nous touchons au seuil de l'âge du métal. Cette étude de l'âge du métal qui a précédé l'époque gallo-romaine et que l'on peut appeler l'époque *protohistorique* nous a bien des fois tenté. Nous serions heureux de l'aborder quelque jour, mais pour arriver à rechercher les éléments nécessaires la route est longue et difficile et la vie est si courte !...

Détermination d'un objet Gallo-Romain trouvé aux Cléons

Par M. FÉLIX CHAILLOU

La civilisation avancée que Rome victorieuse apportait à la Gaule, comme suite compensatrice des cruelles souffrances imposées par la conquête, avait à sa disposition un important outillage. Il ne faut assurément pas le comparer à celui que nous possédons de nos jours, mais on doit avouer, sans fausse honte, que, dans quelques embranchements au moins de nos connaissances, nous sommes encore heureux d'y puiser des inspirations sérieuses.

Notre maître en Archéologie, Arcisse de Caumont, nous a légué dans sa haute compétence ce sage et salutaire principe : « Il faut que rien ne soit oublié ou perdu. »

Dans quelque ordre d'idée que le chercheur dirige ses efforts, il doit en garder le précieux souvenir, sous peine de s'exposer à de tardifs regrets ; et c'est encore à lui qu'est due la détermination de l'outil que j'ai l'honneur de soumettre à notre laborieuse Société Archéologique, avec pièces à l'appui. Des objets d'apparence presque insignifiante, de simples blocs ou morceaux de terre cuite, motivent en effet cette note conduisant à quelques conséquences qu'il est bon de constater.

Nous n'avons pas copié servilement l'instrument que voici, mais nous avons fait mieux.

Celui-ci est une tige à peu près carrée, de fer ou plutôt d'acier, de seize centimètres de longueur, régulièrement étirée en pointe aiguë, dont l'extrémité est aplatie pour former une espèce de petit ciseau à froid. Cette tige a onze millimètres de côté à sa plus forte grosseur. Là

s'ajoute une sorte de soie qui traversait un manche aujourd'hui disparu, derrière lequel elle était fortement rivée, ce qui donne vingt-sept centimètres pour la longueur totale.

Cet outil a été trouvé sous mes yeux à 1^m50 de profondeur, au milieu de débris Gallo-Romains, dans l'un des sondages qui précédèrent la découverte du *balneum* des Cléons. Il est depuis douze ans suspendu verticalement dans l'embrasure de l'une des portes intérieures du musée local, par laquelle ont passé des milliers de visiteurs. Bien souvent consultés à son sujet, les savants, et surtout les archéologues, sachant que la fouille du lendemain peut démentir une affirmation de la veille, répondent avec prudence ou se taisent. Les autres, plus audacieux, prononcent sans hésiter : « C'est une lime ou une arme. » Ce n'est vraisemblablement ni l'une ni l'autre. Quant aux auteurs que j'ai pu consulter, ils n'en disent aucun mot. Etudions-le donc un instant, si vous le voulez bien ; il le mérite sans doute, et quelques idées nouvelles pourront surgir de vos observations.

S'il s'agissait de la lime que les Latins possédaient il est vrai : *Lima*, on surprendrait, dans les parties les moins oxydées et sur les angles demeurés aigus par endroits, les stries qui la caractérisent ; et, la soie pénétrant dans le manche serait analogue à celle de nos limes actuelles, c'est-à-dire pointue et courte, comme pour un objet que l'on frotte, et non pas longue et rivée comme celle d'un outil qui se tourne. L'idée d'une arme mérite à peine d'être réfutée ; l'instrument est trop long pour un poignard qu'on emploie corps à corps ; et d'ailleurs, les Romains possédaient des armes tranchantes et bien autrement redoutables. (Voir la planche.)

Après tant de témoins dont les paroles ou les réticences ne nous ont rien appris, consultons donc les témoins muets. Nous en possédons plusieurs qui nous

paraîtront éloquentes, et auront du moins, sur les premiers, l'avantage de dater de l'époque, ayant été trouvés en profondeur dans le milieu romain.

Le premier est un fragment de grand vase de douze millimètres d'épaisseur, dans lequel il s'agissait de faire passer un morceau de plomb qui s'y trouve encore engagé. Ce n'est certainement pas le plomb mou qui a pu percer cette paroi d'argile durcie par la cuisson ; il existait donc, dès cette époque, un instrument perforateur spécial et plus résistant, pour pouvoir la traverser en y faisant le moins d'éclats possible.

Le second est une rondelle d'environ 63 millimètres de diamètre et 23 seulement d'épaisseur. Ayant beaucoup servi, elle manifeste une usure évidente sur les plats et la circonférence, et se trouve couverte d'éclats. Nous n'en avons d'ailleurs que la moitié. Son centre porte un trou fort lisse, et manifestement très agrandi par le va et vient de la corde inférieure d'un filet qu'elle contribuait à maintenir au fond de l'eau.

Voici maintenant un poids de pêche analogue au précédent, mais de forme bien différente. C'était, à l'état neuf, un parallépipède dont les bases et les arêtes ont été arrondies par un long usage qui lui donne actuellement une forme subcylindrique. D'après la seule moitié que nous possédons, il avait environ 54 millimètres de longueur sur 36 de diamètre, et porte dans sa plus grande dimension, un trou non pas usé comme celui du poids précédent, mais encore frais, pour ainsi dire, et ne présentant à ses extrémités aucune bavure de la terre. Cette dernière particularité montre que l'instrument perforateur n'a pas traversé d'un seul coup l'argile encore molle, mais qu'il a été introduit alternativement de chaque côté, pour percer *de rencontre*, comme disent nos ouvriers actuels, et faire un trou bien central dans toutes les parties de l'objet. Il est alors facile de constater que le passage, plus étroit dans son milieu, présente la forme de deux troncs de cônes identiques et opposés par le

sommet. L'instrument qui les a produits était donc lui-même conique.

Le numéro 4 nous donne plus parfaitement encore la détermination de l'outil dont il s'agit. C'est un fragment de ces petites pyramides que nous connaissons tous, qui se trouvent si fréquemment dans les stations Gallo-Romaines, et auxquelles les archéologues donnent des attributions différentes : *Poids de pêche*, pour faire couler les filets ; *Poids de tisserands*, pour tendre les fils de tissage ; *Poids de fontaine*, pour attacher à l'anse d'un seau et l'obliger à se remplir ; *Poids à peser*, quand on y voit des chiffres ; *Contre-poids* glissant sur le levier de la balance dite romaine ; *Contre-poids* suspendu à hauteur pour triompher d'une faible résistance, etc.

Le trou qui traverse toujours le sommet de cette sorte de poids a été percé, dans celui-ci, par un seul effort, dont il est résulté une seule bavure de la terre qui n'a même pas été enlevée. Il n'existe, par conséquent, qu'un seul cône ; et, constatation concluante, notre outil s'y adapte exactement dans toute sa longueur. C'est donc tout simplement un foret, un perceur que les Romains désignaient par le mot générique *terebra* : tout ce qui perce en tournant. Les Modernes, dans les sciences naturelles, ont conservé, comme genre, le mot entier suivi de son diminutif : *Terebratula* veut dire en conchyliologie : petite coquille percée. Nous aurons à constater dans un différent milieu d'autres empreintes du même outil ; mais je désirerais, au préalable, introduire ici quelques remarques relatives à ces différents poids.

Les numéros 2, 3 et 4 trouvés dans nos fouilles, représentent ceux qui durent être employés dans le lac voisin des Cléons, c'est-à-dire dans des eaux sinon dormantes, du moins jouissant d'un calme relatif. Le numéro 5 nous donne au contraire la note vraie de ceux qu'on utilisait dans les eaux courantes ou fortement agitées. L'usure en est uniforme et générale de la base au sommet sur les

angles et sur les plats ; elle impose à première vue le sentiment d'un objet poli par un long traînage. Peut-être servait-il en mer, car il ne provient pas des Cléons, et son origine nous est inconnue. L'argile en est mauvaise, plus granulée et plus noire, mais sa fabrication est du reste la même. Le trou du sommet montre une seule bavure ; il est fait par un outil semblable ou du moins analogue au nôtre.

Nous constatons entre ces poids, de forme très variée, une différence de masse considérable, nécessitée sans doute par le degré de profondeur ou d'agitation des eaux et la nature du filet qu'ils devaient maintenir.

Ils sont tous plus ou moins usés et généralement fragmentés ; pourquoi donc les fabriquait-on en terre cuite, matière si soumise à l'usure et à la casse, en dépit même de la dureté que lui donnait la cuisson.

La réponse est facile : l'homme primitif, lui-même, dut chercher dès le principe à mettre la terre en usage, en la desséchant d'abord ; puis, lorsqu'il eut conquis le feu, en la faisant cuire avec plus ou moins de succès. Cet art, qui progressa toujours, fut porté par les Romains à la plus grande perfection ; aussi, en usèrent-ils avec une abondance remarquable, on pourrait dire avec un véritable excès. La terre cuite est une des caractéristiques de l'époque romaine ; et en fouillant, nous la rencontrons sans cesse. Dans l'outillage domestique et les pavements des salles ; dans le sol, dans les fondements et sous les mosaïques ; dans les bétons, dans les murs et sur les édifices, nous l'avons toujours sous les yeux.

On fit donc les poids de filets, et bien d'autres, en cette argile facile à manier, facile à cuire, sans valeur aucune et qu'on trouvait à peu près partout.

Par quoi d'ailleurs l'aurait-on remplacée ? La pierre ordinaire eut été coûteuse et bien difficile à travailler dans des dimensions si restreintes. Le fer, abondant dès cette époque, ne pouvait résister à l'action intermittente

de l'humidité et de l'oxygène de l'air. Restait le plomb, seule matière que nous ayons nous-mêmes employée jusqu'ici pour cet usage. Mais à l'époque Gallo-Romaine le plomb était encore trop rare et trop précieux. On le conservait pour les petits objets, pour la conduite des eaux, le tuyautage intérieur, alors si important et les soudures auxquelles il donnait lieu. Les tuyaux, en effet, ne se fondaient pas ronds comme les nôtres, mais en plaques allongées dont on courbait les côtés, pour les relier ensuite par une forte soudure, dont il est très facile de constater l'existence, et qui pouvait n'être, dans bien des cas, qu'une simple coulée de plomb.

Je n'abandonnerai pas cette question des poids sans vous en présenter un autre, de dimensions relativement minuscules. C'est encore une pyramide quadrangulaire, mais en schiste houiller, légèrement fragmentée, ayant 35 millimètres de hauteur, et, comme base, un rectangle de 10 millimètres sur 8. De forme plus allongée que les précédentes, et sans autre valeur que celle de sa fabrication, elle n'en constitue pas moins un véritable bijou qui fut peut-être porté comme amulette par une personne de condition moyenne, et dont la profession motivait l'emploi d'un objet de nature semblable. Cette coutume, on le sait, était fréquente en Gaule, et des bibelots analogues accompagnaient souvent leurs possesseurs, même au fond du tombeau. Il aurait pu, du reste, servir aussi de poids pour une ligne à pêcher.

Revenant à l'outil, cause première de cette digression, j'ajouterai que son usage ne devait pas se borner à pénétrer dans la terre molle. Avec sa puissante résistance et son emmanchement à toute épreuve, il avait d'autres emplois dont nous possédons des exemples. Les échantillons 6 et 7 montrent les empreintes de son extrémité enfoncée avec force sur la tranche des carreaux d'appartements, en tertiaire Eocène du Poitou. Ces trous, destinés à recevoir un goujon de fer, dont nous avons retrouvé les traces oxydées, sont encore coniques comme

la pointe de notre perceur, qui s'y ajuste parfaitement. Les goujons étaient nécessaires pour assurer l'affleurement des carreaux et faire, dans les pièces de second ordre, précédant les mosaïques, des pavements unis et durables. Nous pouvons donc nous étonner, avec juste raison, que notre outil Gallo-Romain ne soit pas plus généralement connu.

Il est aujourd'hui remplacé par un *alésoir* qui en reproduit les principaux caractères, mais le surpasse en réalité. C'est également une tige carrée, à peu près de la même dimension, sans manche, mais appointée des deux bouts et ployée au milieu à angle droit. Il est du meilleur acier, très coupant sur les angles et fortement trempé. Cette disposition en fait un outil de la plus grande résistance, employé surtout en métallurgie pour agrandir les trous dans les plaques de fer de petite et de moyenne épaisseur. Les serruriers l'utilisent fréquemment : pendant que l'un des côtés travaille, l'autre sert de prise, et l'ouvrier y trouve un solide point d'appui pour enfoncer l'outil et une excentricité très favorable pour en opérer la rotation. Je l'ai vu plus d'une fois produire des vrilles métalliques rappelant, en petit, les rubans qui se roulent et se tordent devant le ciseau de nos puissantes raboteuses à métaux, actionnées par la vapeur.

Une conclusion s'impose actuellement. La présence, auprès des Cléons, d'une carrière d'argile autrefois exploitée, et les lieux dits *La Poterie*, *La Tuilerie*, *Les Poteries*, nous avaient bien prouvé l'existence ancienne d'une ou plusieurs fabriques de terre cuite dans la région. Mais, outre que nous n'en avons pas personnellement rencontré jusqu'ici, nous hésitions à les faire remonter au-delà du Moyen-Age. Maintenant, après la découverte de ces poids de pêche nombreux et variés, de leurs fragments plus nombreux encore, et d'un outil employé au maniement de la terre dont ils sont faits, nous savons que cette industrie s'est exercée, dans la région et peut-

être aux Cléons mêmes, dès l'époque Gallo-Romaine. Nous voyons aussi que la pêche était largement pratiquée, et que le lac, alors formé par les bassins de la Divate et de la Goulaine, avait toute l'étendue que j'ai dès longtemps signalée, et qui procurait aux Romains d'immenses ressources naturelles et des communications assurées avec la mère-patrie, par le fleuve *Liger* et l'Océan. Ce n'est plus aujourd'hui qu'un estuaire, qu'un colmatage de plus en plus abondant aura bientôt rendu à une végétation complète, et même en partie à la culture.

Tous ces faits justifient bien le long temps et la grande surface que les Romains consacrèrent à notre station, et, de notre part, la création du *Musée Local*, où nous nous sommes efforcé d'en perpétuer le souvenir.

J'ai trop abusé, Messieurs, de votre bienveillante attention, et je termine en faisant un appel à ceux de nos collègues qui se sont joints à nous depuis peu ; aux jeunes, auxquels sera confié, un jour, l'avenir de notre chère Société ; à tous ceux, en un mot, qui ne connaissent pas les Cléons, ou qui désirent les revoir encore. Qu'ils veuillent bien, quand les beaux jours nous seront rendus, sacrifier quelques heures pour les visiter. Ils sont à moins de 15 kilomètres de Nantes, et les chemins de fer d'Orléans et de l'Etat, par la station de la Haie-Fouassière, ou bien la route de Nantes à Vallet, par les ponts et Saint-Jacques, les y conduiront rapidement. A défaut de tant de riches collections que recèlent nos grandes villes, ils trouveront peut-être dans notre modeste musée quelques faits peu connus à constater et quelques particularités à retenir. Ils peuvent être assurés, en tout cas, d'y être reçus avec empressement et de tout cœur.

Perçoir Gallo-Romain trouvé aux Cléons



F. CHAILLOU, *Del.*

A. DUGAS, *Phot.*

RECHERCHES HISTORIQUES

sur d'anciens Projets de Fontaines publiques de la Ville de Nantes

Par LÉON DELATTRE

La Fontaine de la Rouaudière, sur les Hauts-Pavés (1566-1587)

A plusieurs reprises et à des époques reculées, des projets furent formés pour amener au centre de la Ville de Nantes les eaux des sources situées sur les Hauts-Pavés. Ces projets reçurent sans doute un commencement d'exécution, comme semble l'indiquer le conduit de 0^m 50 d'ouverture découvert en creusant les fondations pour établir le chevet de l'église Saint-Similien (1). Cet aqueduc se dirigeait vers la rue du Martray où précisément, de tout temps, il a été parlé de deux fontaines, dont l'eau coulait abondamment à fleur de terre : l'une était connue sous le nom de *fontaine du Martray* et l'autre sous celui de *fontaine des Moreaux*. La fontaine de la *Rouaudière*, objet de nos recherches consignées dans cette notice, devait se trouver dans le voisinage.

Dès l'année 1118, on trouve trace d'une vague tentative de ce genre. La Chronique de Mellerai et la Chronique de Bretagne rapportent que la Ville de Nantes fut réduite en cendres le 1^{er} mai de l'an 1118. L'aspect de la Ville changea : on en poussa, paraît-il, les murailles et l'enceinte, auparavant fort resserrées, un peu plus loin, et l'on pratiqua dans les fondations du mur un aqueduc

(1) Bulletin de la Société Archéologique de Nantes, année 1883. — *De la nouvelle assiette de Saint-Similien*, par l'abbé Gallard.

de pierre de taille, lequel, prenant l'eau à la rivière, la portait le long des fossés, pour l'utilité publique et pour parer aux inconvénients du feu, dans les lieux les plus reculés de la ville et où l'eau, dont la disette avait fait le progrès de l'incendie total de la cité, se procurait avec le plus de peine (1). Cet aqueduc n'a jamais été vu nulle part et une construction aussi solide aurait dû cependant laisser quelques vestiges.

Vers l'année 1566, la Mairie de cette ville projeta d'y établir une fontaine publique. A cet effet, des impositions furent mises sur les habitants et un marché fut conclu avec Cardin de Vallence, fontainier de Tours, lequel, dans une lettre du 6 avril 1567, adressée au Maire et aux échevins, s'excuse de n'être pas encore allé travailler à la fontaine qu'il avait promis de faire couler dans leur ville, et les prie de prendre patience (2).

Le 15 mai 1568, Cardin de Vallence écrit de nouveau au Maire afin d'obtenir le paiement de plus de 300 tuyaux et 100 pipes de ciment qu'il a fait fabriquer pour l'exécution de la fontaine, au sujet de laquelle il a reçu quelques avances (3). En même temps, ayant appris que la Communauté ne possédait plus aucuns deniers lui permettant de tenir ses engagements, le fontainier s'en plaignit hautement à M^{gr} de Troie, général pour le Roi au duché de Bretagne, qui se trouvait alors à Nantes, par la lettre suivante :

« Vous savez l'entreprinse et marché que j'ay faict avecques MM. les Maire et eschevins de la Ville de Nantes touchant la fontayne que j'ay entreprinse de faire couller dans ladicte Ville, la rendre complecte et parfaicte comme il apartient et en ensuyvant mon marché et joinct quelques avances qu'ilz m'ont faictes. J'ay poursuiivy à faire tous mes tuyaulx qu'il convient employer à ladicte fontayne et davantaige, affin de n'en

(1) TRAVERS, tome I, page 243.

(2) *Archives Municipales de Nantes*, BB 6 et DD323.

(3) *Ibidem*, DD 323.

chommer en cas de nécessité, m'assurant de poursuyvre en breff ma besongne, car telles matières et affaires requèrent célérité et diligence, ce qui n'a esté poursuivy de la part de mes dits sieurs de Nantes. Et quant à moy, j'ay employé à faire les dits tuyaux et en cyment plus de douze centz livres de mes propres deniers, sans compter les journées de mes gens employez pour ce regard et sans aussi compter mon temps perdu depuys dix-huit ou vingt moys au moins que je n'ay rien faict et n'ay osé entreprendre aulcune besongne au moyen de l'obligation et marché faict avecques lesdits sieurs. En les voullant poursuyvre par plusieurs foys m'ont faict responce qu'ils n'avoient moyen de y besongner pour le temps de la fondation, attendu qu'ilz n'avoient aulcuns deniers et que, sans vostre ayde et moyen, ils ne pouvoient rien faire, que n'estiez pour lors audict pays de Nantes et qu'à vostre retour ils me feroient briefve responce du tout. Au moyen du désastre advenu, j'ay toujours supercéder les choses jusques à ce jourdhuy.

» Partant, Monseigneur, il vous playra avoir esgard à ma complaincte et regarder les moyens de me faire besongner et employer lesdictes matières qui sont de grandz coustz, car j'ay faict faire le callibre exprez pour ladicte fontayne, et les choses commencées et nécessaires à exécution ny parachevées, toute la perte demeurerait sur moy. Pour ceste, mon dict seigneur, il vous playra avoir esgard à ma perte et me faire délivrer argent pour envoyer lesdictes matières, et en deffault de ce faire seray contrainct de les poursuyvre en justice et demander mes despens, dommaiges et intérests. Vous supliant me faire responce du tout.

» De vostre maison de Saint-Pierre-des-Corps, faulbourg de Tours, ce jourd'huy 18^e de may 1568. Vostre très humble obéissant serviteur et amy perpétuel. — Cardin de Vallence (1). »

(1) *Archives Municipales de Nantes*, BB 6 et DD 323.

Le 21 août de la même année, Cardin de Vallence annonce à la Ville que la Loire est si basse que les mariniens n'y peuvent transporter aucune marchandise et lui demandent plus de quatre fois le prix ordinaire pour conduire les tuyaux destinés à la construction des fontaines. Il écrit au Maire et aux échevins qu'il envoie à Nantes son fils pour y conduire 12 à 15 cents de tuyaux :

« Messieurs, j'envoye par delà mon fils et mon servyteur pour conduire douze à quinze cent de thuyauls de terre pour encommencer les fontaines de ceste ville de Nantes. Je n'en peut fournir de notonnyers pour mener lesdicts thuyaults, parce que la ryvière de Loyre elle est si basse qu'elle ne peult navyguer et ne peult porter aulcune marchandise, au moyen de quoy les notonnyers en demande des pris plus de quatre fois qu'y n'en eschet, qu'y est la cause de mon retardement, et suys de présent an entendent des bastault que l'on racoutre en sept ville de Tours pour aller au sel. Les notonnyers à qu'y sont lesdicts bastault m'ont promis de mener un certain nombre de syment en leurs dicts bastault, et espoire de descendre quant et ledit syment, qu'y sera le plus bref qu'y me sera possible. Je ne serois en commencer ladicte besoigne sy je n'avois du syment ; partant, Messieurs, il vous plaira de m'essecuser en set endroy qu'y sera fin de ma lectre, pryant Dieu le Créateur vous donner bonne et longue vie.

» De Tours, ce 21^e jour d'Aoult 1568. Le tout vostre serviteur à james. — Cardin de Vallence, fontaynier (1).»

L'entrepreneur vint à Nantes peu de temps après et, sur ses instances, la Ville prit quelques mesures pour lever le restant de la taxe qui avait été mise sur les habitants pour cet ouvrage, afin que le fonds en étant fait, on pût travailler (2). Ce dessein ne fut point exécuté et le fontainier retourna dans son pays. Deux ans plus tard, on parlait encore du projet, puisque dans une

(1) TRAVERS, II, 394.

(2) *Ibidem*.

lettre du 2 juillet 1570, écrite à Messieurs de Nantes, Cardin de Vallence s'excuse de nouveau du retard qu'il a apporté à remplir sa promesse. Quoique toujours malade depuis son départ de Nantes, il a été obligé, dit-il, « par le commandement du Roy, de la Royne et de Monseigneur frère du Roy, d'aller besongner à ung château nommé Chenonceau (1). » Il comptait se faire mener prochainement à Nantes en bateau.

Une certaine quantité de tuyaux arriva à Nantes. La Ville ne pouvant plus les utiliser, ils restèrent déposés à Richebourg, dans les greniers du sieur de Saint-Lorans, chanoine (2).

En 1579, François Myron de Villeneuve étant maire, la Ville étudia encore les moyens de faire couler la fontaine de la Rouaudière au dedans de la cité. Vu la difficulté, on fit venir un ingénieur, chargé d'examiner si la chose était possible. Le 19 juin, il est ordonné au miseur de « faire accoustrer pour le lendemain le disner à l'auberge du *Plat d'Etain* du Marchix, tant pour M. le Maire que plusieurs aultres qui iront avec un ingénieulx affin de nyveller la fontaine de la Rouaudière et trouver moyen de la faire fluer par sources et canaulx en ceste ville et y estre faict fontaines (3). »

Cette tentative demeura également sans résultat.

La Ville se résignait avec peine à abandonner une entreprise aussi utile et, en 1587, elle s'entendit avec le duc de Mercœur pour chercher le moyen de faire des fontaines publiques. Nous trouvons la preuve de ce fait dans le compte du Miseur, années 1586 à 1589. Un article de ce compte porte, en effet, ce qui suit :

« A M^e François de Bodieu, sieur des Courants, grand vicaire de Monsieur l'Evesque de Nantes, 10 esculz sol, à luy ordonnés pour son remboursement de pareille somme, par luy payés à un ingénieur qu'il

(1) *Archives Municipales de Nantes*, DD 323.

(2) *Ibidem*, BB 15.

(3) *Archives Municipales de Nantes*, BB 15.

auroit fait venir exprès du commandement de Monsieur le Gouverneur en ceste ville, pour trouver invention de faire des fontaines, pour la commodité dudict sieur et des habitants d'icelle, pour les frais qu'il auroit convenu faire pour ledict ingénieur (1). »

Cette troisième et dernière tentative eut le sort des précédentes. Elle ne fait que confirmer la difficulté, pour cette époque, de l'exécution d'un projet consistant à conduire l'eau de la fontaine de la Rouaudière, située sur les Hauts-Pavés, auprès de Saint-Similien, par le Marchix, de lui donner cours à travers les fossés de la Ville ou des marais joignant la rivière d'Erdre et enfin de la faire couler à l'intérieur de la cité.

Les Fontaines épuratoires de Caillault l'ainé dans les douves du Château

(1788-1789)

Après les trois tentatives successives faites au XVI^e siècle dans le but d'avoir, pour le service public, des fontaines de bonne eau amenée des Hauts-Pavés par des canaux, on se borna à déclarer par la suite que l'eau de la Loire était suffisante (2). Cette eau est saine en elle-même, sans doute, mais pour la distribuer il est nécessaire de la prendre là où elle est pure, ce dont ne se préoccupaient guère les porteurs d'eau.

En 1720, un échevin annonce à la Communauté de Nantes « que lors de la visite qu'il fit dernièrement sur le port Maillard, il a observé que des particuliers ont mis dans la rivière quelques parties de fumiers qui ne peuvent manquer d'infecter et de corrompre l'eau, si l'on continue de la laisser croupir, parce que c'est ordinairement à l'entrée dudict port que les porteurs d'eau vont puiser celle qu'ils distribuent dans la ville (3). »

(1) *Archives Munic. de Nantes*, CC 127.

(2) TRAVERS, II, 568.

(3) *Archives Mun. de Nantes*, BB 92.

Le 23 juin 1785, sur la plainte de quelques médecins, le Siège Royal de la police de Nantes fait « expresses défenses aux porteurs d'eau d'en puiser à l'avenir, comme cela se pratiquait alors, le long des quais depuis et compris le port Maillard jusqu'au Sanitat, et le long des quais de l'île Feydeau, leur permet seulement d'en puiser à l'éperon de la nouvelle poissonnerie, au bout de la grève de l'île Feydeau et autres endroits que ceux ci-dessus prohibés (1). »

Enfin, quelques esprits éclairés et entreprenants qui avaient rapporté de leurs voyages à l'étranger, principalement en Angleterre, le goût des innovations pouvant procurer plus de bien-être, cherchèrent les moyens d'améliorer cette situation si contraire à l'hygiène et à la santé des habitants.

A la fin de mars 1788, un négociant de Nantes, Caillault l'aîné, envoya au Contrôleur général un mémoire, accompagné d'un plan, pour solliciter du Gouvernement la concession, dans les dépendances du Château, d'un emplacement susceptible de recevoir de l'eau douce et claire, malgré les marées journalières et les débordements de la Loire.

Dans ce mémoire (2), Caillault nous apprend que les gens riches avaient chez eux de très grands vases faits pour contenir et laisser déposer leur provision d'eau d'un ou deux mois. Par ce moyen, ils avaient de l'eau qui leur semblait passable, même dans la saison des inondations. Néanmoins, ils n'étaient pas exempts de boire de l'eau impure, parce que les porteurs d'eau trouvaient si court l'intervalle séparant les deux marées que souvent ils prolongeaient ou devançaient de beaucoup trop le temps pendant lequel l'eau devait se ramasser.

(1) *Archives Munic. de Nantes*, FF 99.

(2) *Archives départementales de la Loire-Inférieure*, C 320. — Copie du Mémoire remis au Contrôleur Général vers la fin de mars 1788, par Caillault l'aîné, négociant de Nantes.

Caillault demandait la jouissance de la partie des fossés longeant la Loire, depuis Richebourg jusqu'à l'endroit où il y a une arcade d'environ cinq pieds de haut sur quatre pieds de large, pratiquée exprès pour remplir les fossés d'eau à volonté. Cette partie des fossés, que l'on aurait approfondie d'une ou deux toises au-dessous du niveau ordinaire des eaux, était destinée à former un réservoir pour y introduire une grande quantité d'eau dans l'intervalle des marées, au moyen d'une écluse restant ouverte dans le jour l'instant seulement de remplir les bassins à l'heure de la basse mer.

Ces bassins devaient être disposés de façon que l'épuration de l'eau s'opérât en quelque sorte d'elle-même. Des pompes mises en mouvement par une machine hydraulique aspireraient l'eau épurée du dernier bassin et la feraient monter dans un vaste réservoir installé sur le terre-plein du bastion de Mercœur, d'où elle descendrait, épurée de nouveau, par des canaux dans une grande cour établie au milieu d'un bâtiment que l'on se proposait de construire sur la petite place d'armes située à l'entrée des fossés. C'est de cette cour que les marchands d'eau partiraient pour aller la vendre dans toute la ville, en attendant qu'on pût poser des canaux souterrains et la distribuer d'une manière plus prompte et plus économique (1).

Cette eau, « toujours claire, exempte de marée », pouvait être livrée deux liards la voie aux porteurs d'eau ; et, en reconnaissance de la concession du terrain et du privilège accordé par le Roi, elle devait être fournie gratis pour les incendies, le Château et l'Hôtel-Dieu. De plus, afin de dédommager les invalides qui récoltaient quelques légumes dans les fossés, Caillault s'engageait à faire au Corps des Invalides une rente de 200 livres par an (2).

(1) *Archives municipales de Nantes*, DD 323. — Lettre écrite de Paris, le 10 décembre 1789, par Caillault l'aîné, aux Maire et Officiers municipaux de Nantes.

(2) *Archives départ. de la Loire-Inférieure*, C 320. — Copie du Mémoire remis au Contrôleur Général.

C'est un an après en avoir formulé la demande que Caillault obtint du Roi la jouissance des douves du Château à l'effet d'y établir des fontaines épuratoires. On se disposait alors à l'ouverture des Etats-Généraux et le projet de notre concitoyen, oublié, se ressentit des grandes occupations du Gouvernement. La tranquillité paraissant succéder à la réunion des ordres et aux scènes sanglantes dont elle avait été précédée, l'incitèrent à se rendre à Paris avec Fellonneau, au mois d'août 1789, sur l'invitation d'un comité composé de négociants nantais et qu'il avait réussi à former.

Caillault, averti par le Directeur des Domaines de Nantes, n'ignorait pas que le Corps d'artillerie était fort mécontent de lui abandonner le terrain dont il avait obtenu la jouissance et que M. de Sabrevois, dans la vue de favoriser ses projets particuliers sur le Château, était décidé à lui susciter toutes sortes de difficultés. Croyant à l'insuffisance de la concession qui lui avait été faite et aux dangers auxquels elle l'exposait, il s'attacha à obtenir l'accensement de ce terrain et du bastion de Mercœur. Dans ce but, il sollicita l'appui de la Municipalité auprès de l'Intendant, qui lui était favorable. « Ce magistrat, dit-il, pense que le Château de Nantes sera l'un des premiers dont la vente prochaine servira à acquitter les dettes pressantes de l'Etat. Il est donc important de prévenir le Décret qui ordonnera cette vente et de s'assurer d'une concession qui n'éprouvera plus de difficultés, si vous jugez à propos d'appuyer ma demande (1). » En même temps, il s'adressa au comte de Brienne, ministre de la Guerre, et renouvela sa soumission de payer pour l'emplacement qui lui était nécessaire dans les fossés du Château, une rente de 200 livres, payable en grains, à raison de 18 deniers la livre, ladite redevance comportant lods et ventes aux mutations (2).

(1) *Archives munic. de Nantes*, DD 323.

(2) *Archives départ. de la Loire-Inférieure*, C 320.

Au début de ses démarches pour procurer à ses concitoyens de l'eau plus potable, Caillault avait fait la connaissance d'un sieur de Charancourt avec lequel il comptait s'associer dans l'idée d'augmenter ses chances de mener à bien son entreprise. Celui-ci avait été autorisé à établir à Paris, par arrêt du Conseil du 8 mai 1782, des fontaines épuratoires de son invention pour lesquelles il avait obtenu un privilège exclusif. S'étant brouillé avec Caillault, il conclut contre lui à ce qu'il lui fût fait défenses de procéder à l'épuration des eaux par l'emploi du sable et les procédés lui appartenant. Le 8 septembre 1788, il avait écrit à l'Intendant pour avoir la permission d'édifier à Nantes des fontaines à l'instar de celles qu'il avait été autorisé à installer à Paris. La requête de M. de Charancourt ne fut pas prise en considération par les Officiers municipaux consultés et les inculpations injurieuses portées contre Caillault furent reconnues non fondées (1).

La Machine hydraulique de Wex à la Madeleine (1788-1789)

Frappé des inconvénients que présentait le puisage de l'eau devant le port Maillard, suivant le projet de Caillault, un sieur T. Wex, dans un mémoire, daté du 3 juin 1788, proposa à la Municipalité la création d'un autre système de fontaines publiques au double point de vue de la santé des citoyens et de l'embellissement de la Ville (2).

C'est une vérité reconnue de tout le monde, dit-il, que les eaux corrompues par des molécules fétides sont la plus grande cause de toutes les maladies putrides. Les riches peuvent éviter ces maladies en faisant dépurer

(1) *Archives départ. de la Loire-Inférieure*, C 320.

(2) *Archives munic. de Nantes*, DD 323. — Projet de fontaines publiques et d'assurances d'incendies pour la Ville de Nantes, par T. Wex, 3 juin 1788.

dans des urnes l'eau puisée à marée basse à la prairie de la Madeleine, mais cette foule d'ouvriers, d'artisans, de marchands et la plus grande et la plus utile partie des citoyens n'a pas la commodité, ni la place, ni le moyen de faire un dépôt d'eau ; on la leur porte en tout temps puisée souvent à côté d'un cloaque et de lavandières ; ils la boivent de suite ; c'est un vrai poison qui ruine leur santé.

Il conseillait de prendre l'eau de la Loire, pour la distribuer dans tous les quartiers de la Ville, tout au haut de la prairie de la Madeleine, parce que de ce point jusqu'à Oudon et même jusqu'à Ancenis, il n'y a point d'habitations assez nombreuses pour que leurs immondices soient capables de corrompre les eaux de la rivière, et celles de ces deux villes se décomposent avant d'arriver à Nantes. Alors, elles deviennent des corpuscules *neutres*, c'est-à-dire qu'elles n'agissent plus sur l'économie animale.

A l'endroit choisi pour le puisage, Wex installait un bassin divisé en trois couloirs par lesquels l'eau subissait un épurement graduel. Ce bassin eût été construit de manière que les eaux de marée et des débordements n'y pussent entrer. Une machine hydraulique, établie à l'extrémité est de la prairie et dont il avait donné la description, devait lancer les eaux dans un réservoir général sur la place Bretagne, attendu que ce lieu lui paraissait le plus élevé de la Ville. De là, les gros tuyaux conduisaient l'eau au Pilon, où il y aurait eu une fontaine, à la place Saint-Pierre et au Cours, où une fontaine était édiflée soit sur cette place, soit entre les deux promenades des Cours. Un autre tronc partant du réservoir central portait les eaux à la place Graslin, à celle de Saint-Nicolas, au Port-au-Vin et jusqu'à l'entrée de la rue de Launay, en suivant le quai de la Fosse ; dans chacun de ces lieux, était prévue l'érection d'une fontaine. A ces gros tuyaux en étaient adaptés de plus petits qui, formant des ramifications, desservaient les rues de chaque quartier.

Un puissant motif, fait observer Wex, pour déterminer la Ville à exécuter ce projet, c'est la promptitude avec laquelle on éteindra les incendies, par le moyen des robinets ajustés à petite distance les uns des autres aux tuyaux qui conduisent l'eau dans les divers quartiers de la Ville ; c'est aussi la facilité des manches adaptées aux robinets versant l'eau dans les bassins des pompes à incendie placées auprès des maisons incendiées.

La dépense étant considérable en tuyaux, il avait calculé qu'elle se réduirait au quart, si le Gouvernement voulait bien favoriser cet utile établissement en accordant à la Ville la façon gratuite des tuyaux dans la fonderie royale d'Indret et si des particuliers, armateurs ou négociants, par amour du bien public, lui donnaient de vieux canons, de vieux pierriers, en un mot toutes sortes de vieilles fontes.

Pour l'exploitation du service, Wex engageait la Ville de donner à bail la vente des eaux, « parce que cette espèce de trafic paraît blesser sa dignité. » Il ajoutait que, si cependant il était de son intérêt de le faire, elle pourrait avoir un fermier simulé ayant la régie apparente de cette partie.

Autres projets jusqu'à l'établissement définitif du Service d'eau.

(1806-1856)

Aucune solution satisfaisante ne pouvant aboutir pour l'aménagement des eaux et leur distribution dans chaque quartier, tous les ans la Mairie renouvelait ses ordonnances à l'effet d'empêcher les porteurs d'eau de puiser dans certaines parties des rives du fleuve l'eau infectieuse qu'ils vendaient aux habitants. Malgré ces défenses, quelques marchands d'eau qui avaient pris l'habitude d'en aller puiser dans des bateaux, auprès des îles, en face de la Fosse, remplissaient souvent leurs barriques près des toucs afin de se donner moins de

peine. On en voyait tous les jours quelques-uns qui puisaient l'eau auprès des bains publics et même au-dessous des robinets de vidange de ces établissements.

Dans le public, on ne faisait pas plus de cas des ordonnances municipales qui montraient les dangers de boire de l'eau de Loire à toutes les époques de l'année. Cette situation ne laissait pas d'ailleurs de préoccuper beaucoup les gens soucieux de la santé publique.

A la fin de 1806, un sieur Jamont, demeurant rue Grétry, 1, remit à la Mairie Bertrand-Geslin le prospectus d'une machine hydraulique qu'il avait l'intention d'établir, à son compte, à l'Île Gloriette, pour filtrer et clarifier les eaux de la Loire (1). En retour de l'autorisation qui lui fut accordée, il offrait de faire conduire, dans n'importe quel quartier de la Ville où un incendie pourrait se déclarer, vingt voitures chargées chacune d'une pièce de trois barriques d'eau. Le Maire se réservait le droit de faire analyser l'eau filtrée par le pétitionnaire, afin de s'assurer qu'elle était purgée de toutes qualités malfaisantes et qu'elle avait conservé toutes celles la constituant pure et salubre (2).

Le 9 janvier 1807, un nommé Riou présenta à la Municipalité un projet plus complet comprenant l'établissement d'une filtration publique des eaux et leur distribution, par canalisations, pour l'usage des habitants de Nantes.

Après examen des appareils disposés par l'exposant en vue d'un essai, la Société des Sciences et des Arts, dans un rapport signé Dabit, Darbefeuille, Treluyer et Dubochet, déclara :

1^o Que le filtre dont elle avait fait l'épreuve ne pouvait être placé plus avantageusement que sur le quai du Château, au-dessus des aqueducs et égouts de la

(1) *Prospectus d'une machine hydraulique qui doit être établie à Nantes, île Gloriette.* — A Nantes, de l'imprimerie P.-F. Hérault. (*Archives Municipales de Nantes*).

(2) *Archives municipales de Nantes, Registre des Arrêtés.*

Ville, ce quai étant opposé directement au courant rapide et profond descendant du canal Saint-Félix sur un fond de sable ;

2° Que les procédés annoncés par Riou devaient procurer une clarification et une dépuración complète des eaux et en séparer entièrement les impuretés et immondices de toute espèce, transportées par les eaux dans le mouvement alternatif du flux et reflux des marées ;

3° Qu'il était indispensable de disposer les tuyaux d'aspiration de la pompe de manière à puiser l'eau à vingt pieds de la rive et à trois pieds de profondeur au moins ; d'exclure le cuivre et ses alliages de tous les robinets et ajutages, les tuyaux secondaires pouvant être composés de plomb.

Le Maire accorda l'autorisation d'installer les filtres sur le terrain le plus convenable bordant la Loire, aux environs du Château, et promit de protéger l'établissement à condition que Riou fournît et fit conduire, à ses frais, sur les lieux d'incendies, toute l'eau nécessaire à l'extinction du feu, dans tels quartiers de la Ville où il se manifesterait.

Le sieur Riou avait à peine terminé l'installation de ses filtres qu'il abandonna, nous ne savons pourquoi, son entreprise. C'est alors que, le 12 septembre de la même année, la Société Bradanne aîné et Compagnie soumit à la Mairie son projet d'un filtre public alimenté par le moyen d'une machine hydraulique, au même endroit.

L'autorisation fut accordée dans des conditions à peu près identiques à cette Société qui s'engagea à fournir et à conduire l'eau pour éteindre le feu et à tenir, en conséquence, chaque fois, toutes les futailles remplies d'eau et ses chevaux à portée d'être attelés aux voitures dans le local même de son établissement, sans être obligée de les conduire préalablement sur la place du Port-au-Vin; ainsi que cela avait été exigé précédemment.

Il fut permis à la Compagnie de construire le puits et le canal jusqu'à la rivière et d'élever en tuffeaux bruts la bâtisse qui devait mettre ses filtres à l'abri et servir d'écurie à ses chevaux. Cette construction, qui a disparu depuis longtemps, occupait quinze mètres de façade sur la rue Simoneau (1) et treize mètres du côté de la Loire (2).

Cette installation était bien défectueuse et la plus grande partie de la population de Nantes en fut réduite encore de longues années à l'usage des puits publics et particuliers, heureusement fort nombreux dans la Ville. Les guerres de l'Empire et le peu de stabilité des Gouvernements d'alors ne permirent pas à d'autres projets de voir le jour de l'exécution avant l'année 1833. A cette époque, chacun était libre de prendre l'eau où bon lui semblait et deux entreprises assez bien conduites, l'une située auprès du Château et l'autre à la Madeleine, distribuaient l'eau dans toute la Ville au moyen de vingt-quatre voitures attelées chacune d'un cheval. Plusieurs porteurs d'eau et quelques particuliers en transportaient également de la même façon.

L'établissement le mieux installé était celui de la Madeleine, exploité par M. Vidie, sur le bras de Loire recevant peu d'égouts et où les eaux pluviales, vu le faible versant de cette côte à peine habitée en ce temps, charriaient le moins d'immondices. L'eau, élevée d'abord dans six réservoirs en bois, d'une contenance de quarante-cinq à cinquante barriques, où on la laissait déposer quelque temps, s'écoulait ensuite, par de nombreux robinets, dans des caisses en bois, garnies d'une couche épaisse de sable et de charbon pulvérisé, à travers de laquelle elle se filtrait, pour de là être dirigée par des dalles et des canaux en bois dans le réservoir

(1) La rue Simoneau porte aujourd'hui le nom de rue des Etats.

(2) *Archives munic. de Nantes*, Registre des Arrêtés.

commun, d'où elle était puisée pour la consommation. L'eau provenant de cet établissement était plus pure que celle vendue au Château, où l'étier de Richébourg déversait ses eaux boueuses, où celles du canal de l'Erdre étaient refoûlées par les marées et où les eaux des douves du Château s'imprégnaient du suc des plantes vénéneuses et malfaisantes qui y poussaient en grande quantité (1).

Des recherches faites dans les registres municipaux nous apprennent que, le 15 février 1833, le Conseil Municipal autorisa un sieur Constant à construire sur la place Neptune, dans l'axe de la rotonde de la Poissonnerie, une machine hydraulique, destinée à élever l'eau et à en fournir au public et aux porteurs d'eau qui venaient à la cale de la Poissonnerie y faire leur provision. Constant avait aussi l'intention de placer des canalisations souterraines devant alimenter des bornes-fontaines dans les divers quartiers.

Ce projet avait déjà reçu un commencement d'exécution, mais son auteur s'étant vu refuser par le Ministre la sanction des conventions qu'il avait faites avec l'Administration municipale, relativement à l'érection, sur la place Neptune, de réservoirs et d'une cheminée octogonale de cent vingt pieds d'élévation pour donner issue à la fumée de l'usine, il forma, en 1836, une nouvelle demande. Il s'agissait cette fois d'établir des conduites souterraines pour distribuer les eaux de deux vastes réservoirs que la Compagnie, dont il était le représentant, projetait de faire construire au bas de la Loire. Le Conseil vota l'ajournement de cette offre et, en même temps, pria le Maire de faire annoncer par la voie des journaux de Nantes et de Paris que la Municipalité était prête à examiner toute proposition pouvant lui être faite en vue d'une distribution d'eau dans tous les quartiers de la Ville.

(1) *Rapport du Conseil Central de salubrité sur l'établissement d'eau filtrée de M. Vidie.* — Nantes, imprimerie V. Mangin.

Le 10 mai 1836, le Conseil Municipal vote le principe d'un service d'eau par entreprise particulière et offrant le triple avantage :

1° De fontaines monumentales contribuant à l'embellissement de la Ville et constituant la partie artistique du projet ;

2° De bornes-fontaines placées principalement dans les quartiers populeux et fournissant gratuitement l'eau à la classe pauvre ;

3° D'une distribution bien entendue d'eau à domicile, moyennant un prix indiqué et procurant un nouveau moyen de bien-être dans les ménages.

Dans sa réunion du 20 février 1837, le Conseil décide d'accorder des primes de 3000, 2000 et 1000 francs aux auteurs des trois meilleurs projets qui seraient présentés à la Ville pour la création d'un service public d'eau de Loire. Un an après, le 1^{er} février 1838, la même assemblée adopte le projet de l'ingénieur Jégou qui reçut la prime de 3000 francs.

Bien que très urgent et l'objet de tous les vœux, ce projet ne fut pas réalisé de sitôt et il eut à subir de nombreuses critiques, bien peu justifiées pour la plupart. C'est ainsi que le Conseil Général des Ponts et Chaussées exprima l'avis d'établir la machine hydraulique en tête de l'île Feydeau pour avoir les eaux les plus pures, de ne pas filtrer ces eaux, de réduire au strict minimum les fontaines monumentales, de ne pas concéder à une Compagnie la distribution des eaux, etc.

Enfin, le projet ayant été définitivement approuvé en janvier 1853, les travaux commencèrent sans retard et la Compagnie, qui avait obtenu la concession, commença à livrer l'eau à ses premiers abonnés dans le courant de juin 1856. Nous ajouterons, pour être complet, que la mise en train officielle du Service d'eau date du 10 novembre 1856.

**Projet de Fontaine
sur la place du Port-Communeau
(1765-1835)**

En exécutant les travaux de prolongement de la Route de Rennes, entre le Gué-Moreau et le Port-Communeau, on découvrit, l'année 1764, la source qui alimente encore la petite fontaine adossée à la façade de la Maison Vuillemin-Didion, vis-à-vis l'hôtel du Pélican (1). Le 31 janvier 1765, le Bureau prit à cette occasion la délibération suivante :

« Et, comme à l'entrée de la Route de Rennes et sur la partie appartenant à la demoiselle Curateau, il a été découvert une source dont les eaux sont excellentes et coulent toujours, le sieur Ceineray aura attention de la conserver et de la conduire dans le mur qui sera fait dans cette partie ; il y fera un petit regard et une cuvette pour la recevoir. Il est d'autant plus nécessaire de la conserver pour le public, que les eaux de l'Erdre ne sont pas bonnes à boire. Cette dépense, plus agréable et plus utile, sera moindre que de faire un aqueduc sur le chemin pour conduire l'eau de cette source à la rivière (2). »

En 1808, on pensa pour la première fois à orner d'une fontaine la place de la Concorde, actuellement place du Port-Communeau, en utilisant les eaux de sources de la Route de Rennes, mais ce projet ne reçut même pas un commencement d'exécution. On y revint en 1820 sur la proposition d'un particulier qui avait demandé l'autorisation de capter ces eaux pour les vendre au public. L'Administration municipale ajourna sa réponse, ne voulant prendre aucun engagement qui pût dans l'avenir s'opposer à l'établissement de la fon-

(1) Cette fontaine a été supprimée, en avril 1910, par mesure d'hygiène.

(2) *Archives municipales de Nantes*, BB 98.

taine projetée. Elle fit connaître sa décision dans les termes suivants :

« Vu la pétition par laquelle M. Pradeau fils, sollicite de M. le Préfet l'autorisation de recueillir les eaux des sources qui sortent sur la route de Rennes, en face de l'ancien jardin de Tivoli (1) pour les clarifier, distribuer et vendre à son profit dans l'étendue de cette ville ;

» Considérant que l'intention de l'Administration municipale est de faire servir les ressources en question à l'établissement d'une fontaine publique reconnue de la plus grande utilité sur la place du Port-Communeau, à l'effet de procurer de l'eau à tout un quartier populeux éloigné de la Loire et privé conséquemment d'eaux de bonne qualité ; que déjà le Conseil municipal en a exprimé le vœu verbalement dans plusieurs occasions ; qu'un tel établissement qui n'aura qu'un objet d'utilité pour but, peut être fait à peu de frais et très prochainement ; et que jusqu'à ce qu'un parti définitif ait été adopté à cet égard, il ne peut être autorisé aucunes dispositions antérieures sur l'emploi des eaux en question, parce qu'elles pourraient contrarier les intentions de l'Administration ;

» Est en conséquence d'avis qu'il soit tardé à délibérer et statuer sur la demande de M. Pradeau, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur l'établissement de la fontaine en question (2). »

(1) La grande et belle tenue qui existait entre la rue de Bel-Air et la route de Rennes devint, au commencement du XVIII^e siècle, un lieu de rendez-vous et de fêtes publiques. En 1800, le citoyen Bourgeois y installa un établissement auquel il donna le nom de *Jardin français* et qui acquit un grand renom dans notre ville, par son aménagement pittoresque, les illuminations des charmilles et les feux d'artifice terminant chaque soirée. Appelé aussi le *Jardin de Tivoli*, l'établissement disparut vers 1810. C'est dans cette propriété que la congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes avait fait construire le collège qui vient de disparaître.

(2) *Archives munic. de Nantes.* — Registre des Arrêtés, 23 septembre 1820.

Ce projet de fontaine fut repris en 1829. Un plan présenté par M. Théodore Nau, jeune architecte nantais, fut soumis à l'examen d'une Commission composée de MM. Molchmeth, Cottin de Melleville et Ogée, père. Le rapport de la Commission, rédigé par Ogée, a été publié dans le *Lycée Armoricaïn* de l'année 1829. La prise d'eau devait être sur la route de Rennes, où l'on voyait à cette époque deux sources à découvert, peu distantes entre elles et séparées par la route. Le bassin de ces sources, dit une notice présentée à la Société Académique le 27 novembre 1828, par M. Thomas, Louis, considérées alors comme très abondantes, serait élevé de 8 m. 76 c. au-dessus du pavé du Port-Communeau. Un conduit souterrain, formé par des tuyaux en fer fondu, devait composer toute la canalisation.

La fontaine de M. Nau, se dressant au centre de la place, devait être de forme octogonale avec quatre grands et quatre petits côtés. Une vasque de trente pieds de largeur, posée sur un socle de trois marches, devait recevoir, par douze bouches, les eaux de quatre coupes demi-circulaires élevées sur leurs tiges et appliquées aux grands côtés de la fontaine qui aurait atteint trente-deux pieds de hauteur. La frise régnant sur les grands côtés était destinée à quatre inscriptions au-dessous desquelles auraient été appliqués des reliefs symboliques (1).

Ce projet fut abandonné à cause de l'état précaire des sources dont la durée était subordonnée à celle des rochers d'où elles provenaient et qui pouvaient disparaître d'un moment à l'autre.

En 1835, le Conseil municipal vota la construction d'une fontaine monumentale sur la place du Port-Communeau. Inutile de dire que ce vote demeura sans effet.

(1) *Rapport sur un projet de Fontaine publique à établir à Nantes sur la place du Port-Communeau*, par Ogée père. — Nantes, Mellinet-Malassis, 1829.

Projet de Fontaine sur la place Bretagne

(1860-1861)

On connaît la légende ou plutôt l'histoire qui se rattache à l'ancienne fontaine de la cour Sainte-Marie, auprès de la place Bretagne. Elle rappelle le souvenir du héros qui est regardé par tous les historiens de la Bretagne comme le second fondateur de notre ville. La Ville de Nantes, depuis près de trente ans, était déserte et sans habitants ; les Normands, qui en avaient chassé la population, campaient sur les bords de la Loire et dans les îles de ce fleuve. Enfin, vers 936, Alain-Barbe-Torte, qui avait déjà vaincu les Normands à Saint-Brieuc, marcha sur Nantes où il y avait un grand nombre de ces ennemis. Repoussé d'abord vers les terrains de la Prée-Nian, occupés aujourd'hui par les rues d'Orléans, Sainte-Catherine, Saint-Nicolas et la place Royale, il dut se retirer sur le côteau qui fut appelé longtemps la motte Saint-Nicolas. Voici comment Le Baud raconte le fait :

« . . . Et chevaucha jusques à icelle cité, où il les trouva logez au pré Saint-Aignan en grande multitude. Si combattit Allain contre eux : mais les Normans prisans peu sa force le chassèrent jusques à la sommité de la montagne où Allain résidant, grandement las et travaillé, souffrant soif merveilleuse, commença à plorer grièvement, et par humbles prières appeller l'aide de la Beoïste Vierge Marie, mère de nostre Seigneur, qu'elle luy daignast ouvrir une fontaine d'eau, dont luy et les Chevaliers abreuvez reprinsent leurs forces. Lesquelles prières oyés par la Vierge Marie, elle luy ouvrit à son vouloir une fontaine, qui encore est appelée *la fontaine Sainte-Marie*, de laquelle luy et les siens suffisamment rafraichis et recreez reconnurent leur vertu et retournèrent vaillants à la bataille. Si assaillirent fermement les Normans, et leur

résistans aigrement les occirent et detrachèrent, fors ceux qui s'enfuirent : lesquels grandement espouvantez descendirent nageants par le fleuve de Loire, et s'en allèrent. . . ».

Cette légende a inspiré le statuaire nantais Amédée Ménard qui a reproduit le héros dans une pose remarquable de noblesse. Cette statue se trouve aujourd'hui au bas du grand escalier de la Préfecture.

On ignore généralement que vers 1860 il fut sérieusement question d'ériger sur la place Bretagne une fontaine historique, à la mémoire d'Alain Barbe-Torte. L'auteur de ce projet était Amédée Ménard qui s'en ouvrit au Maire de Nantes, par la lettre suivante datée du 25 septembre 1860 :

« Depuis que j'exerce la profession d'artiste à Nantes, j'ai toujours entendu regretter qu'aucun des monuments de notre pays ne rappelât la mémoire du duc Alain Barbe-Torte, qui est à juste titre regardé par nos historiens de Bretagne comme le second fondateur de notre ville.

» Pénétré de cette idée, il y a au moins quinze ans que je m'occupe de ce sujet pour lequel j'ai déjà fait de nombreuses esquisses en sculpture : c'est dans l'endroit où se trouve maintenant la place Bretagne que se passa le combat victorieux, qui, dans l'année 936, rendit ce jeune duc breton, le libérateur de notre pays et le réédificateur de notre ville dans laquelle il régna vingt-huit ans.

» Au moment, Monsieur le Maire, où cette place Bretagne vient de recevoir une décoration de nivellement et de trottoirs, au moment aussi où vont, dit-on, disparaître les vieux puits du Marchix, je viens vous demander si vous voudriez me permettre de vous présenter un projet de fontaine pour cette place ; ce monument, dans lequel je représente le duc Alain Barbe-Torte rendant grâces à Dieu de sa victoire, pourrait se faire très probablement à fort peu de frais

et rappeler, en même temps que le souvenir d'un de nos glorieux ancêtres, celui de la miraculeuse fontaine Sainte-Marie que, dit la chronique, la vierge Marie fit sourdre à la prière du héros pour le désaltérer, lui et les siens, dans le combat où, sans ce secours, ils allaient expirer de soif.

» Cette fontaine servant de piédestal à la statue, placée au milieu de la place Bretagne, serait formée de plusieurs blocs de rochers, bruts, superposés au milieu desquels on placerait un tuyau qui pourrait donner de l'eau des quatre côtés en filtrant et jaillissant entre les rochers.

» La statue pourrait être en fonte de fer ou en granit de Bretagne (1) ».

Amédée Ménard joignit à sa lettre un dessin à l'aquarelle représentant son projet vu de face, d'après une esquisse en sculpture pour laquelle il avait reproduit le même personnage de trois manières différentes. Son devis, y compris la statue en fonte de fer de 3^m 50 de hauteur, s'élevait à 14.200 francs.

Appelé à examiner ce projet, M. Driollet, architecte en chef de la Ville, trouva que l'amas de rochers « prétentieusement élevés » nuisaient à l'aspect de la figure principale et que tous les filets d'eau en sortant ne seraient d'aucun effet. Il fit part de ses observations à Ménard qui s'empressa de faire une nouvelle esquisse sur laquelle la figure s'élevait sur un simple dolmen d'où s'échappait des nappes d'eau.

Driollet estimait, en outre, que l'emplacement était mal choisi, trop rapproché de la fontaine monumentale projetée sur la place Royale et qu'il conviendrait mieux de placer une nouvelle fontaine sur la place de la Duchesse-Anne, « qui deviendrait ainsi, avec les deux statues qui décorent la montée des Cours, celles du duc Arthur III et d'Anne de Bretagne, le

(1) *Archives municipales de Nantes*, N³.

Panthéon des grandes illustrations historiques de notre Bretagne. Sur cet emplacement, ajoutait-il, les effets hydrauliques seraient aussi très faciles (1) ».

Ne recevant pas une réponse favorable et étant obligé de retourner dans son atelier le modèle de la statue d'Alain qui avait fait partie de l'Exposition de Nantes, Amédée Ménard écrivit au Maire, Ferdinand Favre, le 12 novembre 1861, une lettre dans laquelle il regrette amèrement de s'être fixé dans sa ville natale où, dit-il, il est impossible pour un artiste de se créer une position même ordinaire. Voici cette lettre :

« Si la Mairie de Nantes ne peut donner immédiatement suite à l'édification de la fontaine en question, que chacun approuve et désire, qu'au moins les frais occasionnés par cette statue ne me restent pas personnellement à charge, à moi qui, déjà par ma position d'artiste nantais, membre de la Commission de l'Exposition, me suis trouvé privé, par cette circonstance, de l'avantage du concours.

» Cette statue colossale, faite exprès pour l'Exposition de Nantes, va entraver maintenant la plus grande partie de mon atelier. Si l'Administration municipale sanctionnait ma demande, elle pourrait plus tard utiliser ce modèle lui appartenant, en le faisant couler en fonte de fer ou en bronze, soit comme couronnement d'une fontaine, soit comme statue historique dans le genre de celle de Cambronno. En attendant toute décision, cette statue pourrait être placée au Musée Archéologique où elle figurerait comme la représentation d'un de nos plus glorieux ancêtres, le fondateur de notre ville, dont aucun monument commémoratif ne retrace encore la mémoire.

» Il est si difficile pour un artiste de pouvoir se créer à Nantes une position même ordinaire, que je crois, Monsieur le Maire, avoir quelque droit à votre bien-

(1) *Arch. munic. de Nantes*, N 3.

veillance habituelle en cette occasion, car, contrairement à ce qu'ont fait presque tous les statuaires nantais, mes prédécesseurs, je me suis fixé dans ma ville natale, après mes études faites à Paris, où j'aurais pu, si j'y étais retourné, me créer depuis longtemps, comme mes anciens compagnons d'étude, une position bien différente (1) ».

Une pétition, signée des principaux habitants de la place Bretagne et appuyée par l'évêque de Nantes, M^{gr} Fournier, réclama instamment l'érection sur cette place de la fontaine historique proposée par Amédée Ménard. La Municipalité dut refuser de prendre cette demande en considération, par la raison que le Conseil Municipal avait accepté, non sans peine d'ailleurs, le projet depuis longtemps formé de fontaine monumentale sur la place Royale.

La Fontaine de la Place Royale

(1791-1865)

Lorsqu'en 1857, le Conseil Municipal de Nantes accepta, après de nombreuses critiques, l'érection d'une fontaine monumentale sur la place Royale, ce n'était pas la première fois qu'un projet de ce genre venait en discussion. En 1791, par délibération du 3 octobre, le Conseil Général de la Commune avait voté la construction, sur la place Louis-XVI, nom que portait alors la place Royale (2) en cours de construction, d'un corps-de-garde central pouvant contenir cent-vingt gardes nationaux, « avec adjonction d'une fontaine coulante, destinée à remplacer le puits qui existait cy-devant dans le terrain occupé par M. Saul-

(1) *Arch. munic. de Nantes*, N³.

(2) Elle s'appela d'abord place Saint-Nicolas ; puis Louis-XVI, de 1789 à 1792 ; place Egalité de 1793 à 1806 ; place Impériale de 1807 à 1814 ; place Royale ensuite jusqu'en 1848, où elle reçut de nouveau le nom de place Egalité. Enfin place Royale depuis 1852.

nier de la Pinelais (1). » Le Conseil en autorisa l'adjudication aux enchères dans la forme ordinaire et les plans de la fontaine, dressés par Crucy, furent envoyés au Directoire du Département, lequel n'y donna aucune suite.

De 1819 à 1821, cet emplacement si central semble attirer de nouveau les regards de la municipalité. Plusieurs sources assez abondantes sont signalées à l'autorité municipale sur un des points les plus culminants de Nantes, dans la corderie Brée, entre les rues de Penthievre (Rue Voltaire aujourd'hui) et de Gigant. En creusant les fondations du nouvel Hôtel des Monnaies, les ouvriers avaient découvert dans la rue de Penthievre, à peu de profondeur, une source d'eau vive extrêmement abondante, qu'on tenta de suite d'utiliser pour la réunir aux eaux de la corderie Brée, afin d'alimenter la fontaine projetée de la place Royale. Des aqueducs furent construits sur plusieurs directions, mais ces ouvrages furent démolis en 1829 à cause des nivellements exécutés pour former une place derrière l'Hôtel des Monnaies. L'entreprise fut donc encore une fois abandonnée.

Le 21 novembre 1849, la municipalité Colombel soumit au Conseil un avant-projet de fontaine monumentale à ériger au centre de la place Egalité (place Royale). Voici la description de ce projet dont Driollet, architecte en chef de la Ville, était l'auteur (2).

Au sommet du monument se trouve une statue allégorique de la Ville de Nantes (3). A ses pieds, sur trois piédestaux, correspondant aux carrefours des

(1) *Arch. munic. de Nantes*, Délibérations du Conseil Général de la Commune.

(2) Driollet, né à Paris le 23 janvier 1805. Il obtint le second grand prix de Rome en 1834. Il fut nommé, en 1837, architecte en chef de la Ville de Nantes, fonction qu'il occupa jusqu'à sa mort, survenue le 12 novembre 1863.

(3) La statue, qui a été exécutée par Ducommun du Locle, est en marbre blanc. Elle représente la Ville de Nantes tenant le trident de Neptune.

trois voies principales, sont groupées nos trois rivières : la Loire, dans l'axe de la rue Crébillon ; l'Erdre, dans l'axe du carrefour des rues Saint-Nicolas et de l'Arche-Sèche ; la Sèvre, dans l'axe de celui de la rue d'Orléans et de la rue de la Pérouse (1). Les trois nymphes qui représentent ces rivières portent trois urnes d'où s'échappent trois chutes d'eau qui retombent dans une large vasque ornée de six rostres de navires, surmontés de lanternes à gaz. L'eau se trouve ainsi divisée par les rostres en six nappes séparées, laissant entre elles un espace qui permet de juger le piédouche de la vasque. Ce piédouche porte sur un vaste stylobate divisé par six riches piédestaux en consoles, supportant six génies assis sur des dauphins jetant de l'eau ; ces génies devaient personnifier les principales branches commerciales et industrielles de Nantes (2).

Chaque figurine devait porter une lanterne en établissant ainsi une deuxième zone de lumière au-dessous de la première. L'eau tombant sur le tablier incliné du stylobate, se serait épanchée en nappes dans le vaste bassin inférieur, entouré d'un large trottoir éclairé par six candélabres formant une troisième zone de lumière au-dessous des deux autres.

Vu l'insuffisance du Budget et l'absence d'un service d'eau, le Conseil Municipal ne put donner son assentiment à l'exécution de la fontaine tant désirée et il vota simplement l'éclairage de la place d'après un projet d'ornementation consistant en un trottoir circulaire entouré de candélabres.

Quelques années plus tard, en 1852, au moment où l'Administration municipale étudiait la distribution des eaux de la Loire, M. Daniel du Commun du Locle écrivit au Maire pour lui offrir, en qualité d'artiste

(1) Ce premier projet de Driollet fut modifié en dernier lieu, puisque la fontaine comprend les cinq statues de bronze de Ducommun : la Loire, la Sèvre, l'Erdre, le Cher et le Loiret.

(2) On voit sur la fontaine 8 génies montés sur des dauphins. Coulés en bronze, ils sont l'œuvre de Grootaers.

nantais, de se charger de l'érection d'une fontaine monumentale sur la place Royale (1).

Ce monument un peu encombrant, dans lequel l'architecture écrase la sculpture, alors que celle-ci devrait plutôt y dominer, resta longtemps à l'état de projet et il ne fut inauguré que le 16 mars 1865 (2).

LÉON DELATTRE.

(1) Ducommun du Locle naquit à Nantes en 1804. Sa statue de *Cléopâtre*, exposée au Salon de 1844, fut reproduite en marbre pour le Salon de 1847 et donnée par l'artiste au Musée de Nantes. Il abandonna la sculpture en 1865 et fut nommé trésorier général. Il est mort en 1884.

(2) Voir, sur l'inauguration de la fontaine de la place Royale, les discours du Maire Ferdinand Favre et de M. Ducommun du Locle, imprimés chez Ev. Mangin.

UN MOT

SUR LES

Moules de Monnaies Romaines

trouvés à Rezé

Le *Journal des Débats*, dans son numéro du 28 octobre 1909, et les *Annales de Bretagne*, dans son quatrième trimestre de la même année, publiaient la note suivante :

« Une intéressante découverte vient d'être faite à
« Rezé, dans la petite commune qui fait face à Nantes,
« sur la rive gauche de la Loire, et qui fut autrefois un
« lieu considérable. Il y a quelques jours, en creusant
« un puits, des ouvriers ont mis à découvert toute une
« collection de moules monétaires à l'effigie de plu-
« sieurs empereurs romains : Dioclétien, Maximien,
« Constance-Chlore, Probus et même Caracalla. La ma-
« tière est une argile, tantôt rougeâtre, tantôt grise, sur
« laquelle les empreintes sont d'une remarquable net-
« teté.

« Cette trouvaille pose un problème que la Société
« Archéologique de la Loire-Inférieure, dans sa dernière
« séance, a discuté sans d'ailleurs pouvoir le résoudre.
« M. Soullard suppose que ces moules étaient la pro-
« priété de faux-monnayeurs et les rapprochent de ceux
« qui furent découverts au mois de janvier 1859 dans
« les puits funéraires du Bernard (département de la
« Vendée).

« M. Maître, archiviste de la Loire-Inférieure, a émis
« l'hypothèse fort ingénieuse qu'ils ont servi à fabriquer
« la monnaie destinée à payer des troupes concentrées
« dans le pays.

« Il n'y a pas de raison, en effet, pour qu'ils n'aient
« pas été l'objet d'une fabrication officielle, si l'on se
« rappelle que Rezé fut, à l'époque Gallo-Romaine, la
« florissante capitale du *pagus Ratiatensis*. Sa prospérité,
« qu'attestent de nombreux débris de tombeaux et de
« médailles, de bijoux, de vases en bronze ou en terre
« cuite, était due principalement à ce fait que la Loire
« baignait l'ancienne ville ; des fragments de quais,
« très bien conservés, ont été retrouvés ; l'abbé Hermen-
« taire cite, au neuvième siècle, le port de Reciate et
« une partie du bourg actuel, située au fond d'une petite
« baie, s'appelle encore le *Goulet*. Voisine des Vénètes,
« riche par le commerce qu'elle faisait sur la Loire et
« par mer, Rezé posséda de bonne heure des ateliers
« monétaires : elle en avait au sixième siècle et peut-être
« à une époque antérieure. Mais il faudrait évidem-
« ment des fouilles complètes et méthodiques pour
« reconstituer dans toute son ampleur la vie économique
« et sociale de cette cité gallo-romaine, heureusement
« située aux embouchures d'une Loire alors navigable. »

Dans ce qui précède, je relève plusieurs inexactitudes ;
d'abord, je n'ai pas dit que je supposais, mais bien que
j'affirmais que ces moules étaient la propriété de faux-
monnayeurs, et cela en m'appuyant sur des preuves que
je vais donner et qui sont corroborées par M. Adrien
Blanchet.

Puis l'auteur de cet article dit que « Rezé possédait
de bonne heure des ateliers monétaires ; elle en avait
au sixième siècle et peut-être à une époque antérieure. »
Il est vrai que Rezé a eu des monnaies portant son nom
vers cette époque, mais cela ne prouve pas qu'il y eut à
Rezé un atelier monétaire ; sur ces monnaies, Rezé porte
la qualification de vicus, ainsi que d'autres localités de

moindre importance, telles que Deas (Saint-Philbert), Vue, Cambon, Béré, Port-Saint-Père, pour ne parler que de notre comté nantais; je ne pense pas qu'on puisse affirmer que toutes ces bourgades ont eu un atelier monétaire.

La vérité est tout autre : l'officier du palais des rois mérovingiens, de l'évêque ou de la seigneurie, qui percevait l'impôt en matière d'or, accompagné d'un monnayeur, faisait frapper cette matière d'or au nom du pays qui payait l'impôt et à son nom, comme responsable vis-à-vis du fisc ; ce n'étaient pas des ateliers même temporaires, mais des ateliers ambulants ; seules les villes épiscopales ou d'une grande importance pouvaient avoir des ateliers monétaires ; c'est du moins l'opinion de M. de Barthélemy.

Pour en revenir à nos moules de monnaies romaines, je ferai observer que j'ai reconnu parmi les différents moules qui m'ont été présentés ceux d'Antonin Caracalla et de Probus, et de plus ceux des empereurs Tibère, Vespasien, Commode, Maximin, mort en 238, et qui a pu être confondu par l'auteur avec Maximien-Hercules ; ceux des impératrices Faustine mère et jeune, Lucile et Crispine, mais je n'en ai vu aucun de Dioclétien, Maximien-Hercules et Constance-Chlore ; cependant je dois ajouter que je n'ai pas vu toute la trouvaille.

Il est dit dans cette note du *Journal des Débats* et des *Annales de Bretagne* que les empreintes sont d'une remarquable netteté ; or, c'est le contraire qui est la réalité, presque toutes ces empreintes proviennent du moulage de deniers entièrement usés et dont les légendes sont presque illisibles.

Or, il résulte de ce que je viens d'exposer, que les empreintes des moules ont été faites sur des deniers d'argent ayant circulé depuis Tibère jusqu'à Probus et peut-être à quelques autres empereurs jusqu'à Constance-Chlore, ce qui nous donnerait une période de trois siècles ; les moules faits avec les deniers les plus anciens sont presque effacés, par suite du long usage de ces

deniers ; parmi les plus récents, j'en ai remarqué plusieurs, comme Maximin, 235-238, et Probus, 276-282, qui sont d'une remarquable conservation, on pourrait dire à fleur-de-coin.

Il n'est pas admissible qu'un monnayage officiel eût été rassembler une collection de deniers romains comprenant une période de trois siècles, pour en faire des moulages afin de faire une émission de monnaies ; l'empereur sous le règne duquel aurait été fait ce monnayage eût été assez jaloux de son autorité pour exiger que toutes ces monnaies fussent à son effigie. Un monnayage officiel, au troisième siècle, n'eût pas usé du moulage et de la fonte, car ce procédé est beaucoup plus long que la frappe au marteau, qui s'opérait encore assez rapidement, quoique avec des moyens rudimentaires. Tandis que la fonte convenait très bien aux faux-monnayeurs, qui émettaient leurs produits en petites quantités.

Le faux-monnayeur de Rezé a pris tous les anciens et nouveaux deniers d'argent qui lui sont tombés sous la main pour en faire la reproduction par la fonte, et à un moment donné, craignant les poursuites, il a enfoui précipitamment tous ces moules dans une cachette préparée à l'avance, afin de se soustraire aux terribles conséquences d'un tel acte, car sous l'empire romain on ne badinait pas avec les faux-monnayeurs : ils étaient condamnés à la peine de mort par le feu, et c'est ainsi que les moules ont été trouvés dans le plus grand désordre dans la cachette préparée pour cette éventualité.

L'auteur dit également que ces moules ont servi à fabriquer la monnaie destinée à payer des troupes concentrées dans le pays.

Il n'a jamais été prouvé que Rezé ait possédé un oppidum ou castellum, c'était sans nul doute une ville commerciale, d'une certaine importance, mais beaucoup d'autres étaient dans ce cas, sans avoir possédé de garnisons.

C'est aussi l'opinion de M. Adrien Blanchet (Voir

Procès-verbaux de la Société Française de Numismatique, 4^e trimestre 1909, page civ et suivantes.

D'où je conclus que Rezé n'a jamais eu d'ateliers monétaires, même temporaires, et que les moules qu'on y a trouvé sont l'œuvre de faux-monnayeurs.

P. SOULLARD.

Pour fabriquer leurs produits, les faux-monnayeurs pétrissaient de la terre fine en quantité suffisante pour obtenir une tablette ronde aplatie des deux côtés, d'une épaisseur de trois à quatre millimètres, mais d'un diamètre plus grand que la pièce qui devait être reproduite, on plaçait cette tablette entre deux pièces en opérant une pression, on obtenait ainsi deux empreintes en creux. Quand on avait obtenu un certain nombre d'empreintes, on les réunissaient en piles, en disposant chaque tablette de telle sorte que le revers des pièces se rapportât à chaque tête, mais il arrivait souvent que ces dispositions n'étant pas observées, les faux monnayeurs créaient ainsi des monnaies dont l'assemblage du droit et du revers n'avait jamais existé. Après avoir formé un ensemble de trois piles que l'on réunissaient après avoir au préalable fait une entaille sur chaque pile et intérieurement, pour permettre au métal en fusion de s'introduire dans chaque moule ; tous ces moules étaient cuits au four auparavant d'être réunis. (Voir figures nos 2 et 5 de la planche).

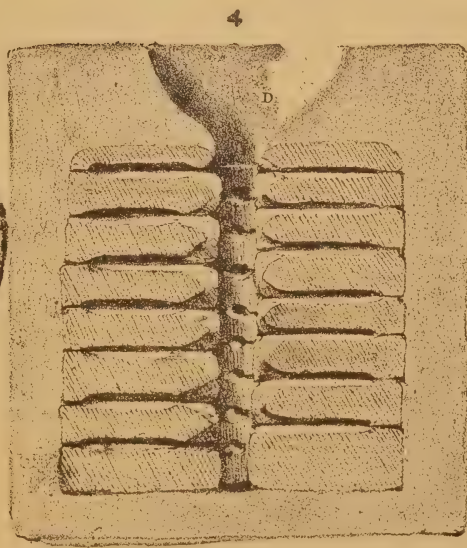
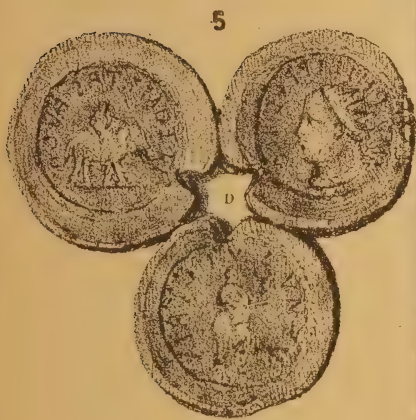
Après réunion des trois piles, elles étaient enveloppées ensemble avec de la terre molle qui fermait toutes les issues, le métal en fusion était versé par l'ouverture D des figures 2 et 4.

Le n° 1 représente le jet du métal refroidi, réunissant les entailles de chaque tablette, on se rend compte qu'il était difficile, une fois l'opération terminée, de retirer les pièces de monnaies d'entre les moules, sans briser ces derniers ; cependant on arrivait parfois à en conserver quelques uns, mais comme on vient de le voir, l'opération était longue, pendant le temps que l'on aurait mis à fondre trente-neuf pièces, comme le représente la figure n° 2, on aurait pu en frapper au marteau plusieurs centaines.

C'est pourquoi je ne crois pas au monnayage officiel par la fonte.

15 Novembre 1909.

P. SOULLARD.



ODYSSÉE D'UNE SOMME CONSIGNÉE

Par le Duc de Bretagne

A NOTRE-DAME DE PARIS

La cession des seigneuries de Champtocé et Ingrande par Gilles de Rais au duc de Bretagne Jean V, a donné naissance à un procès qui s'est prolongé pendant près de cinquante ans. Un premier accord intervenu en 1448 (1) entre François I^{er}, successeur de Jean V, et Prigent de Coëtivy, époux de Marie de Rais, fille de Gilles, avait solutionné la question. Par cet accord, le duc de Bretagne restait maître de Champtocé moyennant une somme de 61.000 écus ou royaux qu'il devait verser à Prigent qui gardait Champtocé, mais à titre de gage, jusqu'à versement complet de la somme.

Le duc de Bretagne commença aussitôt à s'acquitter de sa dette ; il paya en divers acomptes jusqu'à la somme de 11.800 écus. Mais sa lutte contre les Anglais demandait un autre emploi de ses ressources. Prigent, dans un sentiment patriotique qui l'honore, lui permit de différer son paiement jusqu'à une époque où il serait délivré de l'ennemi commun. (2)

(1) Le texte de cet accord, original parchemin, signé de François et de Prigent, se trouve aux Archives de la Loire-Inférieure, E 175.

(2) Le 9 novembre 1459, étant dans la ville de Vannes, Prigent octroya au duc François une lettre « par laquelle appert que led. messire Prigent... voyant l'urgente nécessité de finances et affaires que avoit lors led. duc ou fait de sa guerre contre les Angloys, tant pour les mectre hors et expeller de sa ville de Fougères et de son pays, que aussi de tout le pays de Normandie, là où il aloit pour lors, considerant le dit messire Prigent preferer le bien publique au sien, fut content et octroya audit duc que en luy faisant bailler presentement la somme de mil livres, monnoie de Bretagne, sur lad. somme qui restoit dud. appointement, de

Prigent mourut sur ces entrefaites, en 1450, au siège de Cherbourg. Cet événement apporta dans la question une nouvelle complication dont elle n'avait pas besoin.

D'après son contrat de mariage, passé le 14 juin 1442, et les modifications qui y furent apportées le 21 juillet 1443 (1), il avait été convenu entre les parties que, s'il mourait sans enfant de Marie de Rais, ses héritiers naturels auraient le tiers des biens qu'il aurait rachetés du patrimoine aliéné par les dépenses de Gilles ; les deux autres tiers devaient passer aux héritiers de Marie de Rais.

À la mort de Prigent, ses frères (2) réclamèrent son héritage. Champtocé ayant été cédé par lui, ils prétendirent avoir leur part dans la somme qu'il restait au duc à verser pour cette cession.

Mais Marie de Rais, veuve de Prigent, s'était remariée avec André de Laval, seigneur de Lohéac. André trouvait que c'était trop peu que d'avoir une part quelconque dans cette somme. Il ne visait à rien moins qu'à reprendre la seigneurie de Champtocé pour laquelle Jean V avait versé près de 100.000 écus, prix de la vente, et pour laquelle François I^{er} s'était engagé à verser encore en plus 61.000 écus.

Un nouveau procès était donc venu s'enter sur le procès principal entamé, au sujet de Champtocé, entre les

actendre à estre payé dud. duc, du residu d'icelle somme par autre temps, quant le duc auroit aise de ce faire ; et adonc led. duc desirant contenter led. messire Prigent tout à son plaisir fit commandement à Eon de Carné tresorier de son espargne de lui bailler lad. somme de mil livres dedans huyt jours... laquelle somme de mil livres led. tresorier paya aud. messire Prigent le vi^e jour ensuyvant comme appert par la quittance dud. messire Prigent dactée du xv^e jour dud. moys de novembre audit an. » (Archives de la Loire-Inférieure, E 175).

(1) P. Marchegay. *Documents relatifs à Prigent de Coëtivy*, n^o xix. Les Archives de la Loire-Inférieure, E 219, conservent trois vidimus de cette pièce, l'un homologué par le Parlement à la date du 20 juin 1457. C'est d'après ces documents que nous donnons à cet acte la date du 21 juillet à la place du 26, donné par Marchegay.

(2) C'étaient Alain, dit le cardinal d'Avignon, Olivier, seigneur de Taillebourg, et Christophe.

ducs de Bretagne et les héritiers de Gilles : et le second époux de Marie se trouvait en lutte, d'une part, avec nos ducs, et d'une autre, avec les héritiers de Prigent.

De son côté, le duc de Bretagne, moins gêné dans ses finances, voulait verser les 48 700 écus dont il était redevable à la succession de Coëtivy, par suite de son arrangement du 23 juin 1448. Mais, dans cette discussion entre les héritiers naturels de Prigent et le second mari de sa veuve, il ne savait auquel entendre. Si les frères de Prigent s'opposaient à ce qu'André de Laval touchât seul cette forte somme, André s'opposait absolument à son versement, sous prétexte que, la vente de Champtocé à Jean V étant invalide, c'était la seigneurie elle-même qu'il devait ravoïr.

Ainsi, malgré son dessein de s'acquitter, le duc de Bretagne était forcé de garder son argent, parce que ses créanciers ne voulaient pas le recevoir. Il tenait cependant à le faire, pour faire valoir sur Champtocé les nouveaux droits qu'il tenait de la convention passée avec Prigent.

Il croyait avoir sur Champtocé les droits les plus légitimes. Outre ceux qu'il tenait en premier lieu de la vente faite par Gilles de Rais à Jean V pour 100.000 écus, le 21 janvier 1438 (1) ; en second lieu de la transaction passée avec Prigent de Coëtivy, époux de Marie de Rais, le 23 juin 1448, il en avait acquis de nouveaux encore par la cession de ceux que venait de lui abandonner René d'Anjou. René, en effet, avait prétendu que les seigneuries de Champtocé et Ingrande lui appartenaient en sa qualité de seigneur suzerain, par confiscation sur Gilles. Il avait suscité par devant le Parlement de Paris, contre le duc de Bretagne, un procès qui menaçait de s'éterniser. Par suite d'une rencontre de certaines circonstances, la question était des plus embrouillées, et

(1) Voir pour les détails de cette acquisition et son paiement, nos articles sur *Gilles de Rais* et *M. Salomon Reinach*, dans les nos de l'Express de l'Ouest du 28 septembre au 26 octobre 1909.

les mémoires et les plaidoiries des juristes ne contribuaient qu'à l'obscurcir encore davantage.

Bref, pour le bien de la paix, les ducs d'Anjou et de Bretagne s'étaient arrêtés, le 10 octobre 1450, à un arrangement par lequel René cédait tous les droits qui pouvaient lui appartenir sur les seigneuries contentieuses moyennant une somme de 15.200 écus ou royaux que le duc de Bretagne Pierre II devait encore lui verser, plus une autre de 3.000 écus au cas où il ne pourrait pas procurer au duc d'Anjou la jouissance paisible de la châtellenie de Pocé en Anjou, possédée par le sire de Kaymer et sa femme (1).

Mais cet accord devait être approuvé par le Parlement de Paris, et le Parlement avait déclaré, le 26 mai 1452, qu'il ne procéderait à cette approbation qu'après la consignation, à Paris, des 48.700 royaux dus par le duc de Bretagne à la succession de Coëtivy (2).

(1) Cet arrangement est mentionné dans plusieurs inventaires des titres apportés au soutien des droits des ducs de Bretagne contre les héritiers de Gilles de Rais (Archives de la Loire-Inférieure, E 175).

Le texte en a été publié par D. Morice, *Histoire de Bret. Preuves*, t. II, col. 1541-1543, d'après du Paz, *Histoire généalogique*, p. 220.

Les Archives de la Loire-Inférieure, E 179, en conservent deux copies sur parchemin, l'une passée par la Court de Vannes, le 25 décembre 1450 ; l'autre, comprise dans l'homologation faite par la Court du Parlement de Paris, le 13 septembre 1452. Cette dernière expédition comprend, en plus, les lettres de procuration données le 10 octobre 1450, par René d'Anjou, à maître André Couraud et Pierre Couraud, et celles données par le duc Pierre, le 30 novembre 1450, à maîtres Jehan de la Mote, Pierre de la Mote, André Fourré, Alain Trigneau et Raoul Bouquet, pour poursuivre l'arrangement de cette affaire. L'homologation du Parlement est scellée sur double queue de parchemin, d'un sceau orbiculaire en cire jaune assez bien conservé représentant l'écu de France, couronné et soutenu de deux anges à genoux : on lit encore une partie de la légende en majuscule gothique. S. KAROLI DEI GR[ACIA FRANCORVM REGIS IN ABSCENCIA MAGNI] PARISIENSIS ORDINATVM. La même liasse renferme un fragment du même sceau, où on lit plus visiblement CIA MAGNI PARISIENSIS ; contre-sceau, l'écu de France. — Cf. Douet d'Arcq. *Collection des sceaux*, n^{os} 4385, 4386.

(2) Les articles de cette ordonnance sont rappelés dans la supplique suivante du 14 août.

A nos seigneurs de Parlement.

Supplient le Roy de Secille, duc d'Anjou, et le duc de Bretagne,

En attendant, cette somme avait été déposée par le duc Pierre et ses trésoriers à Nantes, en la maison de Guillaume Chausse, dans un coffre-fort fermé à quatre clefs qui furent baillées par ordonnance ducale audit Guillaume, et à trois autres notables bourgeois de la ville (1).

Sachant enfin que faire de l'argent qu'il tenait prêt pour s'acquitter de son obligation, le duc s'était occupé de l'envoyer à Paris.

Transporter, en ce temps-là, une pareille somme de Nantes dans cette ville n'était pas une petite affaire. Les envoyés du duc et leur escorte étaient au nombre de quarante-cinq, montés sur quarante-cinq chevaux. Avec le procureur du duc, Jean de la Mote, l'escorte comprenait deux notabilités nantaises : Guillaume de Launay et Jean Préseau. Jean Préseau était probablement de la famille des Préseau de l'Oiselinière, en Gorges. Quant à Guillaume de Launay, son rôle dans cette circonstance nous le fait identifier avec le riche bourgeois de Nantes de ce nom, qui avait des vaisseaux sur les mers et qui a

comme par arrest de lad. Court ait esté dit et ordonné que l'accord fait entre lesd. supplians touchant le procès et debast qu'ilz avoient l'un contre l'autre, pour occasion des terres et seigneuries de Champtocé et d'Ingrande seroit passé en consignat à Paris par led. duc de Bretagne és mains de troys ou quatre marchans telz que la Court adviseroit dedans la myaout qui sera demain, la somme de soixante-ung mil escuz, deduit ce qui en auroit esté receu par feu messire Prigent de Coëtivi et par ses héritiers, depuis son decez, à quoy led. duc est prest de fournir et obeyr, et pour ce faire a envoyé ses gens par deça; ce considéré, il vous plaise nommer et ordonner lesd. marchans és mains desquelx lad. consignacion doit estre faicte, ou autrement sur ce pourveoir auxd. supplians comme vous verrez estre à faire, et vous ferez bien. (*Archives de la Loire-Inférieure*, E 179).

(1) Item et le residu de lad. somme de LXXI^m reaux pour seurté d'icelui, pour ce que lesd. vefve et heritiers cheurent en aucun discord, fut mis et consigné reaulment et de fait et par ordonnance de justice, tant en espèce que en valeur, par le duc Pierre ou ses thesauriers, en la maison de Guillaume Chausse en la ville de Nantes, dedans ung coffre fermé à quatre clefs qui furent par lad. ordonnance baillées et distribuées aud. Chausse et à troys aultres notables gens bourgeois de lad. ville de Nantes pour le bailler là où il appartendroit (*Archives de la Loire-Inférieure*, E 175, cahier de 26 ff^{os}, f^o 11).

fondé dans la rue Saint-Léonard le vieux collège de Saint-Jean (1).

D'après l'ordonnance de la Cour, la consignation devait se faire avant la mi-août. Dès le commencement d'août, les Bretons étaient à Paris, prêts à la faire. Mais la chose n'allait pas au gré de leur désir et ils faisaient l'expérience que, si l'argent est parfois difficile à réunir, il est aussi parfois plus difficile à placer.

Ils devaient se trouver aux prises avec des difficultés que faisaient naître, chaque jour, tantôt le procureur d'Olivier de Coëtivy, frère de Prigent, tantôt le procureur d'André de Laval, qui s'opposait de toutes ses forces à cette consignation.

Dans son ordonnance du 26 mai 1452, la Cour avait dit que la somme envoyée par le duc serait consignée entre les mains de quatre marchands de Paris. Après plusieurs délibérations, elle désigna, le 23 août, douze de ces marchands, parmi lesquels les procureurs des diverses parties intéressées devaient choisir ceux qui leur offraient le plus de garanties pour la conservation des 48.700 écus.

C'étaient : Jehan de Marlé, Guillaume de Paris, Guillaume Coulombel, Guillaume Nicolas, Pierre de Landes, Arnault Luillier, Jacques de Haqueville, Thomas Corneille, Nicolas le Bastier, François Fannuche, Nicolas Laurens et Pierre de Chamfreux.

Le 25 août, les ambassadeurs et procureurs du duc comparurent devant le Parlement, ainsi que le procureur d'Olivier de Coëtivy. On attendit vainement M^e Robert Cordellé, le procureur d'André de Laval. Il refusa de comparaître, comme le rapporta de vive voix Jehan Choisel, huissier de la Cour. Robert Cordellé lui avait, en effet, déclaré « qu'il avoit defense expresse de son maistre de n'y comparoir en aucune manière. »

En présence de cette obstination, les comparants

(1) Nous en parlons plus longuement dans nos *Etudes sur le Vieux Nantes*, t. I. Le Collège Saint-Jean, p. 536.

demandèrent à la Cour de désigner les cinq ou six marchands entre les mains desquels elle voulait que l'on consignât la somme.

Jehan de la Mote, au nom du duc, et Guy Burdelot, au nom d'Olivier de Coëtivy, répondirent que, à leur avis, « Guillaume de Paris, Pierre de Landes, Arnault Luillier, Jehan de Marlé, Thomas Corneille, Pierre de Chamfreux ou Jacques de Hacqueville, bourgeois et marchands de Paris, estoient ceulx des XII nommez audit appoinctement de la Court, ès mains desquelz ladite somme seroit plus surement consignée. » Puis ils requirèrent la Cour de les désigner et de s'informer s'ils voudraient accepter cette charge.

La Cour manda à son hôtel, l'un après l'autre, chacun des marchands désignés.

Elle interrogea, en premier lieu, en présence du greffier, Guillaume de Paris, pour savoir quelle partie il pourrait prendre de cette somme de 48.700 royaux.

Guillaume de Paris répondit « qu'il n'avoit pas entencion ne volenté d'avoir en garde ne tout, ne partie de ladite somme », et que la Court voulût bien lui pardonner « car il ne prendroit point de charge de ladite garde. »

Après son départ, la Cour interrogea chacun des autres marchands. Ils acceptèrent de prendre en garde, chacun, ce qu'on voudrait leur bailler. La répartition se fit ainsi : Pierre de Landes devait avoir 7.000 royaux ; Thomas Corneille, 6.700 ; Arnault Luillier, 7.000 ; Jehan de Marlé, 16.000 ; Jacques de Hacqueville, 7.000 ; et Pierre de Chamfreux, 5.000.

Mais, comme avant de confier son argent à des étrangers on ne prend jamais trop d'informations sur leur compte, en quittant la Cour, nos Bretons soupçonneux consacrèrent prudemment leurs loisirs à acquérir de nouveaux renseignements sur les marchands qui se faisaient si peu prier pour accepter la garde de leurs écus.

Les renseignements ne répondirent pas à leurs désirs. Le lendemain, 26 août, ils représentèrent qu'ils avaient

entendu dire « que quatre des marchands dessus nommés, c'est assavoir : Pierre de Landes, Arnault Luillier, Jacques de Hacqueville et Pierre de Chamfremeux n'estoient pas riches, et que ladite consignacion ne seroit pas seurement en leurs mains. » Le procureur du duc requit la Cour que si aucune somme leur était baillée en garde, elle mît en son procès-verbal « que ce n'estoit point de son consentement ni de ses maîtres » et demanda qu'on nommât quatre autres marchands parmi les douze désignés par la Cour précédemment.

Les procureurs d'Olivier de Coëtivy répondirent qu'ils n'en accepteraient point d'autres. Les représentants du duc protestèrent du dommage qu'on faisait à leur maître « qui les avoit envoyé en ceste ville de Paris à grans fraiz et despans et disoient que pour ceste cause estoient venus jusqu'au nombre de XLV hommes et XLV chevaux, et que ja avoit longtems qu'ils estoient en ceste ville de Paris en l'ostellerie, à grant despence. »

La Cour ayant renvoyé les parties au lendemain, requit les procureurs d'Olivier de Coëtivy de faire leur choix parmi les douze marchands désignés par sa première sentence.

Ceux-ci répondirent qu'ils n'étaient pas autorisés à faire ce choix ; qu'ils n'avaient pour cela aucune procuration de leur maître ; que ce n'était pas à eux que la sentence du 26 mai avait assigné ce soin ; qu'au surplus ils s'en rapportaient à la désignation de la Cour.

Ces nouveaux moyens dilatoires ne faisaient pas les affaires des envoyés du duc. Ils tenaient à se débarrasser au plus vite d'un trésor qui leur pesait et, en même temps, des soucis continuels que leur causait sa garde difficile. Ils pressèrent donc la Cour de donner au plus tôt une solution à la difficulté qui surgissait.

La Cour était un peu en peine. Elle avait choisi parmi les marchands de Paris douze des plus riches et des plus solvables et voilà que, dans ce lot, nos Bretons n'en trouvaient pas assez à leur convenance. Enfin, en cher-

chant bien, elle jugea que des chanoines feraient peut-être mieux leur affaire que des marchands.

Il faut dire que les chanoines jouissaient dans le public d'une grande réputation d'honnêteté. Pour la garde d'un trésor, on ne se fiait pas moins dans leur conscience que dans le coffre-fort où le Chapitre conservait ses richesses. Le Chapitre de Nantes (1) fut appelé, dans différentes circonstances, à garder ainsi des trésors importants, même de la part des ducs de Bretagne. Dans la circonstance qui nous occupe, la Cour, voyant le peu de succès qu'elle avait avec ses marchands, songea, comme dernière ressource, aux chanoines de Paris.

Le 28 août, la Cour rapporta donc l'ordonnance suivante : on consignerait la moitié de ladite somme au trésor de l'église de Paris et l'autre moitié au trésor de la Sainte-Chapelle du Palais Royal « le plus seurement et sagement que les commissaires autrefois commis verront estre à faire. » Mais le siège des adversaires du duc était fait : ils ne voulaient rien entendre. A la lecture de cette ordonnance, les procureurs d'Olivier de Coëtivy et celui d'André de Laval déclarèrent qu'ils n'y consentaient en rien.

Avec la somme de 48.700 royaux, les envoyés du duc avaient apporté les quittances (2) par lesquelles Prigent de Coëtivy et son frère déclaraient avoir reçu 12.300 royaux sur les 61.000 : le premier 11.800, le second 500. Comme ces reçus complétaient cette somme, ils voulaient les faire entrer en compte, les consigner avec l'argent qu'ils déposaient et en prendre des copies authentiques, au cas où ils en eussent besoin. Ils les montrèrent, le 29, aux procureurs de leurs parties adverses pour leur en faire reconnaître l'authenticité. Les procureurs d'Olivier

(1) Cf. *Archives de la Loire-Inférieure*, E 30.

(2) Ces quittances sont conservées aux *Archives de la Loire-Inférieure*, E 175. En voici les dates et le montant : 30 juin 1448, 4.000 écus ; 24 juillet 1448, 2.000 écus ; 16 janvier 1449, 1.000 réaux ; 25 mars 1449, 2.000 réaux ; 28 juin 1449, 2.000 écus ; 15 novembre 1449, 1.000 livres. La quittance signée d'Olivier de Coëtivy est du 23 décembre 1450.

de Coëtivy répondirent qu'ils n'avaient « charge, memoire ni instruction de congnoistre ou nyer, mais neantmoins disent qu'ilz ont veu lesdites quictances, et qu'elles sont signées toutes de la main de feu messire Prigent de Coëtivy et seellées de son seel, excepté une qui est signée du seing manuel dudit messire Olivier. Mais se le contenu en icelles quictances est vroy ou non, ils n'en scevent rien ». Toutefois ils consentaient que les envoyés du duc reprissent les originaux de leurs quittances, après qu'on les aurait copiés en leur présence, et à condition que le duc s'engageât à les présenter toutes les fois que la Cour le requerrait.

Quant au procureur d'André de Laval, toujours fidèle dans son rôle d'obstruction, il répondit qu'il avait « deffense expresse dudit messire André de ne se trouver ne occuper en ceste matière en quelque manière que ce soit, et, pour ce, qu'il n'y occupe ne consent en rien, pour les causes qu'il pourra dire en temps et en lieu, si la Cour appoincte que lesdites quictances ou le double d'icelles, collationné et signé par le greffier, appelée partie, seront par ledit duc baillez pour consignation du contenu en icelles, sauf à débatre le contenu en icelles, quant parties débatre le voudront ».

La Cour ne pouvait pas s'arrêter à cette opposition systématique qui neutralisait tous ses efforts. Elle désigna des commissaires pour aller à Notre-Dame et à la Sainte-Chapelle s'informer si les chanoines pourraient et voudraient se charger de la garde du trésor si difficile à consigner.

Accompagnés des gens du duc, les commissaires s'acquittèrent de leur mission le 1^{er} septembre, et en rendirent ainsi compte à ceux qui les avaient envoyés.

« Auxdits seigneurs de chapitre, estans et capitulans en leur chapitre, deismes ledit appoinctement de la Court et leur priames, à la requeste desdits Me Jehan de la Mote, procureur, et autres gens et ambaxadeurs dudit duc de Bretagne, qu'ilz voulsissent prester ung

coffre et place ou tresor de leur eglise, pour mettre la moitié de ladite somme de XLVIII^m VII^c royaulx, lesquels seigneurs de chapitre, après grant deliberacion, nous firent response par la bouche de maistre Jehan de Lolive, maistre en theologie et soubz chantre de ladite eglise de Paris, que tousiours ilz estoient pretz d'obeyr à ladite Court et à ses appointements et ordonnances, et que vœulentièrs presteroient ung coffre de fer et une place pour mettre audit tresor ladite somme, pour illec estre gardée. Toutesvoyes, ilz nous dirent expressement qu'ilz ne vouloient point avoir aucune charge de la garde de ladite somme, qui y seroit mise et consignée, et que, se elle estoit perdue, que ce ne feust pas à leurs perilz et qu'on ne leur en peust aucune chose demander ».

]. Certes, la dernière partie de leur réponse était très prudente ; on n'est pas forcé de s'exposer à courir de si grands risques pour rendre service à des étrangers : Quant à la première partie, elle respire le respect et la déférence que les corporations honorables aimaient autrefois à se témoigner dans les différentes relations qui entretenaient entre elles les meilleurs rapports.

En présence de la complaisance des chanoines, les commissaires voulurent juger si la solidité du coffre-fort était à la hauteur de leurs bonnes dispositions.

« Nous transportames, écrivent-il, au tresor de ladite eglise de Paris pour veoir et visiter le lieu ou seroit mise et consignée ladite somme, lequel veu et par nous visité, et mesmement ung lieu voulté qui est sur les degrés pour où on monte audit tresor, demandasmes ausdits de la Mote, procureur, et autres gens et ambaxadeurs dudit duc de Bretaigne et aussi audit Burdelot, qu'il leur sembloit : lesquels nous respondirent que, à leur advis, le lieu estoit bien seur, et que, ce n'estoit par force de puissance, ladite somme ne pourroit estre perdue ».

Rassurés par cette constatation, les gens du duc

répondirent « qu'ilz estoient bien d'acord que la moitié de ladite somme de 48.700 royaulx feust consigné oudit tresor en ung bel coffre de fer estant oudit tresor, appartenant à ladite eglise, duquel messire Michel de Saint-Martin, garde dudit tresor, bailla trois clefs audit Burdelot ».

Mais la commission n'était qu'à moitié faite, la prudence qui recommande de ne jamais mettre tous ses œufs dans le même panier avait inspiré la précaution de ne confier au coffre-fort de Notre-Dame que la moitié de la somme à consigner. L'autre moitié avait été destinée au coffre-fort de la Sainte-Chapelle. Restait à voir si les chanoines de la Sainte-Chapelle étaient d'aussi bonne composition que ceux de Notre-Dame et à vérifier si leur coffre-fort présentait les mêmes garanties de sécurité.

Ce fut l'emploi de la seconde partie de la journée. Guy Burdelot, procureur d'Olivier de Coëtivy, avait fait le matin un effort qu'il n'eut pas la bonne volonté de continuer le soir. Il était alors en vendanges, il les faisaient à la Grange-aux-Merciers. Il saisit ce prétexte pour se soustraire à des opérations auxquelles il ne se prêtait qu'à contre-cœur.

« Et ledit jour après disner, en la presence desdits de la Mote, procureur, et autres gens et ambaxadeurs dudit duc de Bretagne et en l'absence et contumace dudit Burdelot qui, pour ce, avoit esté appelé par nous à y venir, mais il nous fut dit qu'il estoit allé à la Grange-aux-Merciers dont il a le gouvernement, nous transportâmes à heure de vespres en la Sainte-Chappelle du Palais Royal à Paris, et nous, estans en icelle, feismes assembler les chantre et chanoines de ladite Sainte-Chappelle ».

Le Chapitre une fois assemblé, les commissaires de la Cour lui exposent l'objet de leur mission : ils leur demandent de vouloir bien indiquer, dans leur trésor,

un lieu et place pour y mettre un coffre destiné à recevoir la moitié de 48.700 royaux.

Après une longue délibération, les chantre et chanoines répondirent qu'ils ne prendraient point la charge de ladite somme.

Ce refus n'était pas inspiré par mauvaise volonté, mais par simple prudence. Les chanoines avaient moins de confiance dans leur coffre qu'en eux-mêmes. Ils ne voulaient point y attirer un trésor qu'il était, à leur sentiment, incapable de garder.

Tout le monde n'a pas ce scrupule de conscience. On trouve parfois des gens, voire même des sociétés qui ne refusent jamais de recevoir et de garder l'argent des autres, et qui leur font même dans ce but les avances les plus séduisantes : malheureusement, ils le gardent si bien qu'ils ne le rendent jamais.

Les chanoines de la Sainte-Chapelle ne faisaient leur observation que pour l'acquit de leur conscience. Pleins de déférence, eux aussi, pour les ordonnances de la Cour, ils ajoutaient que si, toutefois, il lui semblait bon de leur confier cette somme, ce fût à ses risques et périls. Du reste, pour dégager toute leur responsabilité, ils conduisirent les intéressés à l'endroit qu'ils tenaient, sous cette réserve, à leur disposition « et nous montrèrent le lieu quilz appellent le tresor où ilz mectent leurs chappes et vestemens de ladite Sainte-Chappelle, et ung autre lieu dessoubz en la basse chappelle où ilz mectent leurs lectres (1) ».

Non contents de leur montrer ces endroits, afin de mieux éclairer encore la religion de la Cour, ils rappellèrent un vol dont ils avaient été autrefois la victime. Sûrs d'eux-mêmes, ils l'étaient moins de leur personnel subalterne, pris, pour les nécessités du service religieux, dans un milieu différent du leur. Or les chanoines avaient été volés par un membre de ce personnel. Avant

(1) C'est-à-dire leurs archives.

d'accepter l'argent du duc, ils crurent bon de rapporter ce fait.

« Et après la visitacion desdits lieux feusmes advertiz par maistre Jehan Thiphaine, chanoine, et aucuns autres, tant chanoines que chappellains de ladite Sainte-Chappelle, que autresfoiz on avoit mis et déposé audit tresor grant somme d'argent, mais que ung des clercs ou chappellains de ladite Sainte-Chappelle en avoit emblé plus de xii^e escuz ».

Cette révélation n'avait rien d'encourageant. Elle guérit les gens du duc de la pensée de confier leur trésor à un endroit si peu hospitalier. Les parties en conférèrent et conclurent qu'il ne fallait rien laisser à la Sainte-Chapelle, et qu'il valait mieux mettre la totalité de la somme au trésor de Notre-Dame de Paris.

Pendant les débats, les intéressés, si rarement d'accord, se livraient de nouveau à une grande controverse au sujet de la nature de la somme à consigner.

Les gens du duc disaient qu'ils feraient ladite consignation « entre autres sommes en cinq mille ou six mille livres de monnoye de Bretagne et emploieroient icelle monnoye au pris de xii deniers tournois chacun blanc de ladite monnoye de Bretagne qui est xxx grans blancs de ladite monnoye de Bretagne pour chacun royal, et que autant valoit esdits pays de Bretagne et Anjou, le Maine, Touraine et Poictou, qui sont pays voisins ; et à plus n'estoit tenu ledit duc, attendu que l'obligacion dont deppend ladite consignacion avoit esté faite en Bretagne et se devoit paier en monnoye de Bretagne ; et disoient que feu messire Prigent de Coëtivy, admiral de France, auquel avoit esté passée l'obligacion dessusdite avoit esté payé en partie en ladite monnoye de Bretagne, de la somme de xi^m viii^e royaulx qu'il en avoit receu.

Item, disoient lesdits de la Mote, procureur, et autres gens du duc, quilz avoient grant quantité de très belle vaisselle d'or de bon or, jusques à la somme de deux

ou troys mil royaulx, laquelle ilz avoient entencion de consigner pour telle somme qu'elle seroit extimée par les generaulx maistres des monnoyes et autres gens en ce congnoissans, disans et concluans que ladite monnoie de Bretaigne audit priz, et ladite vaisselle d'or pour sa juste valeur, laquelle, pour ce, ilz avoient apportée de Bretaigne, ilz pouvoient et devoient consigner, actendu la teneur de l'obligacion dessus dite.

Tel n'était pas l'avis de Guy Burdelot, procureur des Coëtiivy. Il disait « Premièrement que, par l'arrest, l'édit duc devoit consigner royaulx, et non monnoye ne vaisselle. Item, que peut estre que ladite monnoie de Bretaigne estoit rongnée et empirée, tellement que les xxx grans blancs ne valoient pas un royal d'or, et que se ladite monnoye devoit estre consignée, on ne la devoit prendre que pour billon et ladite vaisselle pour or rompu, sans y compter la façon d'icelle ».

Les gens du duc répondaient que « qui feroit comme ledit Burdelot disoit, que le duc y auroit perte plus de mil ou xii^c escus, et qu'il vaulroit mieulx mettre ladite monnoye et vaisselle en mains de bons bourgeois et marchans de ceste ville de Paris, bien solvables, qui prendroient volentiers ladite monnoye et vaisselle pour pris plus raisonnable que ledit Burdelot ne l'estimoit, et que on trouveroit deux marchans en ceste ville, c'est assavoir Jehan de Marlé et Thomas Corneille qui estoient bien solvables, qui s'obligeront, chacun pour le tout, en leur baillant ladite monnoye et vaisselle, pour le priz qu'elle vaut oudit pays de Bretaigne, et que en ensuivant l'arrest de la Court donné le xxvi^e jour de may deroin passé, et dessus incorporé, ladite somme devoit estre consignée es mains de marchans qui, par la Court, seroient nommez, et que ladite Court avoit nommé lesdits Jehan de Marlé et Thomas Corneille, lesquels estoient gens de bien, solvables et receaus. Et disoient que en leurs mains ledit Burdelot avoit consenti que grant somme y feust mise, et jusques à

xxii ou xxiii^m royaulx, et maintenant ne devoit estre receu ledit Burdelot à dire que'on ne mist partie de ladite somme en la main desdits marchans, actendu la perte que auroit ledit duc s'il ly failloit consigner sa dite monnoye pour billon et sa vaisselle d'or pour or rompu ».

On le voit, les gens du duc revenaient à la première ordonnance de la Cour ; la crainte de ne pas voir accepter leur vaisselle d'or à sa valeur, si elle était consignée à Notre-Dame, leur faisait recourir à ces mêmes marchands qu'ils avaient récusés précédemment. Ils espéraient que les deux qu'ils citaient seraient plus accommodants à accepter leur vaisselle, tout en offrant les garanties désirables de sécurité. Quant à Burdelot, il s'en tenait à la dernière ordonnance :

« Et ledit Burdelot dist que l'arrest de la Court portoit que ladite somme de XLVIII^m vii^e royaulx seroit mise et consignée moictié au tresor de l'église de Paris, et moictié au trésor de ladite Sainte-Chappelle du Palais Royal, à Paris, et concluoit que on devoit consigner ladite somme en royaulx ou en or monnoyé à la valeur ».

En présence de ces difficultés, la Cour prit une nouvelle ordonnance, sorte de moyen terme, dans laquelle elle cherchait à contenter tout le monde.

Le 11 septembre elle décida « que le quart de la somme qui, par l'ordonnance de ladite Court devoit estre consignée ès lieux dessusdits, sera mis ès mains de Jehan de Marlé et Thomas Corneille, marchans et bourgeois de Paris, par my (1) ce qu'ilz s'obligeront, chacun pour le tout, ès mains du greffier de ladite Court, de rendre et restituer ladite somme quand et où, par ladite court, sera ordonné, ung mois après qu'ils en seront, sur ce, sommez et requis, soubz l'obligacion de tous leurs biens et de chascun d'eux pour le tout, et leurs propres corps,

(1) C'est-à-dire : à condition.

à tenir prison jusqu'à plaine restitution dudit quart ; et tout le seurplus de ladite somme qui devoit estre consignée ès lieux dessusdits sera mis au Tresor de ladite eglise de Nostre-Dame de Paris. »

Cette question tranchée, on put enfin procéder aux préliminaires de la consignation, c'est-à-dire à la vérification des sommes apportées.

« Et ledit x^{re} jour de septembre nous, commissaires desusdits, à la requeste dudit de la Mote, procureur, et autres gens dudit duc de Bretagne, nous transportasmes en l'ostellerie de l'image saint Jehan, en la rue neufve Saint Marry à Paris et nous estans en ladite hostellerie, nous fut requis par ledit de la Mote et autres gens du duc de Bretagne que envoiyssons querir aucuns marchans et changeurs pour compter et avaluer la somme d'or que ledit duc de Bretagne devoit consigner, afin que, ladite consignacion faicte, il peust avoir son accord fait entre le Roy de Secille, duc d'Anjou, et luy, et qu'il feust passé par arrest de ladite Court ; et leur demandasmes si eulx et lesdits Fourré et Burdelot avoient point advisé des marchans et changeurs qui feussent ydoines et suffisans pour ce faire, lesquels nous dirent que non ; et, pour ce, en l'absence et contumace dudit Burdelot, qui estoit en vendenges à la Grange aux Merciers, et n'estoit venu en ladite hostellerie et aussi dudit Fourré, procureur desdits de Coëtivy, adjournez par led. Jehan Choisel, huissier dessusdit, par nostre ordonnance à estre et comparoir audit jour en ladite hostellerie, eusmes deliberacion ensemble en la presence dudit greffier et desdits de la Mote, procureur, et autres gens et ambaxadeurs dudit duc, quels changeurs seroient bons pour ce faire. »

A la suite de la délibération on envoya « querir ; par ledit Choisel, Germain Braque, general maistre des monnoyes, Jehan de Marlé et Guillaume le Breton, bourgeois et changeurs de Paris, comme bien experts

et congnoissans en matière de compte et avaluacion d'or et d'argent. »

Jehan de Marlé et Guillaume le Breton étant arrivés les premiers, on les mit au courant de la question. On leur demanda de procéder loyalement à cette évaluation, ajoutant que pour ce, on leur ferait « donner salaire compectant par les gens du duc de Bretagne. » Ils acceptèrent et André Fourré, le procureur d'Olivier de Coëtivy étant arrivé sur ces entrefaites, on commença l'opération. Assistons à ce déballage d'or qui rappelle celui du trésor d'Ali-Baba.

« Fut mise sur une table par Guillaume de Launoy et Jehan Preseau, marchans du pays de Bretagne, grant quantité d'escus d'or neufz du coïng du Roy, nostre sire, et aussi de royaulx et de saluz, angelotz et nobles d'Angleterre, demys escuz d'or, ducats d'or et autre or monnoyé et ayant de present cours en ce royaume. »

Les commissaires ordonnèrent « audit Jehan de Marlé et Guillaume le Breton, et aussi audit Germain Braque, « qui depuis estoit venu, quilz comptassent bien ladite somme et quilz advisassent bien que l'or feust bon en les advertissant de rechef de ce que dit est dessus (1) ».

Ces dernières paroles étaient un peu une menace. Si les compteurs devaient avoir « un salaire compectant », leur responsabilité était aussi engagée. En cas d'erreur dans l'évaluation, il avait été dit qu'on s'en prendrait à eux. Les changeurs, dûment avertis, se mirent immédiatement à l'œuvre. Ils comptèrent tout le jour et aussi le lendemain, 12 septembre, en présence des mêmes personnes. Nos manieurs d'or durent en être éblouis. Voici, en effet, ce qui, en moins de quarante-huit heures, leur passa par les mains.

« Ilz trouverent par leur compte qu'il y avait et ce, en somme toute, la valeur de xxxvi^m v^e xxv (36.525) royaulx, c'est assavoir en xv^m viii^e iii^{xx} xii (15.892)

(1) La responsabilité qu'ils encouraient.

escuz d'or neufs avalués par lesdits Braque, de Marlé et Lebreton, changeurs dessusdits à $\text{XIII}^{\text{m}} \text{v}^{\text{e}} \text{LXVII}$ (14.567) royaux d'or, et deux tiers de royal. Item en $\text{xv}^{\text{m}} \text{ix}^{\text{e}}$ LX saluz (15.960) et nobles d'Angleterre, ung noble compté pour deux saluz et troys angelotz pour deux saluz, avaluez par les dessusdits à $\text{XIII}^{\text{m}} \text{VIII}^{\text{e}} \text{III}^{\text{xx}} \text{XVI}$ (14.896) royaux. Item en $\text{VII}^{\text{m}} \text{LVIII}$ royaux (7.058) et francs à pié et à cheval et escuz vielx, avaluez par lesdits changeurs à $\text{VII}^{\text{m}} \text{LVIII}$ (7.058) royaux. Item troys royaux d'or et dix solz tournois en monnoye.

Toutes lesquelles sommes avaluées comme dit est font et vallent ladite somme de $\text{XXXVI}^{\text{m}} \text{v}^{\text{e}} \text{XXV}$ (36.525) royaux. »

On mit cette somme « en neuf sacs de toile blanche et chacun sac cloz et seellé de deux de noz signetz ; et dedans et dehors chascun desdits sacz est escrit la somme d'or qui est contenue en chascun desdits sacz. »

Jehan de Marlé et Thomas Corneille délivrèrent des reçus des sommes dont ils se chargeaient. Ils y déclarèrent avoir reçu « des procureurs et gens du duc de Bretagne à ce de par lui commiz, comme ilz disoient, la somme de douze mil cent soixante quinze royaux d'or, faisans le quart ou quarte partie de 48.700 royaux d'or, ordonnée consignée par la Court de Parlement pour raison de certain procès pendant en Parlement à cause de Champ-tocé et d'Ingrande et du passement de certain actord touchant lesdites terres à passer en ladite Court entre le roy de Secille, duc d'Anjou, d'une part, et ledit duc, d'autre, à lencontre duquel passement se sont opposez les heritiers de feu messire Prigent de Coëctivy et messire André de Laval, mareschal de France, et dame Marie de Raiz, sa femme, et par avant femme de feu messire Prigent de Coëctivy, à cause d'elle. C'est assavoir en royaux, escuz vielz et neufs, nobles, saluz et monnoye de Bretagne, lequel quart ou quarte partie a esté appointé et ordonné par la Court, le jour d'uy, estre mise es mains desdits de Marlé et Corneille, lesquels

chascun d'eulx pour le tout, se sont tenuz pour bien contens de ladite somme de xii^m clxxv royaulx, et icelle somme ont promis et juré, et chascun d'eulx pour le tout, rendre et restituer à l'ordonnance de ladite Court, dedans ung moys après quilz en seront sommeez. Et, pour ce, ont obligé, et chascun d'eulx pour le tout, corps et biens, et tout selon ledit appoinctement de la Court renonçant, etc... Fait et passé en l'ostel auquel pend l'enseigne ou pend saint Jehan, en la rue neuve saint Marry, en la haulte chambre de devant, le xi^e jour de septembre l'an mil iii^e lii, presens messires maistre Jehan de Brueil, Helye Dalée et Pierre de Morviller, conseilliers du Roy et commissaires en ceste partie. Ainsi signé : Cheneteau. »

Les deux marchands ayant emporté leur lot, on s'occupa de la consignation du reste de la somme. Le procès-verbal en a été dressé avec les détails les plus minutieux. On sent à l'énumération sans cesse répétée de la somme, une préoccupation qu'il ne s'en volatisât pas un denier au cours d'une si dangereuse opération.

« Et lesdiz xi^e et xii^e jours de septembre audit an feismes transporter de ladite hostellerie jusques à l'église de Nostre-Dame de Paris lesdits neuf saczain si cloz et seellez comme dit est, et lesdiz neuf sacz contenant la valeur de ladite somme de xxxvi^m v^e xxv royaulx avaluez par lesdits changeurs, comme dit est, furent mis en nostre presence, et dudit greffier de Parlement, et dudit Burdelot, par lesdiz maistre Jehan de la Mote, procureur, et autres gens et ambaxadeurs dudit duc de Bretagne, en ung coffre de fer qui est au tresor de ladite eglise de Paris, en ung lieu voulté, dessus les degrez par où l'on va oudit trésor, et lequel coffre de fer appartient à ladite eglise, et y a troys serrures et troys clefs et avec ce une grosse barre de fer en laquelle sont atachées deux autres sarrures ouvrans à deux clefs diverses, et ainsi, oudit coffre, y a cinq serrures et cinq clefs et en ung des huys par où on y monte, y a deux

autres grosses clefz, et, en nostre presence, et de tous les dessusdiz, fut ledit coffre cloz et fermé à cinq clefz comme dit est, et aussi fut clos et fermé l'uys par où on y monte, à deux clefz. Toutes lesdites clefz, qui sont sept en nombre, le xiiii^e jour dudit moys de septembre dudit an, nous baillasmes audit greffier en plaine Court de Parlement, à laquelle cause nous feismes nostre raport comme, en nostre presence et dudit greffier et aussi dudit Burdelot, lesdit maistre Jehan de la Mote, procureur, et autres gens et ambaxadeurs dudit duc avoient mis et consigné au coffre et lieu dessudiz ou tresor de l'église de Paris, les trois quars de la valeur de ladite somme de XLIII^m VII^c royaulx ès espèces dessus declairées, avaluée, comme dit est, par lesditz changeurs à ladite somme de XXXVI^m V^c XXV (36.525), qui sont les trois quars de ladite somme de XLVIII^m VII^c royaulx d'or et aussi comme en nostre presence et dudit greffier lesdits Jehan de Marlé et Thomas Corneille, marchans dessusdits, confessèrent avoir eu la somme de XII^m CLXXV (12.175) royaulx, comme dit est, et qu'il en appert par l'obligacion par eulx faicte et passée ès mains dudit greffier, laquelle est dessus insérée, et laquelle somme de XII^m CLXXV royaulx est le quart de ladite somme de XLVIII^m VII^c royaulx d'or; et aussi deismes à ladite Court que ledit maistre Jehan de la Mote, procureur dudit duc de Bretagne, avoit promis en la main du dit greffier apporter en ladite Court, quant requis en seroit, les quictances originaulx de feu messire Prigent de Coictivi, par lesquelles il confesse avoir receu dudit duc XI^m VIII^c royaulx d'or et une quictance de messire Olivier de Coictivi qui confesse avoir receu dudit duc la somme de V^c royaulx, lesquelles sommes montent XII^m III^c royaulx; et desquelle quictances montans à ladite somme de XII^m III^c royaulx, ledit maistre Jehan de la Mote, procureur dudit duc, avoit laissé pour consignacion par devers le greffier de ladite Court, et par ordonnance d'icelle, comme dessus est escript, le double

collationné auxdites quictances par ledit greffier, en la presence des procureurs des parties contendens, et signées par icelui greffier, ainsi que ce appert par l'extraict des registres de ladite Court mis au dessoubz de l'appointement de ladite Court du xxix^e jour de aoust derrenier passé, en quatre ou cinq lignes dont la teneur s'ensuit.

« Le xii^e jour de septembre, Me Jehan de la Mote, ou nom et comme procureur du duc de Bretagne, a laissé par devers la Court le double desdites quictances collationné, partie appellée, et reprins ses originaulx, et a promis et s'est obligé audit nom, rapporter lesdiz originaulx toutes les fois que la Court l'ordonnera, presens messeigneurs maistres Jehan du Breuil, Helye Dallé et Pierre de Morviller, conseilliers du Roy et plusieurs autres, l'an mil ii^e LII. Ainsi signé : Cheneteau.

« Et que toutes lesdites sommes, c'est assavoir xxxvi^m v^cxxv royaux consignées au trésor de ladite église de Paris, xii^m clxxv royaux consignez ès mains de Jehan de Marlé et Thomas Corneille, et xii^m iii^c royaux consignez en quictances, comme dit est, montent à la somme de lxi^m royaux, que ledit duc de Bretagne estoit tenu consigné par l'arrest de ladite Court, prononcé le xxvi^e jour de moy derroin passé, et dessus incorporé, et ouy nostre raport icelle Court appointa ce qu'il ensuit.

« Extraict des registres de Parlement : Ouy le raport de maistres Jehan du Breuil, Helye Dallé et Pierre de Morviller, conseilliers du Roy, nostre sire en la Court de Parlement, et commissaire en ceste partie, lesquels ont dit et raporté que, en ensuivent l'appointement ou arrest de la Court, le duc de Bretagne a consigné la somme de xlviii^m vii^c royaux en or monnoyé, mis tant au trésor de l'église de Paris que ès mains de Jehan de Marlé, Thomas Corneils, selon ledit appointement fait touchant ladite consignacion qui est contencieuse entre les hoirs de feu messire Prigent de

Coëtivy d'une part, et messire André de Laval, mareschal de France, et dame Marie de Raiz sa femme, à cause d'elle, d'autre part, tout considéré par deliberacion de la Court, les deux clefs dudit trésor ont esté, en plaine Court, baillées à maistre Jehan de Courcelles, arcediacre de Josias, et chanoine de ladite église, et du coffre où est le deport, deux clefz ont semblablement esté baillez en garde au greffier civil, deux autres clefz dudit coffre à maistre Hugues Alligret, greffier criminel, et une clef d'icellui mesme coffre à maistre Simon Compains, greffier des presentacions ; et oultre plus, la Court a ordonné que l'actord (accord) d'entre le Roy de Secille, duc d'Anjou, d'une part, et le duc de Bretagne d'autre, pour raison des terres et seigneuries de Champtocé et d'Ingrande, soit receu et expédié auxdites parties. Dit aux parties le xiii^e jour de septembre, l'an mil cccclii. Ainsi signé : Cheneteau.

Et les choses dessusdites nous certiffions estre vrayes par ce present procès-verbal signé de noz seings manuelz et seellé de noz seaulx, l'an et jour dessusditz. En l'église de Paris a en depost la valeur de la somme de trente six mille cinq cens xxv royaulx d'or, dessus est dit ; et en ce present procès-verbal a vingt feuiliez. Ainsi signé : J. du Brueil, Helies Dalée et P. de Morviller.

Collatio facta est cum originali.

CHENETEAU (1).

La consignation de nos 48.700 écus avait été très laborieuse. Son succès ne répondit pas à tant d'efforts.

En prescrivant le dépôt de cette somme hors de Bretagne, le Parlement avait voulu la soustraire complètement à ses ducs et leur enlever la faculté d'en disposer,

(1) Cet acte est conservé aux *Archives de la Loire-Inférieure*, E 179. Il forme un cahier de 6 f^{ss} parchemin, et porte au dos le titre suivant : « *Procès-verbal de la consinacion de l'argent faite à Paris touchant Chantocé et Ingrande.* » Il était précédemment inventorié Armoire M, Cassette C, N^o V, f^o 175, V^o de l'Inventaire de René de Bourneuf.

au cas où ils seraient revenus sur leurs intentions. Mais en la mettant hors de la portée des ducs de Bretagne, il la mettait à la portée des rois de France. Dans un besoin d'argent, Charles VII ou Louis XI — ce dernier était bien capable du fait — se souvint de l'argent déposé dans le trésor de N.-D. de Paris. Il dut penser que les écus des Bretons pouvaient bien être consacrés aux affaires de la France, et que c'était malheureux d'être gêné d'argent, quand on en avait tant auprès de soi à ne rien faire. Les chanoines de N.-D. avaient déclaré que la somme qu'on leur confiait ne pouvait être perdue « sinon par force de puissance ». Or c'était ce cas de force de puissance, le fait du prince qui se présentait.

Nous devons à la vérité de dire que nous n'avons pas la preuve de ce que nous venons d'avancer. Nous en trouvons simplement l'accusation dans un des mémoires des héritiers de Gilles de Rays.

Au cours du long procès engagé avec le duc de Bretagne, il y eut, à une époque, un essai de rapprochement entre les deux parties adverses. Or, comme condition d'accord, René de Rays mit que le duc de Bretagne lui paierait directement la somme qu'il devait à Prigent de Coëtivy, vu que le roi de France a employé celle qui avait été consignée à Paris (1).

(1) Le texte de ce projet d'accord entre le duc de Bretagne et André de Lohéac est aux Archives de la Loire-Inférieure E 175. En voici les deux articles concernant notre sujet :

« IIII. Et le duc, de sa part, sera tenu faire diligence de recouvrer la somme de quarante ouict mil sept cens reaulx que autrefois furent mis par lui ou ses predecesseurs en depost en lad. Court de parlement, laquelle somme le roi a prinse pour ses affaires, ainsi que on dit, et icelle somme ou pareille le duc sera tenu poier et bailler à mond. seigneur de Rays et mademoiselle sa femme par termes qui seront appointés et octroyez en faisant et portant mond. seigneur de Rays et mademoiselle sa femme garantage au duc envers led. seigneur de Coetivy et autres héritiers et successeurs dud. feu messire Prigent de Coetivy de tout ce qu'ilz pourront demander en lad. somme déposée, et à cause d'icelle.

Et en cas que par led. seigneur de Coetivy ou autres successeurs d'icelui feu messire Prigent, le duc, ses héritiers ou successeurs seront empeschez de recouvrer et avoir du Roy, ou de lad. Court, du parlement lad. somme de 48.700 reaulx, ou partie d'icelle, le

Quoi qu'il en soit de ce fait, les rois de France étaient à la veille de légitimer cet emploi discutable de l'argent de la Bretagne. Le temps approchait où ils devaient venir chercher une reine dans notre pays.

A ceux qui leur auraient reproché d'en prendre tant à leur aise avec un dépôt, et de s'emparer d'un argent qui ne leur appartenait pas, ils auraient peut-être pu répondre qu'ils le faisaient en prévision de l'avenir ; et peut-être en la Cour de Parlement auraient-ils trouvé des juristes pour approuver leur conduite, en disant que cet argent de la Bretagne n'était pas à proprement parler un dépôt, mais seulement une dot par anticipation, une succession à échoir aux futurs fils de France : succession qui, *ordine turbato*, pouvait parfaitement remonter aux pères et aux ancêtres de ces derniers.

G. DURVILLE.

duc, ses hoirs ou cause ayans, ne seront tenuz, durant led. empeschement, faire poïement de la somme qui en est soubz celui empeschement sera comprinse, jusques à ce qu'il soit tout premier vuydé.

Et pour ce que, par avant l'octroy de cest appointement ainsi ouvert entre le duc de sa part et nostred. seigneur et damoiselle de Rays, d'aulture, est expedient savoir tant devers le Roy comme devers la Court de parlement en quelle forme et dedans quel temps cette somme de 48.700 reaulx pourra estre recouvrée, a esté dit que dedans le quinziesme jour d'octobre prouchain venant le duc fera diligence d'en savoir et congnestre ce qu'il possible luy sera. »

NÉCROLOGIE

M. JOSEPH ROUSSE

MESSIEURS,

La Société Archéologique vient de nouveau d'être cruellement atteinte dans la personne d'un de ses Membres honoraires, M. Joseph Rousse, décédé subitement le 12 Mai 1909, à Paris, où il s'était retiré.

Né à La Plaine le 12 février 1838, M. Rousse se destina d'abord au barreau. Mais sa constitution délicate l'obligea, pendant plusieurs années, à voyager dans le Midi, et notamment en Italie, qui lui laissa toujours un souvenir enthousiaste. Son âme rêveuse le portait vers la poésie ; de bonne heure il célébra en vers simples, élégants et précis, l'amour de son pays natal. Nul ne fut plus attaché à sa petite patrie et à la Bretagne, dont il gardait au fond du cœur la douce mélancolie et la foi inébranlable. Il allait jusqu'à se dire séparatiste et n'admettait pas que les anciens privilèges de la province fussent abolis.

Disciple fervent de Brizeux, il avait comme lui l'inspiration sereine et sentimentale. Il excellait à composer de petits tableaux agrestes, de nuances fines, et pleins d'émotions. Son premier recueil de poésies « *Au Pays de Retz* », date de 1867. Puis parurent les « *Poèmes italiens et bretons* » (1869), « *Poésies* » (1875), « *Cantilènes* » (1878), « *Poésies bretonnes* » (1882), « *Chants d'un Celler* » (1886), « *Chants de deuil* » (1891).

Entre temps, M. Joseph Rousse avait été avocat, puis juge. Mais le caractère de ces fonctions ne pouvait convenir à son caractère épris d'indépendance. Il essaya de la politique, fut conseiller général républicain de l'arrondissement de Paimbœuf et fit apprécier par ses collègues, son libéralisme honnête et souriant.

Associé dans la Banque Rousselot, des revers de fortune et un deuil cruel vinrent assombrir sa vie. C'est alors qu'il fut nommé, en 1891, conservateur-adjoint de la Bibliothèque Municipale. Il succéda comme conservateur à M. Morin, en 1895. Ce titre cadrait parfaitement avec ses goûts et avec ses études très étendues. Il était pour les travailleurs d'une inépuisable complaisance, et son érudition ne fut jamais en vain mise à contribution.

En dehors de ses compositions poétiques, il a publié une histoire de la « *Poésie bretonne au XIX^e siècle* », et des monographies très documentées sur les « *Lieutenants de Charette* » et les petits chefs de l'armée vendéenne pendant la Révolution.

A l'amour des livres, M. Joseph Rousse joignait le culte passionné des œuvres d'art. Il connaissait à fond la plupart des grands musées, et trouvait, disait-il, dans la contemplation d'un tableau de Maître la plus pure des satisfactions.

Tous ses amis garderont le précieux souvenir de son intelligence distinguée, comme de sa bonté si indulgente et généreuse.

A. D.

NÉCROLOGIE

M. le Chevalier d'ACHON

MESSIEURS,

M. LÉON MAITRE m'annonce la mort de M. le Chevalier D'ACHON, un de ses amis dévoués, un ancien camarade d'études à l'Ecole des Chartes. Il a disparu subitement au mois de septembre 1909, alors que nous sommes tous dispersés, sa famille n'a pu nous convoquer à temps pour assister à ses funérailles. Notre regretté collègue n'était que membre correspondant de notre Société, mais il était bien digne d'être membre titulaire par son zèle et son attachement à l'archéologie. S'il avait habité Nantes, pays d'origine de sa famille, propriétaire de nombreux fiefs dans la baronnie d'Ancenis, il n'aurait jamais manqué une seule séance. Il faisait partie aussi de la Commission historique et archéologique de la Mayenne où il comptait beaucoup d'amis et se tenait au courant de tout ce qui se passait dans l'Ouest. Personne ne connaissait mieux les alliances et les origines des familles de l'Anjou et travaillait plus scrupuleusement à la confection des généalogies qui le touchaient de près. Celles qu'il a publiées sous le titre des *Seigneurs de Coururiers* et de la *famille Jarret* de la Mairie sont des modèles du genre.

La quantité de parchemins qui lui sont passés sous les yeux est considérable, les communications lui arrivaient de toutes parts dans son voisinage. C'est ainsi qu'il mit un jour la main sur un fonds d'archives

provenant du Prieuré de Cunauld où les religieux de Saint-Philbert avaient séjourné et put nous signaler un recueil précieux où M. MAITRE trouva la fameuse charte de 676 de l'évêque de Poitiers, Ansoald, concédant l'île de Noirmoutier à son ami Filibert avec la Villa de Deas.

Charles D'ACHON aimait à rendre service quand on faisait appel à son érudition, et il n'avait pas de plus grande joie que celle de montrer sa bibliothèque et ses portefeuilles. Les monuments de l'antiquité ne l'intéressaient pas moins. Nous l'avons vu quand nous avons visité les ruines romaines qui touchent sa propriété de Gennes et nous avons pu constater qu'il était vraiment archéologue. C'est un de nos bons souvenirs. L'affabilité et la cordialité de son accueil redoublent les regrets que nous éprouvons en pensant que la mort est venue interrompre les aimables relations que nous entretenions avec lui.

A. D.

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES
ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE



ABRÉVIATIONS

<i>Ac.</i> —	Académie, académique.
<i>Adj.</i> —	Adjoint.
<i>Adm.</i> —	Administration, administrateur, administratif — ive.
<i>Agr.</i> —	Agriculture, agriculteur, agricole.
<i>Anc.</i> —	Ancien, — ne.
<i>Ant.</i> —	Antiquaire.
<i>Arch.</i> —	Archéologie, archéologique.
<i>Arr.</i> —	Arrondissement.
<i>Art.</i> —	Artiste, artistique.
<i>Ass.</i> —	Association.
<i>B.-A.</i> —	Beaux-Arts.
<i>Bibl.</i> —	Bibliothèque, bibliothécaire.
<i>Bibl. bret.</i> —	Bibliophiles bretons.
<i>Centr.</i> —	Central, — e.
<i>Com.</i> —	Comité.
<i>Comm.</i> —	Commission, commissaire.
<i>Conf.</i> —	Conférence.
<i>Cons.</i> —	Conseil, conseiller.
<i>Cor.</i> —	Correspondant.
<i>Dél.</i> —	Délégué.
<i>Dép.</i> —	Département, départemental, — e.
<i>Dir.</i> —	Directeur.
<i>Ec.</i> —	Ecole.
<i>El.</i> —	Elève.
<i>Fond.</i> —	Fondateur.
<i>Gén.</i> —	Général, — e.
<i>Géog.</i> —	Géographie, géographique.
<i>Hist.</i> —	Histoire, historique.
<i>Hon.</i> —	Honneur, honoraire.
<i>Hort.</i> —	Horticulture, horticulteur, horticole.
<i>Inst.</i> —	Instruction.
<i>L.</i> —	Lauréat.
<i>Lit.</i> —	Littéraire.
<i>M.</i> —	Membre.
<i>Min.</i> —	Ministère.
<i>Mun.</i> —	Municipal, — e.
<i>Nat.</i> —	Naturel, — le.
<i>Pr^t, v.-pr^t.</i> —	Président, vice-président.
<i>Prof.</i> —	Professeur.
<i>Publ.</i> —	Public, — ique.
<i>Secr.</i> —	Secrétaire.
<i>Soc.</i> —	Société.
<i>Sc.</i> —	Sciences, scientifique.
<i>Sup.</i> —	Supérieur.
<i>Trés.</i> —	Trésorier.
<i>Chev.</i> —	Chevalier.
<i>O.</i> —	Officier.
<i>C.</i> —	Commandeur.
<i>G. O.</i> —	Grand-officier.
<i>G. G.</i> —	Grand-croix.
<i>O. I.</i> —	Officier de l'Instruction publique.
<i>O. A.</i> —	Officier d'Académie.
<i>Av.</i> —	Avenue.
<i>Boul.</i> —	Boulevard.
<i>Ch.</i> —	Château.
<i>Imp.</i> —	Impasse.
<i>Pass.</i> —	Passage.
<i>Pl.</i> —	Place.
<i>R.</i> —	Rue.
<i>Q.</i> —	Quai.

Les dates qui suivent chaque nom indiquent l'année de la réception

MEMBRES TITULAIRES

MM.

- ALLOTTE DE LA FÜYE (Maurice), O. ✱, colonel du Génie en retraite, r. d'Anjou, 2, Versailles (Seine-et-Oise), 1889.
- ANGOT (Joseph), m. de la Soc. Ac., r. des Pénitentes, 2 1904.
- ARBONNEAU (Henri d'), O. ✱, commandant du Génie en retraite, pass. Bonnamen, 2, et Ker-Natacha, la Baule-s/-Mer, 1906.
- AVROUIN-FOULON (le comte Louis), r. St-André, 102, et ch. de la Couronnerie, Carquefou, 1892.
- BACQUA (Auguste), maire de St-Fiacre, pl. Louis XVI, 1, et ch. du Coin, la Haie-Fouassière, 1879.
- BALBY DE VERNON (le marquis Georges de), 1^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, m. de la Soc. des agr. de France et de la Soc. hist. et arch. de l'Orléanais, m. de la Soc. ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts et des Études du Couserans, ch. de la Briaïs, St-Julien-de-Vouvantes, 1886.
- BASTARD (Ambroise), prof., r. de la Rosière, 27, 1906.
- BAUDOUIN (le docteur Marcel), r. Linné, 21, Paris, et Croix-de-Vie, 1904.
- BEAUPÈRE (Paul), avoué, boul. Delorme, 16, 1909.
- BEAUCAIRE (le vicomte Robert HORRIC de), r. Menou, 13, 1891.
- BELLEVÛE (le marquis Xavier FOURNIER de), cons. gén. de la Loire-Inférieure. m. de la Comm. dép., capitaine de cavalerie territoriale, ch. de Moulinroûl, Soudan, et r. Lesage, 1, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1895.
- BENOIST (Léon), r. Mathelin-Rodier, 1, 1909.
- BERNÈDE-SACHS (Christian), rue Royale, 1908.

Messieurs les Secrétaires généraux prient leurs collègues de vouloir bien leur faire connaître les rectifications à apporter à la liste des sociétaires, et déclinent toute responsabilité pour les erreurs et les lacunes qu'entraînerait un défaut de communication.

- BERTHOU (le comte Paul de), archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, m. de l'Ass. bret., de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine et du Com. de la Bibl. publ., 1^r de l'Ac. des Inscriptions et Belles-Lettres et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, ch. de Cadouzan, St-Dolay, la Roche-Bernard (Morbihan), 1884.
- BLANCHARD (René), O, I, , 1^r de l'Institut et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, secr. et bibl.-archiviste de la Soc. des bibl. bret., archiviste de la Ville de Nantes, m. du Com. de la Bibl. publ., r. Royale, 1, 1875.
- BLANCHET (le docteur Ferdinand), m. et anc. pr^t de la Soc. acc., pr^t hon. de la Soc. nantaise d'hort., m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, de la Soc. art. et litt. de l'Ouest et de la Soc. de géog. commerciale, r. du Calvaire, 32, et le Pellerin, 1854.
- BLOUET (Gustave), r. Lalayette, 18, 1909.
- BOIS DE LA PATELLIÈRE (Henri du), maire de St-Etienne-de-Mont-Luc, le Perroteau, St-Etienne-de-Mont-Luc, 1886.
- BOISGUÉHENNEUC (Henri du), r. Colbert, 6, et ch. de la Rabillardière, Haute-Goulaine, 1903.
- BONET (Louis), industriel, anc. v.-pr^t de la Soc. philatélique, r. d'Alger, 10, 1901.
- BONNIGAL (Henri-Martin), notaire à Vertou, 1909.
- BOUBÉE (Joseph), r. Bonne-Louise, 10, et ch. de la Meule, Arthon, 1890.
- BOUCHAUD (Adolphe), pl. de la Petite-Hollande, 3, et ch. de la Bernardière; à St-Herblain, 1893.
- BOÛGOUIN (François), architecte, anc. él. de l'Ec. des B.-A., m. et anc. pr^t de la Soc. des architectes, 1^r de la grande médaille de la Soc. cent. pour l'architecture privée, 1892, r. du Calvaire, 10, et r. de Bel-Air, 22, 1879.
- BOUYER, (l'abbé Jules), chanoine hon., anc. missionnaire, anc. aumônier des Dames Blanches, anc. sup. du Petit-Séminaire de Guérande, Rue St-Stanislas, 1886.
- BRAULT (l'abbé Ferdinand), aumônier du Lycée, anc. prot. de philosophie à l'Externat, r. de Briord, 9, 1900.
- BREMOND D'ARS MIGRÉ (le marquis Anatole de), , licencié en droit, chev. de St-Jean-de-Jérusalem (Malte) et de St-Sylvestre, C. de Pie IX, anc. sous-préfet, secr. du Cons. gén. du Finistère, pr^t du comice agr. de Pont-Aven, cor.

- de la Soc. nationale des ant. de France, dél. de la Soc. des bibl. br., m. de l'Ass. bret., pr^t du Com. dép. de la Soc. bibliographique, m. de l'Ac. d'Aix-en-Provence, l'un des pr^{ts} hon. du Cons. héraldique de France, m. de plusieurs autres Soc. savantes, ch. de la Porte-Neuve, Riec-sur-Bélon (Finistère), 1874.
- BREVEDENT du PLESSIS (Irénée de), r. Henri IV, 12, 1892.
- BROSSE (Gilbert GUILLET de la), ch. de la Noë, Orvault, 17, r. Royale, Nantes, 1907.
- BRUC (le comte Maurice de), anc. camérier d'hon. de S. S. le pape Léon XIII, ch. de Bruc, Candé (Maine-et-Loire), et r. de Penthievre, 26, Paris, 1889.
- BUREAU (le docteur Louis), O. I. , licencié ès-sc. nat., dir.-conservateur du Muséum d'hist. nat., prof. d'hist. nat. à l'Ec. de médecine, cor. du Muséum de Paris, m. du Cons. de l'Ass. française pour l'avancement des sc., m. fond. de la Soc. zoologique de France, collaborateur adj. à la carte zoologique détaillée de la France, secr. gén. très. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, m. du Cons. centr. de la Soc. ac., r. Gresset, 15, et ch. de la Meilleraye, Riaillé, 1891.
- CAILLÉ (Dominique), l^r de la Soc. nat. d'encouragement au bien et de plusieurs Soc. savantes, anc. v.-pr^t et m. du Com. cent. de la Soc. ac., anc. secr. de la Soc. des bibl. bret., pl. Delorme, 2, 1904.
- CAZAUTET (Constant), boul. Delorme, 24, 1904.
- CHAILLOU (Félix), O. I. , l^r de la Soc. française d'arch., de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure et du Comice agr. de Vertou, anc. pr^t de la délégation cantonale de Vertou, m. de la Soc. des sc. nat. de l'ouest de la France, viticulteur, fond. du Musée des Cléons, q. de la Fosse, 70, et ch. des Cléons, Vertou, 1885.
- CHATELLIER (Léon), anc. cons. mun. de Nantes, r. Félibien, 66, 1884.
- CHAUVET (André), architecte, anc. él. de l'Ec. des B.-A., m. de la Soc. des Art. Bretons, r. Guibal, 19, 1901.
- CLERVILLE (Adolphe JOLLAN de), cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Soc. ac., du Cons. dép. de l'Inst. publ. et de la Comm. du Muséum, maire de St-Viaud, r. de Bréa, 9, et ch. de la Barrière, Blain, 1902.

CORMERAIS (Emile), industriel, anc. pr^t du Tribunal de Commerce, v.-pr^t de la Chambre de Commerce, r. de la Moricière, 10, 1902

CORMERAIS (Ludovic), docteur en droit, anc. auditeur au Cons. d'Etat, anc. cons. de préfecture, secr. du Cons. gén. de la Loire-Inférieure et de la Comm. dép., maire de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, dél. de la Soc. française de secours aux blessés pour la XI^e région militaire et de la Soc. des bibl. bret., v.-pr^t du Syndicat des agr., pr^t de la Comm. du Musée Dobrée, m. de la Comm. du Musée arch., boul. De-lorme, 34, et ch. du Rocher, St-Philbert-de-Grand-Lieu, 1884.

COURSON (le vicomte de), pl. de la Préfecture, 3, 1909.

CROUAN (Jules), 28, r. du Calvaire, 1908.

COTTEUX (Marcel), anc. notaire, expert, Châteaubriant, 1895.

DANO (C.), sous-intendant militaire, r. du Mont-Goguet, 1908.

DARON, avocat, rue du Général-Meusnier, 1909.

DELANOUE (l'abbé Armand), curé de St-Félix, 1905.

DELATTRE (Léon), agent voyer cantonal, r. d'Allonville, 54, 1906.

DION (le marquis Albert de), député, cons. gén. de la Loire-Inférieure, v.-pr^t de l'*Automobile Club*, ch. de Maubreuil, Carquefou, et av. de la Grande-Armée, 46, Paris, 1903.

DORÉ-GRASLIN (l'abbé Philbert), r. Dugommier, 7, et ch. de Loiselinère, Gorges par Clisson, 1906.

DORTEL (Alcide), O. I. , avocat, cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. pr^t de la Soc. ac., anc. secr. de la Soc. des bibl. bret., m. du Com. de la Bibl. publ., de la Comm. du Musée arch. et du Cons. dép. d'hygiène pub., cor. honoraire du Min. de l'inst. publ. pour les travaux hist., rue de l'Héronnière, 12, 1889.

DOUDIÈS (Jules), q. de Tourville, 19, Nantes, 1901.

DROUIN (Aristide), entrepreneur, sec. gén. de la Soc. nantaise d'Horticulture, m. de la Soc. ac., r. de Rennes, 11, 1907.

DURVILLE (l'abbé Georges), O. A. , chanoine prébendé, anc. aumônier des Augustines, l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, anc. pr^t de la Soc. philatélique, m. de la Comm. du Musée arch., corr. du Min. de l'inst. publ., r. St-Clément, 76, 1892.

ESTOURBEILLON DE LA GARNACHE (le marquis Régis de

l'), O. A. , député, cons. mun. de Vannes, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, inspecteur et l^r de la Soc. française d'arch., fond. dir. de la *Revue historique de l'Ouest*, anc. pr^t de la Soc. polymatique du Morbihan, v.-pr^t de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Ass. bret., de la Soc. des Hospitaliers-Sauveleurs-Bretons et de la Soc. art. et litt. de l'Ouest, l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, pl. de l'Évêché, 10, Vannes (Morbihan), et r. du Havre, 7, Paris, 1880.

FABRÉ (Xavier), notaire, r. de Saillé, Guérande, 1883.

FERRONNAYS (le marquis de la), député de la Loire-Inférieure, cons. gén., maire de Saint-Mars-la-Jaille, ch. de Saint-Mars-la-Jaille, 1908.

FERRONNIÈRE (Georges), architecte, prof. à l'Université catholique d'Angers, m. de la Soc. ac., m. de la Comm. du du Musée arch., r. Voltaire, 15, 1907.

FILLIAT (André), chirurgien-dentiste des hôpitaux de Nantes r. Boileau, 11, 1906.

FRANCE (Jules de), titulaire de deux médailles d'hon. comm.-voyeur, r. Charles-Monselet, 30, 1898.

FRESLON (Paul de), r. Malherbe, 8, 1902.

FURRET (Jules), architecte, m. de la Soc. des architectes, r. Geoffroy-Drouet, 6, 1904.

GOURDON (Maurice), O. I. , C. de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, attaché au service de la carte géologique de France, r. Germain-Boffrand, 7, et ch. de la Haie des Bouillons, Cordemais, 1900.

GOURNERIE (V^{te} Eugène de la), r. Royale, 16, 1909.

GOUSSET (le comte René), avocat, docteur en droit, m. du Cons. héraldique de France et de l'Ass. des Chev. pontificaux, pl. de l'Oratoire, 14, 1889.

GRAND (Roger), O. A. , anc. élève et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, avocat, anc. archiviste du Cantal, anc. archiviste adj. de la Loire-Inférieure, cor. du Min. de l'Inst. publ. et de la Soc. nationale des ant. de France, inspecteur dép. de la Soc. française d'arch., pl. Delorme, 1, et Arradon (Morbihan), 1903.

GRÉLIER (l'abbé Charles), m. de la Soc. française d'Arch., Ecole apostolique, Maison des Missions à Challans (Vendée), 1905.

GUITTON (Ludovic), notaire honoraire, r. Tournefort, 1, 1909.

HALGAN (le docteur Georges), boul. Delorme, 30, 1904.

HASTREL DE RIVEDOUX (le baron d'), r. Saint-Jean, 10, 1909.

HOUDET (Joseph), r. de la Rosière, 9, 1900.

HUBERT (Pierre), r. Cassini, 12, 1907.

JAMONT, pl. Canclaux, 6, 1909.

JUIGNÉ (le marquis Jacques LECLERC de), député, secr. du Cons. gén. de la Loire-Inférieure, maire de Juigné-s.-Sarthe, ch. du Bois-Rouaud, St-Hilaire-de-Chaléons, ch. de Juigné-s.-Sarthe, (Sarthe) et r. du faub. St-Honoré, 137, Paris, 1906.

KERVENOAËL (le vicomte Émile JOUAN de), docteur en droit, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des bibl. bret., r. Tournefort, 3, et ch. de Boisy-Sourdis, la Verrie (Vendée), 1886.

LAFONT (Georges), architecte, inspecteur diocésain, anc. secr. de la Soc. des architectes, pr^t fond. hon. de la Comm. des fêtes nantaises, m. de la Comm. dép. des bâtiments civils, du Cons. dép. d'hygiène publ., de la Comm. du Jardin des Plantes et du Com. des Amis des Arts, m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., r. de la Rosière, 17, 1873.

LAGRÉE (Victor), O. ✱, de l'ordre du Nicham-Iftikar, de l'ordre royal du Cambodge et du Dragon Vert de l'Annam, pr^t de la Section nantaise des Hospitaliers-Sauveteurs-Bretons, capitaine de frégate en retraite, r. Bonne-Louise, 2, 1901.

LASTOURS (Dr Edmond GAUZENCE, baron de), pl. Dumoustiers, 5, et ch. de la Mabiterie, Varades, 1907.

LAUZON (Etienne de) cons. d'arr. de la Mothe-Achard, m. du Cons. héraldique de France, r. Mathelin-Rodier, 19, et ch. de la Forêt, la Mothe-Achard (Vendée), 1890.

LECORNU (Alfred), O. A. ☉, architecte retraité de la Ville de Paris, r. du Général-Bedeau, 2, et ch. de Kerlocdulec, St-Marc, en St-Nazaire, 1900.

LE COUR-GRANDMAISON (Henri), ✱, sénateur, cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Comm. dép., maire de Campbon, pr^t de la Soc. des courses, r. de Bréa, 2, ch. de Coislin, Campbon, et r. de l'Université, 71, Paris, 1887.

LEGRAND (Paul), secr. régional de *La Province* pour la Vendée, r. Royale, 14, et la Benate par St-Etienne-de-Corcoué, 1905.

LERAT (le docteur Fernand), O. I. ☉, prof. à l'Ec. des sc. et des lettres, anc. chef des travaux anatomiques à l'Ec. de

- médecine, m. de la Comm. du Muséum, anc. m. adj. du Cons. dép. d'Hygiène publ., r. Thiers, 4, 1900.
- LEROUX (Alcide), avocat, m. et anc. pr^t de la Soc. ac., m. de la Soc. française d'arch. et de l'Ass. bret., av. Camus, 34, et St-Germain, Langonnet (Morbihan), 1877.
- LESIMPLE (l'abbé Jean-Baptiste), aumônier des Dames Blanches, r. de Gigant, 34, 1903.
- LINYER (Louis), ✱, avocat, bâtonnier, m. du Cons., prof. à l'Ec. libre de droit, anc. adj. au maire de Nantes, m. du Com. cent. et anc. pr^t de la Soc. ac., pr^t fond. de la Soc. de géog. commerciale, m. de la Soc. française d'arch., de la Soc. art. et lit. de l'Ouest et de la Soc. des Amis des Arts, r. Paré, 1, ch. de la Jubinière, Héric, et ch. du Veillon, Talmont (Vendée), 1877.
- LISLE DU DRENEUC (Georges de), av. Félix-Faure, 28, 1901.
- LISLE DU DRENEUC (le vicomte Pitre de), O. A. ☉, 1^r de la Soc. française d'arch. et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, conservateur et m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., conservateur du Musée Dobrée, cor. du Min. pour les travaux hist., m. de la Comm. des monuments hist. et des mégalithes de France, du Com. des B.-A. des dép. et de la Soc. des ant. de France, auxiliaire de la Comm. de géog. hist. et des mégalithes de France, m. du Com. de la Bibl. publ. et de la Com. du Musée des B.-A., av. de l'Éperonnière (r. de Paris, 63), 1872.
- LONDE (Joseph SENOT de la), docteur en droit, maire de Thouaré, r. Mathelin-Rodier, 6, et ch. de la Picauderie, Thouaré, 1887.
- LOTZ-BRISSONNEAU (Alphonse), O. I. ☽, ingénieur des arts et manufactures, pr^t de la Soc. des Amis des Arts, m. de la Comm. du Musée des B.-A. et du Com. de la Bibl. publ., adm. du Bureau de bienfaisance, q. de la Fosse, 86, 1898.
- LYONS (Just des), av. Camus, 11, et ch. de Belleroche, Rocheservière (Vendée), 1905.
- MAILCAILLOZ (Alfred), O. A. ☉, chef du contentieux de la mairie de Nantes, anc. secr. perpétuel de la Soc. ac., r. Général-de-Sonis, 7, 1901.
- MAITRE (Léon), O. I. ☽, archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, archiviste du dép., m. du Com. des travaux hist. et sc. près le Min. de l'inst. publ.,

- anc. pr^t de la Soc. ac., anc v.-pr^t de la Soc. de géog. commerciale, r. de Strasbourg, 2, 1870.
- MANCEAUX (Maurice), comm.-priseur, rue Crébillon, 18.
- MARTIN (Arthur), O. ✱, capitaine de vaisseau en retraite, r. Gurvand, 32, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1895.
- MAUJOÜAN DU CASSET (Joseph), rue Colbert, 1.
- MICHEL (Gaston), ✱, ingénieur de la Ville, m. de la Comm. des bâtiments civils, r. de la Rosière, 28, 1900.
- MIRALLIÉ (le docteur Charles), anc. interne des Hôpitaux de Paris, médecin des Hôpitaux de Nantes, prof. de médecine légale et d'hygiène à l'Éc. de médecine, r. Copernic, 11, 1906.
- MONTI DE REZÉ (Claude de), chev. de St-Grégoire le Grand, cons. d'arr., m. du Cons. d'adm. de la *Revue historique de l'Ouest*, du Cons. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Soc. française d'arch., du Cons. héraldique, de la Soc. d'émulation de la Vendée, q. Ceineray, 3, et ch. du Fief-Milon, Le Boupère (Vendée), 1883.
- MONTI DE REZÉ (le comte Henri de), cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, r. de Strasbourg, 31, et ch. de Rezé, près Nantes, 1886.
- MOREL (César), O. ✱, administrateur chef de la Marine en retraite, r. de la Bastille, 52, 1909.
- MOUILLÉ (l'abbé J.-M.), prêtre de Saint-Sulpice, anc. dir. du gr. séminaire de Nantes, aumônier de la Providence, 9, r. Lorette-de-la-Refoulais, 1908.
- MOUSSAULT (le docteur Léandre), av. de Launay, 1, 1909.
- NAU (Paul), architecte, pr^t de la Soc. des architectes, pr^t de la Comm. du Musée arch., r. Lafayette, 16, et ch. de Port-Sinan, Rouans, 1865.
- NAU (Joseph), architecte, m. de la Soc. des architectes, pl. Edouard-Normand, 3, 1905.
- NOURY (Edouard), r. Sully, 2, 1905.
- OHEIX (André), la Ville-aux-Veneurs, Loudéac (Côtes-du-Nord), 1900.
- OLLIVE (Frédéric), inspecteur du service vicinal, m. de la com. dép. des bâtiments civil, r. Félibien, 61, 1901.
- OLLIVE (Jean-Baptiste), secr. de la Soc. des Amis des Arts, Pont-Rousseau, Rezé, 1900.
- OUVRARD (Léonce), rédacteur en chef de l'*Express de l'Ouest*, pl. des Jacobins, 1908.

- PERROTEAUX (Emile), r. Marceau, 7, 1909.
- PINEAU-CHAILLOU (Fernand), O. A. , secr. de la Soc. des Art. bretons, q. Ernest-Renaud, 12, et ch. des Cléons, Vertou, 1905.
- PLANTARD (le docteur J.-M.), boul. Pasteur, 29, 1904.
- PLESSIS (Georges du), ✱, 1, r. Maurice-Duval, ch. de Ker-Thomas (Morbihan), 1908.
- POIRIER (Etienne), bibl. de la Soc. ac., pl. du Bouffay, 6, 1907.
- POUVREAU (Raymond), anc. cons. d'arr. de Nantes, dir. de la *Mutuelle du Mans*, r. St-André, 44, 1884.
- RACINEUX (Marcel), route de Clisson, 1908.
- RADIGOIS (l'abbé Auguste), anc. sup. du Collège de Châteaubriant, anc. curé de St-Sébastien, anc. aumônier du Pensionnat des Frères, r. de Bel-Air, 14, 1886.
- RENARD (Paul), pl. du Pilon, 11, 1907.
- RENAUD (Henri) dir. du *Vendéen*, r. de Savenay, 16, 1907.
- RÉVÉREND (Jules), à Bourgerel, Musillac (Morbihan).
- RINGEVAL (Léon), ✱, O. A., , Porte-Chaise, St-Sébastien, près Nantes, 1903.
- RIONDEL (le commandant Albert), O. ✱, capitaine de frégate en retraite, anc. prt de la Soc. ac., pl. de la Moricière, 1, et ch. des Chapelières, St-Mars-la-Jaille, 1905.
- RIONDEL (Henri), trés. de la Soc. ac., pl. de la Moricière, 1, et ch. des Chapelières, St-Mars-la-Jaille, 1907.
- RIVET (Edouard), la Trémisnière, près Nantes, 1906.
- ROCHERY, q. Dugay-Trouin, 3, 1908.
- ROUSTEAU (Armand), étudiant, r. de Bel-Air, 9, 1909.
- ROUXEAU (le docteur Alfred), O. A. , anc. interne des hôpitaux de Paris, prof. de physiologie à l'Ec. de médecine, secr. de la *Gazette Médicale de Nantes*, m. de la Soc. ac. et du Com. de la Bibl. publ., r. de l'Héronnière, 4, 1894.
- ROY (Donatien), r. Fénelon, 4, 1908.
- SAINT-GUÉDAS (Henri Rado de), bat. de l'Ord. des avocats, m. du Cons., r. Grétry, 1, 1907.
- SÉCILLON (le vicomte Stéphane de), r. Prémion, 1, et ch. de la Tour, Orvault, 1898.
- SIBILLE (Maurice), député, cons. gén., m. de la Comm. du Musée des B.-A., r. Gresset, 8, et boul. des Invalides, 44, Paris, 1907.

- SOREAU (l'abbé Henri), chanoine hon., prof. de dessin au Pensionnat St-Stanislas, r. St-Stanislas, Nantes, 1886.
- SOULLARD (Marcel), avocat, docteur en droit, prof. à l'Ec. libre de droit, anc. secr. gén. de la Société acad., r. Crébillon, 14, et ch. de la Haye-Morlière, Orvault, 1899.
- SOULLARD (Paul), numismatiste, m. de la Com. du Musée arch., m. cor. de la Soc. française de numismatique, r. du Château, 10, et ch. de la Haye-Morlière, Orvault, 1862.
- SUYROT (Gabriel de), r. du Lycée, 13, et ch. de la Gastière, Mortagne-s/-Sèvre (Vendée), 1890.
- TERNAY (le comte Louis d'AVIAU de), r. Tournefort, 2, et ch. de Ternay, les Trois-Moutiers (Vendée), 1886.
- TERTRE (Fernand COUËTOUX du), greffier du Tribunal, Paimbœuf, 1907.
- TESSIER (Benjamin), architecte, m. de la Soc. des architectes, anc. él. de l'Éc. des B.-A., r. Crébillon, 24, et la Roche-Montrevault (Maine-et-Loire), 1906.
- TOUCHE (Xavier LE LIÈVRE de la), numismatiste, r. du Port-Communeau, 21, 1883.
- TRÉMANT (Paul), r. de la Rosière, 11, 1900.
- VIENNE (Jean de), ch. de Thouaré, 1908.
- VIEUVILLE (Gaston de la), O. ✱, colonel de cavalerie breveté en retraite, r. Tournefort, 1, et ch. de la Gazoire, Nort, 1900.
- VIGNARD (le docteur Edmond), O. A. ④, chirurgien des hôpitaux, prof. de clinique chirurgicale à l'Éc. de médecine, chirurgien titulaire à l'Hôtel-Dieu, r. de l'Héronnière, 6, 1900.
- VIGNARD (Auguste), r. de Rennes, 11, 1904.
- VIGNERON-JOUSSELANDIÈRE (Albert), ch. de Coët-Droz, Savenay, 1905.
- VILLESBOISNET (le comte Arthur ESPIVENT de la), sec. du Cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Com. dép., ch. du Deffay, Pontchâteau, et r. Cambon, 31, Paris, 1896.
- VINCENT-JOÛON (Antoine), pr^t du Tribunal de commerce, rue de Courson, 3, 1906.
- VINCENT fils (Antoine), rue de Courson, 3, 1909.
- VINCENT (Félix), ch. de la Gobinière, Orvault, 1896.
- WISMES (Christian de BLOCQUEL de CROIX, baron de), m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., 1^r de la Soc. ac., anc.

v.-pr^t de la Conf. La Moricière, m. de la Soc. des Art. bretons, cor. de la Soc. de l'Art chrétien et de l'Ass. bretonne, r. Henri IV, 12, 1887.

WISMES (Gaëtan de BLOCQUEL de CROIX, baron de), pr^t de la Soc. ac., secr. adj. de la Soc. des bibl. bret., r. Royale, 17, et ch. de la Chollière, Orvault. 1887.

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM.

- ACHON (le chevalier Charles d'), anc. él. de l'Ec. des Chartes, ch. de la Roche-de-Gennes, Gennes (Maine-et-Loire), 1898.
- AUMONT (Joseph), photographe, r. de la Barillerie, 15, et St-Brevin, 1882.
- BARMON (Henri NICOLAZO de), anc. camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de la Touche, Fégréac, 1887.
- BASTARD (Charles) numismatiste, ch. de Kerlan, par Savenay (L.-I.), 1908.
- BAUDRY (Madame), (née Joséphine Bouché), associée correspondante, St-Mars-la-Jaille, 1906.
- BÉJARRY (le comte Amédée de), ✱, sénateur de la Vendée, anc. lieutenant-colonel du 63^e régiment territorial, r. Tournefort, 7, et ch. de la Roche-Loucherie, St-Hermine (Vendée), 1885.
- BOCERET (Emmanuel PRIOUR de), écrivain, r. Sully, 1, 1887.
- BOIS-SAINT-LYS (M^{lle} MAILLARD de), associée correspondante, manoir du Bois-St-Lys, Carquefou, 1900.
- BONNEAU (Louis), O. I. ☉, juge de paix, m. de la Soc. des bibl. bret. et de la Soc. polymathique du Morbihan, écrivain, l^r de nombreux concours lit., m. des Hospitaliers-Sauveurs-Bretons, q. de St-Goustan, 28, Auray (Morbihan), 1898.
- BOURDEAULT (l'abbé Arthur), docteur en théologie, vicaire de Nozay, 1903.
- BROCHET (Louis), O. A. ☉, agent voyer d'arr. hors classe, m. de la Soc. des antiquaires de l'Ouest, r. de la République, 114, Fontenay-le-Comte (Vendée), 1900.
- CHAPRON (Joseph), l^r de la Soc. ac., Châteaubriant, 1889.
- CHARBONNEAU-LASSAY (Louis), m. de plusieurs Soc. d'hist. et d'arch., prof., Loudun (Vienne), 1902.
- CHATELLIER (le baron Paul MAUFRAS du), O. I. ☉, m. cor. de l'Institut, l^r de l'Institut, cor. de la Soc. des ant. de

- France, cor. du Min. de l'Instr. publ. et des B.-A., pr^t de la Soc. arch. du Finistère, ch. de Kernuz, Pont-l'Abbé (Finistère), 1883.
- COURSON DE LA VILLENEUVE (le vicomte Robert de), ✱, colonel en retraite, rue de Nièvre, 50, Nevers (Nièvre), 1895.
- COUTIL (Léon), O. A. ☉, cor. du Min. pour la section d'arch., fond. et anc. pr^t de la Soc. normande d'études préhistoriques, m. de plusieurs Soc. savantes, les Andelys (Eure), 1907.
- DRESNAY (le vicomte Maurice du), licencié ès-lettres, attaché à la légation de France à Tokio, Tokio (Japon), av. du Trocadéro, 14 bis, Paris, et ch. du Dréneuc, St-Nicolas-de-Redon, 1886.
- DUBREIL (Charles), juge d'instruction, Paimbœuf, 1900.
- ESPERONNIÈRE (le marquis René de l'), ch. de l'Esperonnière, Candé (Maine-et-Loire), 1907.
- EUDEL (Paul), O. I. ☉, critique d'art, chargé de missions en Algérie, anc. sec. de la Soc. ac., anc. m. de la Comm. de la Bibl. et de la Comm. du Musée Arch., v.-pr^t de l'Exp. des B.-A., anc. m. de la Comm. du Conservatoire de musique, anc. m. des Comm. des Expositions universelles, r. Gustave-Flaubert, 4, Paris, et ch. du Gord, Cellettes (Loir-et-Cher), 1885.
- GABILLAUD (Narcisse), O. A. ☉, instituteur à Moulins (Deux-Sèvres), 1908.
- GENUIT (le docteur Marcel), ch. de la Guichardaye, Tréal (Morbihan), 1871.
- GIROUSSE (l'abbé Félix), aumônier des Frères, rue de Rennes, 85-87, 1895.
- HERRIOT (Edouard), anc. él. de l'Éc. normale supérieure, agrégé des lettres, prof. de rhétorique au Lycée de Lyon, maire de Lyon, cours d'Herbouville, 1, Lyon (Rhône), 1896.
- JOUBERT (le chevalier Joseph), v.-pr^t de la Soc. des Études coloniales et maritimes, m. cor. de la Sociedade de Geographia de Lisboa et de l'Ateneo Veneto, m. de la Societa Geografica Italiana, du Conseil heraldique de France. etc., r. des Arènes, 11, Angers (Maine-et-Loire), 1906.
- JOYS (Paul), dir. de l'Ec. St-Similien, r. Talensac, 16, 1906.
- KERGUENNEC (François LE CHAUFF de), maire de St-Molf, ch. de Kerguennec, Guérande, et r. du Mené, 18, Vannes (Morbihan), 1879.

- LANDE DE CALAN (le vicomte CHARLES de la), p^t de la Soc. des bibl. bretons, Redon (Ille-et-Vilaine), 1907.
- LONGRAIS (Frédéric JOÛON des), archiviste paléographe, anc. él. de l'Ec. des Chartes, rue du Griffon, 4, Rennes, et ch. de la Martinière, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1894.
- LORIÈRE (Henri TROCHON de), r. Henri IV, 11, et ch. du Pavillon, Presles et Thierry (Aisne), 1901.
- MAUPASSANT (le comte Charles de), ch. de Clermont, le Cellier, et r. de Monceau, 60, Paris, 1891.
- MÉREL (l'abbé Louis), vicaire d'Issé, 1900.
- MÉRESSE (Gabriel), ch. de Lessac, Guérande, et Villa la Reine, r. Fontaine-Bleue, Mustapha-Alger (Algérie), 1881.
- MOLLAT (l'abbé Guillaume), anc. chapelain de l'église St-Louis-des-Français, chapelain de la basilique de Montmartre, Mauves, et r. de l'Assomption, 88, Paris (XVI^e), 1901.
- MONTAIGU (le marquis Pierre de), ✱, C. de Pie IX, v.-pr^t du Cons. gén. et député de la Loire-Inférieure, maire de Missillac, v.-pr^t d'hon. de la Soc. St-Hubert de l'Ouest, m. de la Comm. du Musée des B.-A., ch. de la Bretesche, Missillac, et r. Martignac, 18, Paris, 1899.
- MOREAU (Georges), ingénieur des mines, anc. él. de l'éc. Polytechnique, av. Bugeaud, 28, Paris, 1902.
- PERRON (Louis), à Formusson-en-Daon (Mayenne).
- PEYRADE (Henri ESPITALIÉ de la), anc. cons. mun. de Nantes, ch. du Bois-de-Roz, Limerzel (Morbihan), 1883.
- PICHELIN (Paul), banquier, m. de la Soc. des Amis des arts, r. Bonne-Louise, 12, 1874.
- PINEL (Louis), répétiteur à l'École des Hautes Études commerciales, 108, boulev. Malesherbes, Paris-17^e, 1908.
- POHIER (Jacques), d^r en droit, rue des Prêtres, 16, Ancenis.
- PORT (Etienne), ✱, anc. chef adj. du cabinet du Min. de l'Inst. publ., insp. gén. de l'Univ., rue des Volontaires, 29, Paris, 1903.
- PORTE (le vicomte Hippolyte LE GOUVELLO de la), cons. d'arr. de St-Nazaire, maire de Sévérac, m. de la Comm. du Musée Dobrée, r. Sully, 5, et ch. de Sévérac, St-Gildas-des-Bois, 1886.
- RENOUL (le docteur Emmanuel), le Loroux-Bottereau, 1901.
- REVELLIÈRE (Gabriel), vérificateur des Douanes, à Saint-Nazaire, 1908.

TOUCHE (Henri ROUMAIN de la), anc. magistrat, cons. d'arr.
d'Ancenis, ch. de Champtoceaux (Maine-et-Loire), 1885.

TRÉVELEC (le marquis Harry de), Herbignac, West South-
bourne, Bournemouth (Angleterre), 1902.



MEMBRES HONORAIRES

MM.

ABGRALL (l'abbé Jean-Marie), O. A. ☙, chanoine hon. de Quimper, aumônier de l'Hôpital, v.-pr^t de la Soc. arch. du Finistère, cor. de la Comm. des monuments hist., l^r de la Soc. française d'arch., prof. d'arch. au Grand-Séminaire, Quimper (Finistère), 1897.

CROIX (le R. P. Camille de la), ✱, Poitiers (Vienne), 1894.

POTTIER (l'abbé Fernand), O. A. ☙, chanoine titulaire, pr^t de la Soc. arch. du Tarn-et-Garonne, corr. du Min. de l'Inst. pub. pour les travaux hist., du Min. des B.-A., de la Comm. des monuments hist., inspecteur de la Soc. française d'arch., prof. d'arch. au Grand-Séminaire, r. du Moustier, 59, Montauban (Tarn-et-Garonne), 1898.

URSEAU (l'abbé Charles), O. I. ☙, chanoine de la Cathédrale d'Angers, secr. gén. de la Soc. d'agr., sc. et arts d'Angers, cor. du Min. de l'Inst. publ. et de la comm. des monuments hist., parvis St-Maurice, 4, Angers (Maine-et-Loire), 1906.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

<i>Aisne</i>	Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie de Saint-Quentin.
<i>Allier</i>	Société d'émulation des lettres, sciences et arts du Bourbonnais (Moulins).
<i>Alpes-Maritimes</i>	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes (Nice et Paris).
<i>Aube</i>	Société académique, d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube (Troyes).
<i>Aude</i>	Commission archéologique et littéraire de l'arrondissement de Narbonne.
<i>Aveyron</i>	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron (Rodez).
<i>Basses-Pyrénées</i>	Société des sciences, lettres et arts de Pau.
<i>Belfort</i>	Société Belfortaine d'émulation (Belfort).
<i>Bouches-du-Rhône</i> ...	Société de statistique de Marseille. — Annales des Facultés de droit et des lettres d'Aix, à la Bibliothèque de l'Université, à Aix-en-Provence.
<i>Charente</i>	Société archéologique et historique de la Charente (Angoulême).
<i>Charente-Inférieure</i> ..	Société des archives historiques (Revue de Saintonge et d'Aunis) (Saintes).
<i>Cher</i>	Société des antiquaires du Centre (Bourges).
<i>Corrèze</i>	Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze (Brives).

<i>Côtes-du-Nord</i>	Société d'émulation des Côtes-du-Nord (Saint-Brieuc).
<i>Creuse</i>	Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (Guéret).
<i>Deux-Sèvres</i>	Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres (Niort).
<i>Dordogne</i>	Société historique et archéologique du Périgord (Périgueux).
<i>Eure-et-Loir</i>	Société archéologique d'Eure-et-Loir (Chartres).
<i>Finistère</i>	Société archéologique du Finistère (Quimper).
—	Société diocésaine d'archéologie (Quimper).
—	Société académique de Brest.
<i>Gard</i>	Académie de Nîmes.
<i>Gironde</i>	Société archéologique de Bordeaux.
<i>Hautes-Alpes</i>	Société d'études des Hautes-Alpes (Gap).
<i>Haute-Garonne</i>	Société archéologique du Midi de la France (Toulouse).
<i>Haute-Marne</i>	Société historique et archéologique de Langres.
<i>Haute-Saône</i>	Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône (Vesoul).
<i>Haute-Vienne</i>	Société archéologique et historique du Limousin (Limoges).
—	Société des amis des sciences et arts de Rochechouart.
<i>Ille-et-Vilaine</i>	Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine (Rennes).
—	Annales de Bretagne, publiées par la Faculté des lettres de Rennes.
—	Société historique et archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo.
<i>Indre-et-Loire</i>	Société archéologique de la Touraine (Tours).
<i>Isère</i>	Académie Delphinale (Grenoble).

<i>Jura</i>	Société d'émulation du Jura (Lons-le-Saulnier).
<i>Landes</i>	Société de Borda (Dax).
<i>Loir-et-Cher</i>	Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher (Blois).
—	Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois (Vendôme).
<i>Loire-Inférieure</i>	Société académique de Nantes et de la Loire-Inférieure (Nantes).
—	Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France (Nantes).
—	Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne (Nantes).
<i>Loiret</i>	Société archéologique et historique de l'Orléanais (Orléans).
<i>Lot</i>	Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot (Cahors).
<i>Lozère</i>	Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère (Mende).
<i>Maine-et-Loire</i>	Société des sciences, lettres et beaux-arts de l'arrondissement de Cholet.
—	Société Nationale d'Agriculture, sciences et arts d'Angers.
<i>Manche</i>	Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche (Saint-Lô).
<i>Marne</i>	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne (Châlons-sur-Marne).
<i>Mayenne</i>	Commission historique et archéologique de la Mayenne (Laval).
<i>Meurthe-et-Moselle</i> ...	Société d'archéologie lorraine et Musée historique lorrain (Nancy).
<i>Meuse</i>	Société des lettres, sciences et arts de Bar le-Duc.
<i>Morbihan</i>	Société polymathique du Morbihan (Vannes).
<i>Nord</i>	Commission historique et archéologique (Lille).

<i>Oise</i>	Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise (Beauvais).
<i>Orne</i>	Société historique et archéologique de l'Orne (Alençon).
<i>Pas-de-Calais</i>	Société des antiquaires de la Morinie (Saint-Omer).
<i>Rhône</i>	Société académique d'architecture de Lyon.
—	Bulletin historique du diocèse de Lyon.
<i>Saône-et-Loire</i>	Société Eduenne (Autun).
—	Académie de Mâcon.
<i>Sarthe</i>	Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe (Le Mans).
—	Revue historique et archéologique du Maine (Le Mans et Mamers).
<i>Seine</i>	Journal des Savants (Paris).
—	Société nationale des antiquaires de France (Paris).
—	Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments (Congrès archéologiques) (Paris et Caen).
—	Société française de numismatique (Paris).
—	Revue de la Société des études historiques, faisant suite à l' <i>Investigateur</i> (Paris).
—	Comité des travaux historiques et scientifiques (M. I. P., Paris).
—	Revue de l'École d'anthropologie (rue de l'École-de-Médecine, 15, Paris).
<i>Seine-Inférieure</i>	Commission des antiquités de la Seine-Inférieure (Rouen).
<i>Seine-Inférieure</i>	Société havraise d'études diverses (Le Havre).
<i>Seine-et-Oise</i>	Société archéologique de Rambouillet.
<i>Somme</i>	Société des antiquaires de Picardie (Amiens et Paris).

<i>Tarn-et-Garonne</i>	Société archéologique du Tarn-et-Garonne (Montauban).
<i>Var</i>	Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan.
<i>Vendée</i>	Société d'émulation de la Vendée (La Roche-sur-Yon).
—	La Vendée historique et traditioniste (Luçon).
<i>Vienne</i>	Société des antiquaires de l'Ouest (Poitiers).
<i>Yonne</i>	Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (Auxerre).
<i>Algérie</i>	Société archéologique du département de Constantine.
<i>Belgique</i>	Archives de la France monastique, Revue Mabilon (Chevetogne par Leignon).
<i>Espagne</i>	Revista de la Asociacion artistico-arqueologica (Barcelone).
—	Boletin de la Sociedad arqueologica Iuliana (Palma de Mallorca, islas Baleares).
<i>États-Unis d'Amérique</i> .	Smithsonian institution (Washington).
<i>Suède</i>	Académie royale des belles-lettres, d'histoire et des antiquités de Stockholm.

REVUES

<i>Cantal</i>	Revue de la Haute-Auvergne (Aurillac)
<i>Ille-et-Vilaine</i>	L'Hermine, revue littéraire et artistique de Bretagne (Rennes, Paris, Londres).
<i>Maine-et-Loire</i>	Revue de l'Anjou (Angers).
<i>Morbihan</i>	Revue Morbihannaise (rue Pasteur, 19, Vannes).
<i>Seine</i>	Revue des Traditions populaires (80, boul. Saint-Marcel, Paris-V*).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Procès-verbaux des Séances.....	XXXIII
L'Epoque Néolithique aux sources de l'Isac.....	113
Détermination d'un objet Gallo-Romain trouvé aux Cléons	163
Recherches historiques sur d'anciens projets de Fontaines publiques de la Ville de Nantes.....	173
Un mot sur les Moules de Monnaies Romaines trou- vés à Rezé.....	201
Odyssée d'une somme consignée par le Duc de Bretagne à Notre-Dame de Paris.....	209
Nécrologie: M. Joseph Rousse.....	235
— M. le Chevalier d'Achon	237
Liste des Membres de la Société.	I
Liste des Sociétés correspondantes.....	XIX

NANTES. — IMPRIMERIE A. DUGAS ET C^{ie}, 5, QUAI CASSARD

GETTY CENTER LIBRARY



3 3125 00090 1617

